DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14166 — 5 F — MARDI 14 AOUT 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le durcissement du blocus de l'Irak et la mise en place du dispositif militaire de dissuasion

Washington « rejette catégoriquement » le marchandage proposé par Bagdad
Les manifestations populaires de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient

Tandis que les manifestations populaires de soutien a M. Saddam Hussein se multiplient dans le monde arabe, Washington et Jérusalem ont « rejeté catégoriquement », dimanche soir 12 août, les conditions posées par le chef de l'Etat irakien au retrait de ses troupes du Koweït.

Pour la Maison Blanche, il s'agit d'« une nouvelle tentative de rompre l'isolement dans lequel l'Irak se trouve » et pour Jérusalem de « propos de propagande à bon marché ». Le président irakien avait proposé une solution globale pour tous les « problèmes d'occupation » au Proche-Orient, ainsi que le retrait des forces américaines du Golfe et leur remplacement par des forces arabes. Bagdad a fait savoir d'autre part que l'interception par les Américains des pétroliers irakiens dans le Golfe constituerait « un acte d'agression contre l'Irak ». A ce propos, l'Arabie saoudite a refoulé lundi un pétrolier irakien venu charger au terminal de Mou'adjiz.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait auparavant indiqué que les Etats-Unis intercepteraient les chargements de pétrole irakien et koweïtien sur la base d'une requête du Koweït. Sur le plan militaire, le dispositif mis en place en Arabie saoudite se renforce de jour en jour. Samedi, les premières unités égyptiennes – trois mille parachutistes et commandos – ont rejoint les forces américaines.

A Paris, M. François Mitterrand a reçu successivement, lundi en fin de matinée, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et celui du Sénat, M. Alain Poher. Plusieurs personnalités de la majorité et de l'opposition ont été chargées par le président de la République d'aller expliquer la politique de la France aux dirigeants arabes, ainsi qu'en Amérique latine et en Asie.

Dérobade

APRÈS avoir joué les Robin des Bois dérobant aux « Crésus du Koweït » leur illégitime butin, puis incarné – à contre-emploi – un Saladin moderne menaçant d'une nouvelle guerre sainte les infidèles et leurs laquais corrompus, M. Saddam Hussein est revenu dimanche 12 août à un registre classique du répertoire arabe, celui du « haro sur Israël ! ». Le réflexe traditionnel de tout chef arabe en difficulté n'est-il pas de faire diversion en mobilisant les énergies contre l'ennemi « sioniste » commun ? Même si ce procédé dissimule mal une dérobade, l'important est qu'il fasse une nouvelle fois recette.

Pour tenter de faire oublier son propre forfait, le dictateur de Bagdad se livre à un amalgame, certes historiquement simpliste, mais crédible auprès des dirigeants et des foules arabes. Etablissant un lien entre la mainmise de son armée sur Koweït et la présence des forces israéliennes dans les territoires arabes – en Palestine, sur le Golan et au Liban du Sud – M. Saddam Hussein fait mine de croire qu'une occupation vaut l'autre et que toutes ne pourront prendre fin que dans le cadre d'un « règlement global ».

Pourquoi devrait-il, laisse-t-il entendre, faussement naïf, renoncer à sa proie après seulement dix jours alors que l'Etat juif n'a toujours pas lâché les siennes au bout de tant d'années ?

DU coup, le président irakien essaie de jouer sur plusieurs tableaux. Après avoir au passage envoyé une grosse pierre dans le jardin de son vieil ennemi, le président syrien Hafez El Assad, dont la mainmise sur une partie du Liban est assimilée – ô blasphème ! – aux péchés d'Israël, M. Saddam Hussein s'efforce de diluer la crise du Golfe, fruit de son cynisme brutal, dans le contexte, évidemment plus favorable à ses yeux, de l'affrontement ancestral entre Jérusalem et le monde arabe. Et cela sans céder d'un iota sur le fond du problème koweïtien. Tout juste consent-il à évoquer, sans autre précision, la perspective d'un « arrangement » avec son petit voisin.

RENVOYANT la balle dans le camp de tous ses adversaires – américain, israélien, syrien – le maître de Bagdad s'adresse, à la manière du Nasser de jadis, directement aux masses arabes, seules jugées dignes d'accueillir ses propos. A en juger par l'enthousiasme que Saddam Hussein soulève, de Nouakchott à Amman, cette tactique semble se révéler payante. Car – comme on a trop tendance à l'oublier en Occident – les opinions arabes, depuis longtemps frustrées par l'impasse diplomatique au Proche-Orient, sont promptes à observer toute crise régionale à travers le prisme déformant du conflit avec Israël.

Washington et Jérusalem devront tenir compte de cette psychologie collective ambiante. Le piège que Bagdad tend aux Etats-Unis est d'autant plus dangereux qu'on assiste à un réveil brutal de l'anti-américanisme populaire dans l'ensemble du monde arabe. Quant à Israël, pris à partie de la sorte, il lui sera difficile de demeurer à l'écart d'un conflit qu'il avait pris soin jusqu'ici, sur le conseil même de l'administration Bush, de ne pas faire sien.

JE SUIS DÉSOLÉ ! TOUT ÇA, C'EST LÀ FAUTE À ISRAËL !

PLANTU

Une longue épreuve de force

WASHINGTON
correspondance

Les Etats-Unis ont catégoriquement rejeté, dimanche 12 août, l'« *initiative* » de règlement régional présentée par le président irakien Saddam Hussein.

Dans un communiqué très sec, lu par le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, le gouvernement américain se borne à déclarer : « *En ce qui concerne les propositions annoncées aujourd'hui par Saddam Hussein, les Etats-Unis les rejettent catégoriquement. Nous nous associons au reste du Conseil de Sécurité de l'ONU pour exiger, à l'unanimité, le retrait immédiat, total et inconditionnel des forces irakiennes du Koweït, et le rétablissement du gouvernement légitime du Koweït.* »

Et M. Fitzwater de conclure : « *Ces dernières conditions et menaces sont une autre tentative de détourner l'attention de l'isolement de l'Irak et d'imposer un nouveau statu quo.* »

« *Je n'ai rien vu de sympathique là dedans, rien du tout* », devait pour sa part déclarer avec ironie le président George Bush au cours d'une conférence de presse improvisée à Kennebunkport dans le Maine où il affiche de passer de paisibles vacances.

Le président américain, tout en évitant soigneusement de prononcer le mot « *blocus* », s'est par ailleurs engagé à recourir à la force pour empêcher l'exportation du pétrole irakien : « *J'ai pris une décision de principe,* a-t-il affirmé, *c'est que les exportations en provenance de l'Irak n'atteindront pas le marché.* » Décision que devait confirmer à Washington le secrétaire d'Etat James Baker, qui a fait état officiellement « *d'une demande du gouvernement koweïtien aux Etats-Unis pour qu'ils s'assurent que l'embargo des Nations unies contre les exportations irakiennes est respecté* ». Demande qui « *nous donne une base légale pour intervenir* », a dit M. Baker.

Quant à la position adoptée vendredi par le sommet arabe, qui a décidé l'envoi d'une force arabe dans le Golfe pour défendre l'Arabie Saoudite, M. Bush estime qu'elle « *est très, très positive* ».

HENRI PIERRE

Lire la suite page 3

Le roi de Jordanie dans la tourmente

AMMAN
de notre envoyée spéciale

« *Aucun vrai Arabe ne peut admettre l'entrée des forces américaines sur la terre arabe, car cela va à l'encontre de l'arabisme et de l'islam. Les Arabes refusent ce qu'ils perçoivent comme une tentative d'hégémonie sur la région et ses ressources.* »

Ces sévères réflexions du roi Hussein de Jordanie, lors de sa rencontre, dimanche 12 août, avec son gouvernement et les parlementaires réunis à sa demande, reflètent à l'évidence la profonde fracture créée dans le monde arabe après la caution accordée au sommet du Caire par douze pays à la présence de troupes étrangères dans le Golfe pour contenir l'Irak.

A l'unisson de son peuple qui multiplie les manifestations de soutien à l'Irak et de dénonciation des attitudes saoudienne et égyptienne, le roi Hussein ne cache pas son amertume et sa « *grande déception* » quant aux résultats de ce sommet.

Ses arguments tournent essentiellement autour de trois thèmes. Premièrement, l'Occident et certains pays arabes se sont précipités dans une condamnation sans appel de l'Irak, rendant vain tout effort de médiation.

Le souverain hachémite laisse entendre, à cet égard, que cela n'était pas fortuit. « *Visait-on par là à nous faire échouer pour que le monde règle cette affaire comme il l'entend, les Arabes étant incapables d'agir ?* », a-t-il notamment demandé dans son intervention lors du huis-clos des chefs d'Etat au Caire, dont il a fait diffuser le texte.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 5

Lire également

Incendie dans les Landes

Deux mille hectares de pins ont déjà été détruits

page 20

Décès de M. Longequeue

Le sénateur socialiste de la Haute-Vienne était maire de Limoges depuis 1956

page 20

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Riches dans les pays pauvres, pauvres dans les pays riches

Le spectacle de la richesse peut engendrer des frustrations et entraîner la violence, tout en lui servant de justification. Sur le thème « des riches dans les pays pauvres et des pauvres dans les pays riches », « Champs économiques » poursuit la publication d'une série d'enquêtes-reportages : après la Turquie et l'Allemagne (*le Monde* du 7 août), la Grande-Bretagne avec ses vagabonds et l'Inde des nouveaux maharajas.

La chronique de PAUL FABRA

pages 13 et 14

Stan Getz et sa rythmique

Tranquille, reconnu, le saxophoniste a fait vibrer le Festival de Marciac

MARCIAC (Gers)
de notre envoyé spécial

On l'a vu au cœur des rythmiques les plus délicates, les plus raffinées. On l'a surnommé, lui, Stanley Getz, dit Stan Getz, « The Sound ». La question de la rythmique, cette trinité (basse, batterie, piano) qui ne fait qu'un et doit répondre comme à cœur ouvert à l'intime pulsation du saxophoniste, est de celle qu'on n'élude pas.

Ou vous avez la capacité de choisir les plus grands accompagnateurs, ou vous ne parviendrez jamais à être le ténor que vous êtes pourtant. C'est simple comme un étui de saxophone. Et choisir une rythmique, ce n'est ni une question de volonté ni une question d'argent : vous ne choisissez que ce que votre talent vous permet de prendre. C'est le secret du jazz.

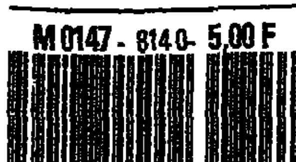
Les rythmiques de Stan Getz, de Al Haig à Jimmy Rowles en passant par Eddy Louiss et Chick Corea (voilà pour les pianistes) ; de Roy Haynes à Tony Williams en passant par Bernard Lubat (messieurs les batteurs vous êtes servis) ; de Tommy Potter à Stanley Clarke en passant par Steve Swallow (c'est le tour des bassistes), ces rythmiques racontent une histoire extraordinairement mystérieuse et complexe du jazz et de l'improvisation. L'histoire même dont on ne se doute pas.

C'est à cette histoire que l'on en vient à songer sous le chapiteau de Marciac (Gers), bourré jusqu'au dernier gradin, ivre de plaisir simple au concert de Stan Getz. On se dit qu'il doit bien y avoir une raison. On cherche la raison de cette rythmique raide comme la justice.

FRANCIS MARMANDE

Lire la suite page 9

M 0147 - 814 0- 5,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

21. La grève des naissances

Des décès plus nombreux que les naissances, une population qui augmente cinq fois moins vite que celle de l'Allemagne. Le renouvellement des générations n'est plus assuré. Les petits-bourgeois sont devenus malthusiens sans le savoir.



— Comment, ma chère, vous avez encore vos ovaires ! mais ça ne se porte plus !...

De la « faiseuse d'anges » au préservatif en passant par la décoction de fraisier, tous les moyens sont bons pour éviter des naissances à répétition.

EN 1897 est largement diffusée une brochure bien faite de 82 pages, bourrée de chiffres et de formules implacables, signée par une autorité incontestée en matière démographique, le docteur Jacques Bertillon, chef des travaux statistiques de la Ville de Paris, l'inlassable observateur des progrès de ce que d'aucuns, militants de l'autre bord, nomment à d'autres fins *« la grève des ventres »*. Intitulée *le Problème de la dépopulation*, elle prédit l'effacement de la France pour cause de pénurie de bébés.

Ce pays, dit-elle, qui assemblait il y a deux siècles 40 % de la population de l'Europe, n'en retient plus que 12 % en 1890. Et le drame, hélas, a des conséquences incalculables. Moins de soldats, de prêtres et d'hommes de science, moins d'experts en affaires, moins de défenseurs de la langue de Racine, un bel empire colonial, si glorieusement arraché aux pillards esclavagistes, qui n'est guère peuplé et que convoitent déjà d'autres Blancs prolifiques, une colonisation intérieure par les étrangers qui viennent en masse combler ses béances : la France est menacée dans son intégrité territoriale, son industrie, son commerce, sa mission civilisatrice, son âme même.

Et pourquoi donc cette langueur, prélude à l'extinction ? Tout vient, note Bertillon, *« de l'ambition du père pour son enfant »*. La natalité n'est-elle pas d'autant plus faible que le pays est plus riche et l'espoir de mieux-être mieux enraciné ? Voyez la Normandie rentière, la Bourgogne plantureuse, la riante vallée de la Garonne ! On n'y procrée plus guère, pour n'avoir pas un jour à partager l'aisance entre trop de nouveaux espoirs. On y vit un malthusianisme entretenu par procuration.

Que faire ? La brochure vaut pour programme d'une « Alliance nationale pour l'accroissement de la population française » que le bon docteur et quelques amis sûrs ont fondée à la mairie du IXe arrondissement de Paris, le 29 mai 1896, pour *« attirer l'attention de tous sur les dangers que la dépopulation fait courir à la nation française et provoquer les mesures fiscales ou autres propres à augmenter la natalité »*. Ils étaient 116 à l'origine, et non des moindres : des disciples de Le Play comme Honnorat, Cheysson ou Richet, le prince Henri d'Orléans et même Emile Zola, ruminant déjà *Fécondité*, qu'il publiera trois ans plus tard. En mai 1897, l'Alliance ne compte que 352 adhérents et atteindra péniblement 370 membres en 1900. Mais elle sait s'ériger en groupe de pression sur le Parlement, lance une propagande par le tract, tient des réunions d'information entre gens raisonnables et patriotes.

Son ambition ? Bousculer l'indifférence coupable. Rendre la législation du mariage plus simple, pour favoriser l'union légale et limiter la débauche ; mieux exploiter la restauration du divorce, acquise en 1884, pour éviter la désunion stérile. Lutter, surtout, *« contre de détestables mœurs familiales dictées par des considérations d'argent »*, contre *« l'épargne excessive »*, en poussant députés et élus locaux à voter de sérieux dégrèvements d'impôts pour les familles de plus de trois enfants, faire alléger pour celles-ci le poids du service militaire des fils, modifier les règles de l'héritage, aider les familles les plus peuplées par des pensions alimentaires et des honneurs publics. L'Alliance devient ainsi, modestement, la première ligue des familles nombreuses et la moins inefficace autorité qui lutte pour une renaissance de la vitalité.

La situation, il est vrai, est inquiétante. Et si l'alarme n'est vraiment sonnée qu'après 1900, les pionniers de la fin du siècle ont déjà solidement instruit le dossier de cette affreuse singularité française. La brutalité des chiffres suffit à émouvoir. La sève n'est plus aussi active : la population totale est passée de 27 350 000 en 1801 à 35 780 000 en 1851, puis 38 343 000 en 1901, soit un accroissement de 29 % pour le premier demi-siècle et de 9 % pour le second, tandis que la Grande-Bretagne et l'Allemagne croissent à un rythme cinq fois supérieur. Le chiffre annuel des naissances est tombé d'un million au début du siècle à 620 000 en 1900. Le taux de natalité est descendu de 24,5 pour mille en 1871 à 22,1 vingt ans après et à 20,9 en 1901, tandis que les progrès de l'hygiène et la médecine ont ralenti les mortalités et les font chuter depuis 1895. En 1890, 1891, 1893, 1895 et 1900, on enregistre même un excédent des décès sur les naissances, sans que puissent être invoqués comme jadis les désastres de la guerre ou des épidémies.

Le piétinement français est donc dû incontestablement à un défaut de natalité. Et la Statistique générale renforce l'accablement par son recensement de 1896, quand elle y relève pour la première fois l'affaissement des taux de fécondité par groupes d'âges. Au bout du compte, une conclusion *sinistre* : depuis 1890, peut-être même depuis 1885, le renouvellement des générations n'est plus assuré, le taux net de reproduction est passé sous la barre du 100 %. La fécondité française est donc pratiquement tarie de moitié depuis un siècle.

Est-ce le point d'aboutissement d'une longue obstination nationale à limiter consciemment les naissances, depuis cette fin du XVIIIe siècle où l'on se prit à trahir la nature et à percer les *« funestes secrets »* ? Assurément. Mais ce qui trouble davantage les esprits est qu'on ne puisse plus guère trouver secours dans les bonnes vieilles explications. Les naissances illégitimes diminuent en chiffres absolus, passant de 76 700 à 74 700 par an de 1861 à 1900 : c'est donc la fécondité des couples légitimes qui est directement en cause, l'intimité de foyers normaux et supposés paisibles qu'il faut suspecter de laxisme géniteur. Les effets supposés du mariage tardif, qui fut la meilleure arme contraceptive sous l'Ancien Régime ? Ils ne sont plus probants, puisque le célibat recule et que baisse l'âge moyen où l'on s'épouse. Y aurait-il eu trop peu de femmes ? Non, puisque le vieillissement de la population n'a guère modifié parmi elles la proportion des génitrices en puissance : 30 % en 1789, 30 % toujours en 1900.

IL faut ainsi se rendre à l'évidence : le refus des naissances trop nombreuses – et notamment celles du troisième puis du quatrième enfant – a été massivement intériorisé par les couples les plus banals, a pris une redoutable consistance sociale et ne semble guère tourmenter les consciences. Bien au contraire. Par exemple, les Eglises, en France, à la différence des pays voisins, ont une prédication bien peu insistante en faveur de la sainte procréation, et maints confesseurs savent fermer les yeux sur les pratiques douteuses. Les vieilles recettes contraceptives sont de mieux en mieux connues, adoptées plus précocement par les jeunes couples, systématisées dans les unions vieillissantes.

L'abstinence partielle ou totale est sans doute plus fréquente qu'on ne croit, si l'on compte bien les lits séparés et les chambres à part dans les inventaires après décès. Le bidet, le condom sont de moins en moins rares et passent pour objets typiquement gaulois. Le recours en catastrophe, pour irrégularité des *« époques »* ou inquiétants *« retards »*, aux décoctions d'armoise, de fraisier ou de sabine, aux sinapismes et aux saignées est monnaie courante. Au pire, les conseils d'une amie ou une simple petite annonce de presse conduisent chez la *« faiseuse d'anges »*, encore que le chiffre des avortements clandestins, estimé de 15 000 à 60 000 par an à la veille de 1914 par Jacques Dupâquier, n'ait eu, semble-t-il, qu'une très faible part dans la chute de fécondité. Et surtout, révèle une enquête de Bertillon en 1900, le coït interrompu est devenu le *« secret »* le plus anodin et le mieux partagé.

Sans doute les ravages de la dénatalité sont-ils encore inégalement répartis. La Bretagne bretonnante, le Massif central de l'Aveyron à l'Ardèche, les Hautes-Alpes, la Savoie et la Corse font encore des enfants en abondance, quitte à les laisser partir plus tard pour la ville : la foi robuste y entretient des ardeurs sans remords. A l'inverse, du Languedoc au Bordelais, en Normandie, dans le Bassin parisien, on retient son souffle pour privilégier l'enfant unique *« poussé dans les études »* ou héritier du domaine. Pourtant, les départements industriels et les grandes agglomérations urbaines sont eux-mêmes en pleine mutation, depuis que les ouvriers commencent à réfléchir aux désavantages des kyrielles d'enfants. Dans les groupes sociaux, les mineurs se distinguent par leur prolifération et les fonctionnaires par leur extrême réserve, mais c'est un modèle bourgeois ou « petit-bourgeois » qui chemine désormais dans les milieux les plus divers. Pourquoi se reproduire avec acharnement quand le recul de la mort rend le renouvellement moins impératif ? Pourquoi ne pas dissocier un peu procréation et plaisir ? Pourquoi dilapider l'héritage ? Pourquoi ne pas aimer un peu plus fort des gosses moins nombreux ? En 1906, les premiers chiffres sûrs vont tomber : le nombre d'enfants nés de 100 hommes mariés et alors âgés de plus de 60 ans est de 292 chez les rentiers, 302 chez les employés, 359 chez les patrons et 402 chez les ouvriers.

Cette quiétude d'un confort intime assez bourgeois trahit, il est vrai, une modernité du libre choix, un volontarisme assez démocratique qui met chez tant de couples l'acceptation ou le refus d'une naissance au service d'une ambition stratégique dont les époux partagent la mise en œuvre tactique. Celle-ci n'est plus ni celle de la famille élargie, ni tout à fait celle du groupe social ou du milieu culturel : la dénatalité serait-elle aussi la proclamation d'une différence individualiste et assez orgueilleuse ? Un *« égoïsme »*, comme l'a dit Bertillon ? Or c'est bien sur la prise de conscience, troublante et aiguë, d'une *« fécondité différentielle »*, note André Béjin, que se mobilisent déjà les maigres bataillons du néo-malthusianisme, du populationnisme et de l'eugénisme. Que la fécondité puisse être si liée à une volonté trouble beaucoup. Peut-on œuvrer sciemment à la décadence d'un peuple ? Peut-on pousser en conscience à la prolifération d'esclaves et de victimes ? Peut-on laisser dégénérer la *« race »* ?

LES trois questions tiennent en haleine quelques militants atypiques, mal à l'aise dans les habituels clivages politiques ou moraux. En faisant proliférer le mot « dépopulation », les *« procréatomanes »*, comme disent leurs adversaires, sont hantés par un possible triomphe de la mort sur la vie, par la lente perte de substance, par l'atteinte à l'énergie nationale, dit Barrès ; par la vitalité allemande aussi, qui, elle, fabrique en masse de nouveaux uhlans. Mais ils savent combiner ces inquiétudes avec la défense paternelle de la famille nombreuse et de l'épouse féconde : ils vont dans le sens d'une protection et d'une réglementation sociale bien dans l'air du temps et qui promettent quelques succès à leur combat.

En revanche, les néo-malthusiens s'activent plus difficilement. Malgré l'étrange ardeur de Paul Robin, l'enseignant toujours désavoué par les autorités académiques et hanté par l'ajustement des naissances aux subsistances, fondateur en 1896 de la Ligue de régénération humaine, le néo-malthusianisme français n'est jusqu'en 1900 que l'importation d'un mouvement anglo-saxon autrement plus vivace. Une sorte d'*« anarchie positive »* qui ne séduit, de fait, que quelques libertaires et progresse grâce à eux dans les milieux ouvriers qui examinent l'idée d'une *« bonne naissance, pour une éducation intégrale »* des petiots.

« Que deviendront ces petits non désirés, s'écrie Robin, *mal nés, mal soignés, brutalisés, élevés, éduqués au hasard ? S'ils sont faibles, des parias, des résignés de l'industrie. S'ils sont forts, des gendarmes, des policiers, des soldats, de brutaux et inintelligents auxiliaires de la pieuvre sociale, de l'État voleur et assassin, de la bureaucratie, de la magistrature, des états-majors, des Eglises. Ils seront ou des victimes lamentables ou des conservateurs violents du gâchis social actuel. »* Contre cette violence et cette exploitation, une seule attitude consciente, conclut-il dans sa revue *Régénération* : la *« grève des ventres »*. Mais il reçoit peu de secours des féministes, plus occupées à réclamer les droits civiques pour leurs compagnes, ou des socialistes et même des anarchistes, très divisés sur le sujet, qui l'accusent de faire l'économie de la révolution dans sa recherche obsessionnelle des *« générations sélectionnées »*.

Plus isolés encore autour de Vacher de Lapouge, des eugénistes défendent la race contre les métissages entre brachycéphales et dolichocéphales, prônent l'infécondité des *« purs »* dans l'attente d'un sursaut européen qui réveillera en eux l'instinct clanique proliférant : leur délire minuscule n'est pas sans avenir. Leur outrance pourtant acclimate déjà maintes dérives du discours général, de la défense des berceaux à celle d'un peuple purifié. Et elle entretient en la caricaturant une angoisse autrement profonde : quel est ce monde nouveau où l'*« égoïsme »* individuel et social a fait dépérir la confiance dans la vie ?

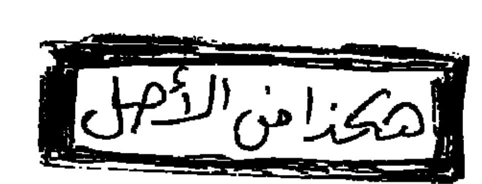
Prochain épisode
La règle de fer des « hussards noirs »

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
- **Lundi 13 août** : La grève des naissances.
- **Mardi 14 août** : La règle de fer des « hussards noirs ».

Pour en savoir plus

► *La Population française au XIXe siècle*, d'André Armengaud, PUF, 1971.
► *Histoire de la population française*, t.3, Jacques Dupâquier dir., PUF, 1988.
► « Dénatalité : l'antériorité française (1800-1914) », *Communications*, 44, Le Seuil, 1986.
► *La Grève des ventres, Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France (19e-20e siècles)*, de Francis Ronsin, Aubier, 1980.



La crise du Golfe

Les manifestations de soutien à M. Saddam Hussein se multiplient

Le Yémen a connu samedi 11 août sa plus importante manifestation anti-américaine et anti-saoudienne depuis le début du mouvement jeudi dernier : la police a dû se servir de jets d'eau pour écarter une foule estimée à dix mille personnes qui tentait de prendre d'assaut les ambassades des Etats-Unis et d'Arabie saoudite à Sanaa, aux cris de « Non à l'Amérique ! Non aux juifs ! L'armée de Mahomet reviendra ». Dans la rue principale, les vitres des compagnies d'aviation Gulf Air et Saudia ont été brisées et des voitures brûlées.

Le Parlement du Yémen unifié a voté samedi une résolution affirmant *« le droit des Yéménites à exprimer leurs opinions dans le cadre de la loi »*. Ce pays s'était abstenu lors du vote du sommet arabe sur l'envoi de forces arabes dans le Golfe. Des centaines de manifestants ont aussi défilé dans les capitales de la Somalie (qui avait voté pour la résolution arabe) et de la Mauritanie (qui avait seulement émis des réserves). D'autant que le président Saddam Hussein est très populaire à Nouakchott en raison de son soutien aux Mauritaniens dans leur conflit avec le Sénégal.

Plus de dix mille Palestiniens ont défilé dans les ruelles du camp de Aïn Héloué, le sanctuaire de l'OLP au Liban du Sud, avec la participation de toutes les formations de la centrale palestinienne, aux côtés de la branche locale du parti Baas irakien. Ils ont brûlé des effigies de George Bush, Margaret Thatcher et du roi Fahd, et conspué également le président Moubarak, en brandissant en revanche les portraits de Yasser Arafat, du colonel Kadhafi et des dirigeants palestiniens radicaux Georges Habache et Aboul-Abbas. Les organisations palestiniennes basées à Damas ont pour leur part publié dimanche des communiqués critiquant violemment la présence de troupes américaines et occidentales en Arabie saoudite, certaines appelant à lui faire face *« par tous les moyens »*.

Un dirigeant libanais pro-iranien, M. Hussein Moussaoui, a cependant demandé dimanche au président irakien de *« prouver qu'il est réellement en conflit avec les Américains »*, en libérant les dix-sept membres du Djihad islamique qui étaient détenus au Koweït, où ils avaient perpétré des attentats en 1983. Ils ont disparu de leur prison deux jours après l'invasion irakienne et leur sort est inconnu.

L'Iran est en effet embarrassé par l'usage fait par M. Saddam Hussein des anciens thèmes de mobilisation de la République islamique, et le président Rafsandjani a exprimé sa préoccupation en déclarant dimanche que la présence des troupes étrangères *« a transformé le Golfe en une poudrière »*.

Le conflit n'oppose pas *« réactionnaires et progressistes, mais des protagonistes qui veulent s'approprier un trésor »*, alors que l'Iran *« est le seul pays sur l'autorité duquel le monde peut compter »*, a-t-il affirmé.

L'Etat des Emirats arabes unis a par ailleurs lancé un appel aux volontaires pour rejoindre les forces armées du pays. – *(AFP, Reuter, AP)*.

Le président irakien a préconisé « une solution globale » pour « tous les problèmes d'occupation dans la région »

M. Saddam Hussein a préconisé dimanche 12 août *« une solution globale »* pour toutes les régions occupées du Proche-Orient tout en préparant son peuple à la perspective d'un blocus économique sévère.

« Je propose, a-t-il dit au cours d'un discours lu à la radio de Bagdad, *que tous les problèmes d'occupation, actuels ou à venir, dans la région tout entière soient réglés sur la même base et selon les mêmes principes énoncés par le Conseil de sécurité. »* Il s'est prononcé *« pour un retrait immédiat et sans condition d'Israël des territoires arabes occupés de Palestine, de Syrie et du Liban, le retrait de la Syrie du Liban et un retrait entre l'Irak et l'Iran, en plus de « dispositions » à prendre dans le cas du Koweït »*.

« Le retrait militaire, a-t-il poursuivi, *devrait s'effectuer selon un calendrier applicable dans tous les cas. »* Il a toutefois ajouté que, en ce qui concerne le Koweït, il fallait *« prendre en considération les droits historiques de l'Irak sur son territoire et le choix de la population koweïtienne »*.

La mise en application de ce programme de retraits, a ajouté le président irakien, *« devrait commencer avec l'occupation qui a eu lieu la première. Ensuite, seraient appliquées toutes les résolutions du Conseil de sécurité et des Nations unies relatives à ces problèmes jusqu'au dernier d'entre eux* [l'occupation du Koweït]. *Les mesures prises par le Conseil de sécurité à l'égard de l'Irak devraient être aussi appliquées à quiconque ne se conforme pas ou ne répond pas positivement à ces dispositions »*.

M. Saddam Hussein a déclaré : *« Pour placer les faits devant l'opinion publique mondiale pour qu'elle puisse juger objectivement sans être soumise à la pression américaine, nous demandons le retrait immédiat d'Arabie saoudite des forces américaines et de toutes les autres forces qui se sont prêtées à cette conspiration. Elles devraient être remplacées par des forces arabes dont les effectifs, la nationalité, la mission et l'emplacement entre l'Irak et l'Arabie saoudite devraient être définis par le Conseil de sécurité, en accord avec le secrétaire général des Nations unies. »* Il a toutefois souligné que ces forces d'interposition *« ne doivent pas comprendre des troupes égyptiennes, les Etats-Unis s'étant appuyés sur l'Egypte pour s'opposer à la nation arabe »*.

Le chef de l'Etat irakien a enfin réclamé *« une suspension immédiate de toutes les résolutions ayant trait aux sanctions et à l'embargo contre l'Irak, et le retour à la normale des relations économiques, politiques et scientifiques entre l'Irak et les autres pays du monde. Ces résolutions ne devraient être discutées et appliquées qu'à quiconque viole les points mentionnés ci-dessus »*. *« En toute circonstance*, a-t-il conclu, *et si l'Amérique, ses alliés et ses petits agents ne répondent pas à notre initiative, nous résisterons fermement, avec le soutien des braves fils de la nation arabe et du grand peuple irakien, aux intentions maléfiques et aux complots agressifs. La victoire est la nôtre avec l'aide de Dieu. Les hommes du mal regretteront leur action lorsqu'ils auront été repoussés de la région avec la malédiction derrière eux. »*

Dans la soirée, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a affirmé dans une conférence de presse que l'interception par les Etats-Unis de pétroliers irakiens dans le Golfe constituera *« un acte d'agression contre l'Irak »*. Il a mis également en garde les pays membres de l'OPEP contre *« leur participation à un blocus imposé par les Etats-Unis à l'encontre de l'Irak »*. *« Toute tentative de la part de n'importe quel pays membre de l'OPEP de faciliter le boycottage de l'Irak sera considérée comme étant un acte agressif et tendancieux »*, a-t-il souligné.

Un appel à l'austérité

Dans la matinée, le président Hussein avait appelé les Irakiens à l'austérité et les Irakiennes à se mobiliser *« pour briser le blocus »* imposé à leur pays. Il avait invité *« les femmes et les enfants à éviter de faire des stocks personnels et à réduire leur consommation de produits alimentaires »*. Les Irakiennes *« doivent, par leurs efforts d'austérité, participer ainsi à la* djihab [guerre sainte] *pour briser le blocus imposé à notre pays pour vaincre notre volonté. Si celle-ci est vaincue, une ère américano-sioniste s'instaurera »* et *« toutes les valeurs de la religion seront alors abolies. La nation arabe perdra l'occasion de se libérer de la faim, de l'esclavage, et à partir de là de la possibilité de libérer Jérusalem, la Kaaba et le tombeau de Mahomet de la présence armée étrangère »*.

« Il faut, a-t-il conclu, *que la table ne soit pas pleine, car les dépenses créeront une pénurie. Au lieu d'acheter 5 kilos par mois, achetez-en la moitié. Chaque famille irakienne est capable de vivre sans acheter des habits pendant un an. Une fois que notre vie économique sera organisée, la guerre sera à l'avantage de l'Irak et les envahisseurs fuieront, effrayés. »* – *(Reuter, AFP.)*

Israël : une « subtile manœuvre de diversion »

Il ne faut certainement pas voir dans la décision de M. Itzhak Shamir de prendre comme prévu cette semaine quelques jours de vacances un geste d'« insouciance ». Le premier ministre restera à Jérusalem et continuera à suivre de très près l'évolution de la situation. Il s'agit plutôt d'une manière, pour M. Shamir, d'indiquer qu'Israël garde son sang-froid face à la crise du Golfe. Et puis, au lendemain de l'annonce de l'initiative diplomatique du président irakien Saddam Hussein, ces « vacances » du chef du gouvernement prennent aussi valeur de symbole : elles signifient que cette initiative ne constitue certainement pas pour Israël une base de négociations.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le conseiller de presse de la présidence du conseil, M. Avi Pazner, a rejeté catégoriquement les propositions irakiennes, en les qualifiant de *« manœuvres à bon marché »* destinées à *« desserrer l'étau militaire »* autour de l'Irak et à *« échapper aux sanctions économiques »*.

Cette idée de M. Saddam Hussein d'établir un lien entre un règlement de la crise koweïtienne et un retrait d'Israël des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ainsi que du Golan et du sud du Liban n'a pas vraiment surpris à Jérusalem. C'est le genre de *« manœuvres de diversion »* auxquelles on s'attendait de la part d'un *« grand pays qui dévore son petit voisin »*, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, qui a ajouté : *« Comme tous les despotes du vingtième siècle, Saddam Hussein essaie de mettre sur le même pied une agression contre un petit pays vulnérable et un acte d'autodéfense. »*

Des réponses militaires « adéquates »

Tout le monde, certes, à Jérusalem, considère que le président irakien cherche essentiellement à gagner du temps. Cependant, dans certaines sphères politiques, on reconnaît la *« subtilité »* de sa manœuvre, dans la mesure où elle replace le problème de l'avenir des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza sous les projecteurs de l'actualité et fait plus que jamais de Saddam Hussein, aux yeux des masses arabes, le défenseur de la cause palestinienne. Le commentateur militaire du quotidien *Haaretz*, M. Zeev Shif, est même prêt pour sa part à admettre que, dans les propositions de M. Saddam Hussein, il y a pour la première fois *« une brèche à travers laquelle pourraient opérer les diplomates et les médiateurs qui cherchent une solution à la crise »*, et, si les Américains ont d'abord rejeté ces propositions, *« ils pourraient dans un second temps* [les] *considérer comme préférable à une guerre globale »*.

Quoi qu'il en soit, ce qui est désormais de plus en plus évident pour tous les commentateurs, ici, c'est qu'Israël sera impliqué dans toute solution à la crise du Golfe, qu'elle soit diplomatique ou militaire. Et à ce stade, c'est la menace militaire qui reste incontestablement la plus préoccupante. Recevant la presse étrangère, le ministre de la défense, M. Moshé Arens, n'a voulu donner aucune précision sur les dispositions que l'armée israélienne a pu prendre le long de la frontière jordanienne, se contentant de répéter la formule : *« Tsahal prend toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité du pays. »* A propos des armes chimiques et de la décision du gouvernement israélien de ne pas distribuer de masques à gaz à l'ensemble de la population, M. Arens a confirmé ce que les milieux militaires affirmaient depuis quelques jours : le danger d'une attaque chimique doit être ramené à ses justes proportions ; à ce stade, les missiles irakiens sol-sol ne sont pas équipés d'armes chimiques ; quant aux avions irakiens qui tenteraient de larguer des bombes chimiques sur les villes israéliennes, *« nous avons de bonnes raisons de croire que l'armée de l'air israélienne saura s'en occuper »*, a dit M. Arens.

Le chef de file des « durs » du Likoud, le ministre du logement, M. Ariel Sharon, estime également que la véritable menace militaire qui pèse sur Israël, ce n'est pas une attaque aérienne, mais une attaque terrestre à partir de la Jordanie. *« Mais je suis convaincu*, a-t-il dit, *que l'état-major prépare des réponses adéquates à toutes les situations »*. – *(Intérim.)*

Etats-Unis : une longue épreuve de force

Suite de la première page

M. Bush a ajouté que la position du sommet arabe *« doit pousser Saddam Hussein à se rendre compte à quel point il est isolé »*. S'adressant une nouvelle fois aux journalistes en sortant de l'église proche de sa résidence, dimanche matin, M. Bush a pris plaisir à se laisser aller à certaines *« confidences »* sur la teneur de ses nombreux entretiens téléphoniques avec les leaders du monde arabe.

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction qu'il a relaté ainsi la *« bonne discussion »* qu'il venait d'avoir avec le président syrien Hafez el Assad, qui s'est engagé lui aussi à résister à toute velléité d'intervention militaire irakienne dans le Golfe, alors même que la Syrie figure toujours sur les listes des pays *« terroristes »* établies par le département d'Etat. *« Je lui ai dit, c'est bon pour une fois d'être dans le même camp*, a plaisanté M. Bush, *et le président Hafez el Assad m'a répondu la même chose... »*

A l'évidence, le gouvernement américain se prépare à la perspective d'une épreuve de force plus ou moins longue, et les milieux dirigeants veulent être assurés que l'opinion publique américaine ne flanchera pas. M. Weinberger, ancien secrétaire à la défense, rappelait dans un article récent l'importance de la *« guerre psychologique »*, et soulignait, à la lumière du précédent du Vietnam, qu'aucune intervention militaire des Etats-Unis ne pourrait réussir si elle n'était pas soutenue par l'opinion publique américaine.

Le *« fantôme du Vietnam »* ne hante pas seulement le grand public mais aussi les chefs du Pentagone, qui ressentent encore mal d'avoir eu à mener un combat pour des objectifs mal définis, en disposant d'armes puissantes mais dont l'emploi était limité par des considérations politiques.

Pourtant, la *« guerre psychologique »* sur le front intérieur n'est pas encore gagnée. Un sondage publié samedi par le *New York Times* est de nature à entretenir les inquiétudes : certes dans l'immédiat, une imposante majorité (74 %) appuie la décision du président Bush d'envoyer les troupes américaines en Arabie.

Néanmoins 40 % des personnes consultées font des réserves et considèrent que le président n'a pas clairement expliqué la nécessité d'envoyer des troupes pour la défense d'intérêts qui leur apparaissent encore obscurs. Il est significatif qu'un parlementaire influent, le président de la commission des forces armées de la Chambre, M. Aspin, ait demandé au président de *« mieux éclairer l'opinion américaine et arabe sur les raisons de la présence américaine en Arabie et sur les conditions dans lesquelles les soldats américains pourraient se retirer... »*

Dans son éditorial de dimanche le *New York Times*, se faisant l'écho de préoccupations de larges secteurs de l'opinion, se demande pourquoi *« les Etats-Unis devraient de nouveau supporter une part disproportionnée du fardeau de protéger le pétrole pour des alliés européens qui en ont davantage besoin que les Américains... »* Et le commentateur de prévoir un grand courant d'opinion en faveur d'un retrait de l'alliance si *« dans une bataille du désert les Américains étaient les seuls Occidentaux à combattre et à mourir »*.

Trois mille cinq cents « otages »

La présence des trois mille cinq cents citoyens américains prisonniers *de facto* en Irak pose un sérieux problème à l'administration. Jusqu'à nouvel ordre, le président Bush a évité de les qualifier d'*« otages »* afin, dans leur propre intérêt, de ne pas *« augmenter »* leur valeur pour ceux qui les détiennent. D'autre part, on voit à la télévision des familles éplorées placer des rubans jaunes autour de leur maison comme les parents des otages détenus au Liban depuis longtemps.

Si le statu quo sur cette question précise se prolonge trop et que l'opinion ait l'impression que l'administration américaine est sur le point de *« s'enliser dans le sable du désert »*, comme l'ont déjà dit quelques commentateurs, George Bush peut s'attendre à de sérieuses critiques. Est-ce la raison qui a poussé le président américain a évoquer ouvertement la possibilité d'un *« coup d'Etat contre Saddam Hussein »* ?

En tout cas, M. Bush a eu dimanche une phrase sibylline pour expliquer qu'*« il arrivait parfois que des dirigeants soient renversés lorsqu'ils sont tellement éloignés de la réalité qu'ils engagent leur pays à commettre des actions scandaleuses... »*. Selon le *Washington Post* il aurait cependant secrètement donné des instructions aux services spéciaux de préparer des actions clandestines visant à déstabiliser et éventuellement à éliminer Saddam Hussein, à la faveur notamment d'un *« complot militaire »*.

HENRI PIERRE

Le sort des ressortissants étrangers

Un Britannique tué par des soldats irakiens

Première victime officielle parmi les dizaines de milliers d'étrangers retenus par Bagdad au Koweït et en Irak, un Britannique a trouvé la mort dans la nuit de samedi 11 à dimanche 12 août alors qu'il tentait de passer la frontière saoudienne. C'est ce qu'a confirmé un porte-parole du Foreign Office à Londres, selon lequel Douglas Croskery a été tué par des soldats irakiens qui ont tiré sur la voiture dans laquelle il se trouvait.

« C'est un meurtre barbare. Nous avons déjà exprimé notre indignation et notre horreur a-t-il déclaré. *Cette mort tragique est la conséquence directe de l'occupation irakienne du Koweït. Cela doit finir. Nous appelons une nouvelle fois les Irakiens à remplir leurs obligations en assurant la sécurité de nos ressortissants et en les laissant retourner chez eux. »*

Interrogé sur le fait de savoir si ce meurtre pourrait déclencher une opération militaire britannique, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Waldegrave, a répondu : *« Je ne veux pas entrer dans ces considérations. »*

« Déplacements facilités »

Samedi, l'ambassadeur irakien à Paris avait été convoqué au Quai d'Orsay pour s'entendre signifier la volonté de la France d'obtenir la démonstration que les Français bloqués en Irak et au Koweït n'étaient ni *« otages »* ni *« prisonniers »*. Il lui a été demandé *« de faire savoir à son gouvernement que la France souhaitait des engagements concrets en en apportant la preuve »*. *« Ces personnes sont en sécurité »* et il ne s'agit que de *« mesures de précaution temporaires »*, a affirmé dimanche le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarik Aziz.

La présidence irakienne a annoncé samedi que les *« déplacements »* des étrangers au Koweït seraient *« facilités »*. On a aussi appris que les ressortissants de plusieurs pays (Chiliens, Thaïlandais, Polonais, Hongrois, et 700 pèlerins indiens) avaient été autorisés à partir.

Les Etats-Unis ont rejeté samedi la décision de l'Irak de transférer les ambassades étrangères de Koweït à Bagdad, rappelant qu'ils considéraient *« la prétendue annexion du Koweït comme nulle et non avenue »*. La Suède a pris une position similaire.

Si certains des étrangers sont partis sans encombres, d'autres ont rencontré, au cours de leur fuite, des soldats irakiens. Mme King, qui faisait partie d'un groupe de Britanniques, a par ailleurs raconté que sa voisine ouest-allemande avait été violée par un soldat irakien : *« Je suis montée et je l'ai trouvée violée. Le soldat avait attaché son mari, violé son épouse, puis les avait fait asseoir pour boire une tasse de thé »*. Cependant, selon un autre témoin, les soldats irakiens en uniforme *« se conduisent assez correctement avec les Koweïtiens et les étrangers »*. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

LA CRISE DU GOLFE

L'opération Salamandre

L'intervention française est essentiellement défensive

Le porte-avions français *Clemenceau* a appareillé, lundi 13 août en fin de matinée en rade de Toulon, avec à son bord quarante-deux hélicoptères de combat, appartenant à la Force d'action rapide, et deux milliers d'hommes. S'agit-il d'une simple mission de présence dissuasive dans le Golfe Persique en crise ? De prêter éventuellement main forte à un dispositif international de riposte à une action de l'Irak en Arabie saoudite ? Les observateurs politiques et militaires s'interrogent sur l'ampleur et la portée de cette intervention française, qui a été baptisée Salamandre.

En dépit de l'aggravation de la tension, le départ du *Clemenceau* pour le Golfe a ressemblé presque pour la marine à une opération de routine. Le précédent appareillage du porte-avions français remonte à trois ans, quand, le 30 juillet 1987, il était parti pour quatorze mois, dans le Golfe déjà, au large d'Ormuz, afin de protéger, en pleine guerre Irak-Iran, la liberté de circulation des pétroliers. Frère jumeau du *Clemenceau*, le *Foch* avait lui aussi traversé la Méditerranée il y a à peine un an, à partir du 18 août 1989, en direction du Liban.

Les déplacements des deux fleurons de la marine nationale n'ont donc rien d'exceptionnel. La durée de l'appareillage – soixante-douze heures pour le *Clemenceau* avant son départ de Toulon – ne doit pas non plus étonner. En dépit du savoir-faire des marins et de l'expérience acquise depuis sa mise en service il y a près de trente ans, un tel délai est difficilement compressible, en temps de paix, pour mettre en mouvement un bâtiment d'une telle capacité, le gréer dans sa version porte-hélicoptères, rappeler les centaines de permissionnaires membres de l'équipage et les pilotes habilités (l'apontage d'hélicoptères sur porte-avions reste une opération réservée aux meilleurs), ravitailler le porte-avions et ses bateaux d'escorte.

Si les délais normaux de préparation pour une mission de cette envergure ont donc été respectés, la marine n'a pas non plus reçu de consignes d'urgence pour accélérer le transit et éviter les escales de ravitaillement comme celle qui est prévue cette fois à Djibouti. Les moyens navals sont déjà les plus lents. Chargé de sa quarantaine d'hélicoptères, le *Clemenceau* n'arrivera pas en zone, pour une destination dont le lieu précis n'est pas encore connu, avant la fin de la semaine prochaine. Il a laissé à terre ses avions Superétendard et ses intercepteurs Crusader, équipés de leurs bombes, roquettes et missiles, et en cas de besoin devra recourir à la couverture aérienne des Américains.

L'intention politique est évidente. L'envoi d'un porte-avions a une forte charge symbolique, mais un tel bâtiment se déplace toujours, disent les militaires, au rythme que veulent bien lui donner les responsables politiques et les diplomates.

Porte-avions et diplomatie

Il est clair que, dans cette affaire, la diplomatie et les porte-avions dépêchés par les Etats-Unis ont été plus rapides que ceux des Français. La démonstration est faite de la volonté de prudence de Paris, du caractère essentiellement dissuasif donné à la mission du *Clemenceau*. La France a pris le temps pour donner sa chance à la négociation inter-arabe.

Devant les intentions d'action affichées par le président de la République, les délais et les moyens mis en œuvre pour cette opération militaire, parler d'*« aventure »*, comme l'a fait M. Jean-Marie Le Pen, est donc assez éloigné de la réalité. Au contraire, cette intervention est jugée trop modeste par d'autres responsables de l'opposition, qui auraient souhaité, comme l'a fait dimanche M. François Léotard, une opération plus rapide et offensive, une solidarité plus étroitement marquée avec l'Arabie saoudite et les forces américaines ou britanniques déjà stationnées ou sur le point d'arriver dans le Golfe.

Si, en volume, les bâtiments engagés par la France sont inférieurs à ceux de 1987 quand il s'agissait de protéger la liberté de circulation du détroit d'Ormuz, l'actuel *« renforcement »* de notre présence navale et aérienne dans le Golfe, décidé par le gouvernement, n'est pas purement symbolique ou *« ridicule »*, comme dit un officier de marine. Il s'en faut. Quoique très inférieure au dispositif déployé par les Etats-Unis – un quatrième porte-avions vient d'être lancé – les moyens engagés par Paris sont supérieurs à ceux des Britanniques, qui ont dirigé vers l'Arabie saoudite trois navires et deux escadrons.

Démuni de ses intercepteurs et de ses avions d'assaut habituels, le *Clemenceau* ne part pas pour autant seul dans le Golfe. Il est escorté par le croiseur *Colbert*, un bâtiment de lutte antiaérienne équipé de missiles à longue portée et par un bateau ravitailleur qui peut doubler, voire tripler l'autonomie de cette force navale. Quant aux avisos *Protet* et *Commandant-Ducuing*, à la frégate *Dupleix* que rejoindra le *Clemenceau*, eux aussi sont équipés pour la lutte anti-sous-marine et la lutte de surface.

Ces bâtiments sont donc prêts à toute éventualité d'action offensive. De même, la quarantaine d'hélicoptères embarqués lundi à Toulon sur le *Clemenceau* appartiennent à la force d'action rapide, force polyvalente créée en 1983. Les Puma et les Gazelle sont envoyés sur place non pas seulement pour aller récupérer et aider au rapatriement, en cas de nécessité des ressortissants étrangers menacés.

Ils interviendront en cas d'agression, au besoin au côtés des autres forces occidentales, et participeront aux combats. *Le 5e régiment* d'hélicoptères qui a embarqué à bord du *Clemenceau* s'est déjà illustré au Tchad et en Mauritanie. L'adjonction d'une compagnie d'infanterie spécialisée dans la lutte anti-chars et d'autres unités d'artillerie de marine n'est pas non plus de pure forme.

Pour des raisons stratégiques ou simplement techniques, il est délicat en matière militaire de vouloir extrapoler et, à partir de l'arsenal déployé, de faire des prévisions. La situation sur le terrain peut évoluer indépendamment des intentions politiques affichées au départ. S'il s'agit d'une simple mission de présence défensive dans le Golfe, de dissuasion de l'agresseur irakien, de vérification de l'embargo décrété par la France et la communauté internationale, les moyens navals et aériens déjà en position dans la zone ou sur le point d'y parvenir semblent suffisants.

Le seraient-ils aussi pour riposter à une agression ou pour s'insérer efficacement dans le dispositif d'une force internationale qui aurait à intervenir, à tout moment, contre une offensive de chars irakiens dans les déserts saoudiens ? C'est l'une des nombreuses inconnues de l'épreuve de force engagée dans le Golfe, qui pour le moment ressemble à une étonnante guerre de positions, lourde de menaces, entre d'une part l'impressionnant arsenal occidental (notamment américain) engagé aux côtés des pays arabes modérés et d'autre part les armées du maître de Bagdad.

H. T.

L'appareillage du « Clemenceau »

« Le petit sur ce grand bateau ... »

TOULON

de notre correspondant

« C'est un défi. Nous sommes habitués à le relever, et tout s'est passé dans le calme et la bonne humeur... » : à la préfecture maritime, l'officier n'est pas très loquace. Question d'efficacité et de gain de temps. De fait, à Toulon, on est rodé à ce type de préparatifs puisque c'est la troisième fois en quatre ans que le *« Clem »* appareille dans de pareilles circonstances. Ce qui fait dire à un officier marinier que, *« décidément, pour le* Clem, *l'été est souvent chaud... Mais l'organisation ne fait jamais défaut. »*

Les opérations de ravitaillement ont été les premières. Quelque 180 tonnes de vivres ont été embarquées, de quoi subsister durant deux mois. Rien ne manquera. Tout est prévu sur la check-list : du papier à lettres au briquet, en passant par les savonnettes et les stylos-billes.

Dans la journée du samedi, sont arrivés les premiers permissionnaires, qui ont dû s'arracher pour la plupart d'entre eux, aux douceurs d'un mois de vacances à peine entamé. Retrouvailles. Jovialité plus ou moins empruntée, avant de franchir la grille de l'arsenal maritime et de se diriger vers le quai Milhaud, où sont amarrés le *Clemenceau*, le *Var* et le *Colbert*.

Ces calmes préparatifs tranchent avec l'effervescence qui règne au-delà des grilles de l'enceinte militaire. Les touristes suivent le ballet des hélicoptères qui appontent nez à l'est après avoir décrit de larges cercles au-dessus de la rade...

Ils sont des milliers à se presser sur les pontons d'embarquement, à s'offrir un frisson avant d'acheter quelques cartes postales représentant le *Clemenceau*, en vente en toutes tailles dans les boutiques du port.

Toulon et la marine sont indissociablement liées, dans l'histoire, la sociologie et l'économie de cette préfecture maritime ouverte sur le grand large. Comme le fait remarquer un serveur dans un bar du port, *« quand la marine prend froid, toute la ville renifle... »*.

Elle renifle, comme ces femmes et ces enfants qui, lundi 13 août, ont regardé partir le *Clemenceau*, le *Colbert* et le *Var* sans savoir quand ils reviendraient. Comme ce vieux père buriné d'embruns qui triture sa casquette de toile en lançant, comme pour conjurer le sort : *« La flotte, on aurait pu la garder. Par ces temps de sécheresse, ça nous aurait été drôlement utile, alors que le petit sur ce grand bateau... »*

JOSÉ LENZINI

Grande-Bretagne : l'« effet Koweït » profite largement à Mme Thatcher

Le Foreign Office a déposé une plainte auprès de l'Irak après la mort, samedi soir 11 août, d'un ressortissant britannique abattu par un soldat irakien alors qu'il tentait de franchir la frontière entre le Koweït et l'Arabie saoudite. **(lire aussi nos informations page 3).** **M. Douglas Croskery est la première victime occidentale d'un conflit qui permet à Margaret Thatcher de redresser sa cote de popularité.**

LONDRES

de notre correspondant

En 1982, les conservateurs étaient tombés au plus bas avant de se rétablir de manière spectaculaire en juin 1983, avec un raz de marée sans précédent lors des élections générales. L'« effet Falkland » fut déterminant : voilà pourquoi on parle tant aujourd'hui du « facteur Koweït » ! Celui-ci est, pour l'instant, très positif pour Mme Thatcher.

Alors que les élections législatives doivent se dérouler au plus tard en juin 1992, plusieurs sondages publiés par les quotidiens du dimanche soulignent que la population fait front derrière son premier ministre et sa décision de dépêcher des unités navales et aériennes pour prendre part à la force multinationale en Arabie saoudite et dans les Etats du Golfe.

Selon une enquête d'opinion publiée par le *Daily Telegraph* (conservateur), quatre Britanniques sur cinq approuvent sans restriction l'utilisation éventuelle de la force pour contrer le président Saddam Hussein. Et 42 % des personnes interrogées sont favorables à un bombardement d'objectifs civils en Irak en cas de guerre !

Une stature internationale rétablie

Cet « effet Koweït » se ressent au niveau de la politique intérieure. L'avance du parti travailliste sur la formation au pouvoir est tombée de 16 % à 8 % en moins d'un mois, indique un sondage du quotidien *Sunday Correspondent*. *« Oubliés la controverse sur l'impôt local, le délabrement de l'éducation, de la santé et des transports. Dans un tel moment critique, quand la nation prend les armes et quand des vies anglaises sont en danger, le pays se range derrière ses dirigeants »* : cet éditorial du *Sunday Times* résume le sentiment général qui prévaut outre-Manche.

La présence de Mme Thatcher aux Etats-Unis au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, la conférence de presse conjointe avec le président Bush dans le Colorado, sa visite à la Maison Blanche, lui ont permis de rétablir une stature internationale mise à mal par ses hésitations dans l'affaire Ridley et son manque de sensibilité européenne.

Le meurtre d'un sujet britannique et le viol d'une hôtesse de l'air du vol de la British Airways en transit à Koweït ont provoqué un choc dans l'opinion, inquiète du sort des quatre mille six cents ressortissants britanniques bloqués au Koweït et en Irak.

Si les dirigeants conservateurs pavoisent aujourd'hui après les désastreux sondages concernant Mme Thatcher enregistrés lors du premier semestre, le Labour, qui, jusqu'à l'invasion, avait le vent en poupe, fait grise mine. Son leader, M. Neil Kinnock, habituellement très critique à l'égard de la *« relation spéciale »* qui unit Londres à Washington, a applaudi sans réserve à l'envoi de moyens militaires britanniques.

Néanmoins, certains députés travaillistes de la « gauche dure » n'hésitent pas à critiquer le caractère *« provocateur »* de l'intégration d'unités britanniques au sein de la force multinationale. Dans le contexte patriotique actuel, de telles assertions ne peuvent que rendre la position de M. Kinnock de plus en plus inconfortable.

Certains facteurs limitent toutefois l'emploi de l'« effet Koweït ». Ce sont les Etats-Unis et non la Grande-Bretagne qui supportent le plus gros des efforts destinés à freiner les visées du numéro un irakien. La Maison Blanche n'a pas caché sa déception devant le maigre dispositif déployé par la Grande-Bretagne : la flottille Armilla composée de trois navires de guerre, trois dragueurs de mines, vingt-quatre chasseurs Jaguar et Tornado ainsi que de trois avions de reconnaissance Nimrod.

Beaucoup voient derrière cette modeste présence la « patte » du Foreign Office – le ministère des affaires étrangères – soucieux de ne pas envenimer davantage les relations avec le monde arabe et mettre en péril le très anglophile roi Hussein de Jordanie.

Enfin, les retombées inflationnistes du relèvement du prix du pétrole vont contraindre le chancelier de l'Echiquier John Major à remettre à plus tard son projet de réduction des taux d'intérêt destiné à relancer l'activité à l'approche du scrutin général. – *(Intérim.)*

Les mouvements de troupes

L'envoi de quelque cinquante mille soldats américains en Arabie saoudite devrait coûter entre 300 et 440 millions de dollars par mois, indiquent des spécialistes américains de la défense. Le Pentagone se refuse toutefois à fournir le moindre chiffre.

Lundi, les nouveaux mouvements de troupes se présentaient ainsi :

• **Egypte** : le premier contingent égyptien arrivé samedi en Arabie saoudite est composé de trois mille hommes. Selon *Al Akhbar*, il s'agit d'une *« avant-garde »* de *« troupes spéciales appartenant à des unités de choc et aux parachutistes »*. Il est accompagné d'une délégation militaire chargée de la coordination du déploiement des forces arabes.

• **Maroc** : selon des sources diplomatiques à Ryad, les premières unités marocaines sont arrivées sur place samedi.

• **Syrie** : dimanche, le quotidien égyptien *Al Akhbar* a publié une interview du président Assad dans laquelle celui-ci affirme que son pays sera *« parmi les premiers qui appliqueront les résolutions de la Ligue »*.

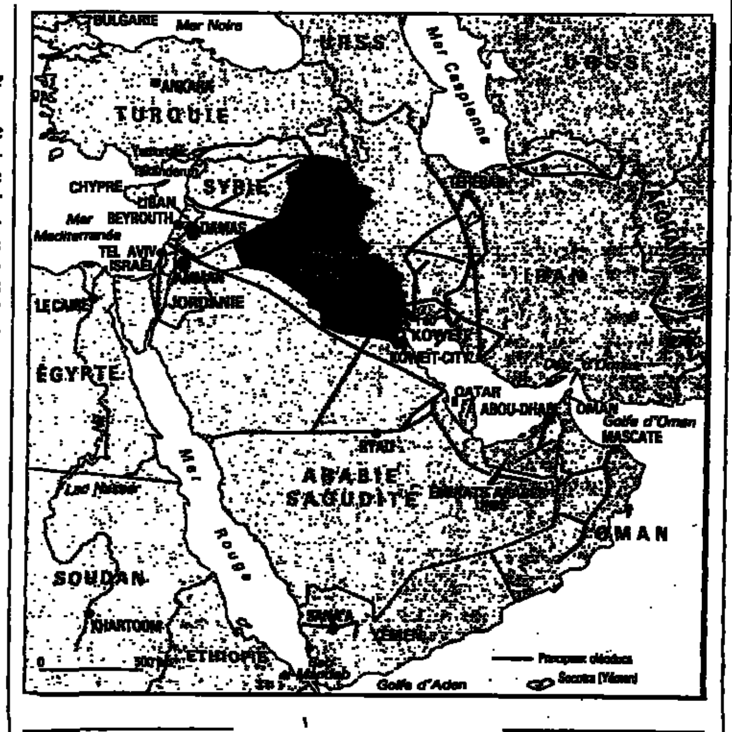
• **Etats-Unis** : le Pentagone s'est refusé à confirmer l'information selon laquelle un quatrième porte-avions, le *Kennedy*, serait sur le point d'être envoyé au Proche-Orient. Les forces américaines en Arabie saoudite vont recevoir l'appui de chasseurs-bombardiers F-15E Eagle. Des missiles sol-air Patriot d'une portée de 95 kilomètres – encore jamais utilisés au combat – vont aussi être déployés.

• **Emirats arabes unis** : le commandement militaire des Emirats a fait publier samedi dans la presse des placards annonçant qu'une formation militaire serait dispensée tous les dimanches à la population civile et a fait appel aux volontaires.

• **Turquie** : selon la presse turque, deux escadrons de chasseurs F-16 et d'autres avions ont été déployés le long de la frontière avec l'Irak, tandis que les forces terrestres ont reçu des consignes de se tenir prêtes.

• **Danemark** : Copenhague est prête à participer à un blocus maritime international contre l'Irak, sous l'égide des Nations unies, a annoncé dimanche le ministre danois des affaires étrangères.

• **Irak** : le général Brent Scowcroft, conseiller pour les affaires de sécurité de la Maison blanche, a fait état dimanche de la présence d'armes chimiques *« sur des bases et des terrains d'aviation »* irakiens. L'utilisation de ces armes, a-t-il ajouté, sera considérée *« très sérieusement »* par les Etats-Unis. Les Irakiens continuent à acheminer des renforts au Koweït, et ont installé le long de la côte des missiles sol-mer Silkworm de fabrication chinoise, a annoncé samedi le *Washington Post*.



Un millier de conseillers militaires soviétiques resteraient actifs en Irak

Selon un responsable américain cité dimanche 12 août par le *Los Angeles Times*, un millier de conseillers militaires soviétiques sont maintenus en service en Irak, ce qui a créé des frictions entre Moscou et Washington et menacé la coopération qui s'était établie entre les deux capitales au début de la crise.

Un communiqué du ministère soviétique de la défense, publié par le quotidien de l'armée *Krasnaïa Zvezda*, indiquait qu'un *« petit groupe »* de conseillers militaires soviétiques restaient en Irak *« pour compléter les accords inter-gouvernementaux »*. *« En général, ils travaillent à la maintenance dans des usines, dans des institutions d'enseignement ou des sites de construction »*, selon le communiqué.

Des responsables américains ont estimé que ces conseillers *« sont dans la même situation »* que les autres étrangers sous contrats qui ne sont pas autorisés à quitter l'Irak. Mais l'URSS, qui a cessé ses fournitures d'armes et s'est prononcée en faveur de l'embargo, *« est selon nous dans l'obligation de ne pas avoir de conseillers en Irak »*, ont-ils ajouté. – *(UPI, AP.)*

Certains dirigeants de l'OLP semblent contester l'attitude de la centrale

TUNIS,

de notre correspondant

Le vote de l'OLP contre la résolution adoptée par le sommet arabe du Caire ne semble pas faire l'unanimité au sein de la direction palestinienne. Ceux qui le contestent aujourd'hui *mezza voce* ne souhaitaient certes pas que la centrale s'associe à la résolution présentée par les Egyptiens, mais ils auraient préféré une abstention qui, à leurs yeux, présentait l'avantage de ne couper les ponts avec personne. Désormais, les jeux sont faits et il paraît plus difficile que jamais d'entrevoir par quel canal arabe pourront être repris les fils déjà ténus auxquels s'accrochait le processus de paix engagé voici bientôt deux ans.

Les amis, à Tunis, de M. Yasser Arafat, expliquent qu'il était impératif pour celui-ci de marquer le refus de l'OLP de l'intervention des forces américaines mais sans pour autant adopter une position aussi tranchée que celle à laquelle il a été contraint.

Un bouclier contre Israël

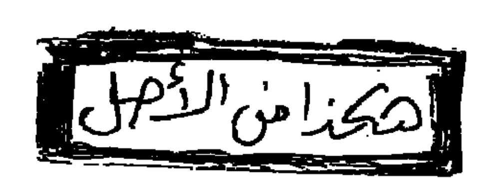
Selon un porte-parole de la centrale palestinienne cité par l'agence de presse Wafa, M. Arafat avait proposé à ses pairs, réunis sur les bords du Nil, la formation d'un comité de chefs d'Etat (Egypte, Algérie, Yémen, Jordanie, OLP et *« même »* Arabie saoudite si elle le désirait) pour tenter de trouver une solution *« honorable »* à la crise passant par le retrait des troupes irakiennes du Koweït, *« le respect de la légitimité »* du gouvernement koweïtien en place avant l'invasion et *« le soutien à la sécurité et à la stabilité »* des autres Etats du Golfe *« sous couvert d'un parapluie arabe »*. Or cette proposition, *« bien qu'acceptée dans son principe »*, n'a pas été soumise au vote, assure le porte-parole de l'OLP. Et d'autres Palestiniens ajoutent que les débats étaient exclusivement conduits par les Egyptiens sans se préoccuper de l'OLP, qui assure pourtant la présidence de la session actuelle de la Ligue arabe.

Dès lors, la centrale palestinienne ne pouvait que s'opposer au seul texte proposé par Le Caire, qui justifiait l'appel aux forces militaires américaines. Voilà pour les principes.

Quant à la tactique, il est bien évident que M. Arafat ne pouvait approuver une condamnation en bonne et due forme de l'Irak au moment où Saddam Hussein est considéré un peu partout dans le monde arabe comme étant le seul véritable bouclier arabe contre Israël et que son autorité est de plus en plus sérieusement battue en brèche dans les territoires occupés par les groupes intégristes, bénéficiant d'ailleurs d'une large assistance financière des pays du Golfe, à commencer par le Koweït.

Il était donc difficile sinon impossible pour le chef de l'OLP d'aller à contre-courant de son opinion qui a trouvé un nouveau héros dans le maître de Bagdad, lequel aurait sans doute vite fait, si l'envie lui en prenait, de déstabiliser l'actuelle direction par le truchement d'un mouvement extrémiste, par exemple celui d'Abou Nidal qu'il garde en réserve depuis déjà quelque temps chez lui. Demain viendra le temps difficile de préserver la sacro-sainte indépendance de décision palestinienne qui est peut-être plus menacée que jamais. Il y a en tout cas à Tunis des Palestiniens pour le penser.

M. D.



هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

Egypte : M. Moubarak n'a « aucun espoir » de solution pacifique

La rapidité avec laquelle l'Egypte a dépêché trois mille parachutistes et commandos en Arabie saoudite est révélatrice de la détermination du président Moubarak de voler à l'aide des pays du Golfe. Il n'attendait en fait que le feu vert du sommet arabe. Une telle opération nécessite en effet une préparation de plusieurs jours notamment au niveau logistique. Toute la brigade de transport aérien était en état d'alerte depuis que le président Moubarak avait estimé qu'il n'y avait plus d'espoir de voir l'Irak faire la moindre concession.

LE CAIRE

de notre correspondant

Plutôt que de faire cavalier seul, le raïs a préféré attendre quarante-huit heures avant d'agir. Il a tiré la leçon du traité de paix avec Israël quand l'Egypte s'était fait mettre au ban du monde arabe lors du sommet de Bagdad (1979) pour avoir signé, seule, les accords de Camp David avec Israël. Ce qui compte aux yeux du Caire, c'est que douze pays arabes ont voté pour l'envoi de troupes arabes dans le Golfe alors que trois seulement s'y sont opposés.

Dans des déclarations faites après le sommet, le raïs, qui a eu des entretiens *« très amicaux »* avec le colonel Kadhafi, a déclaré que Tripoli n'avait pas rejeté la résolution mais émis en fait des réserves à propos de l'article justifiant le droit de recours à des forces étrangères pour les pays du Golfe. Selon M. Moubarak, le colonel Kadhafi *« est favorable au retrait irakien et au retour de la légitimité au Koweït et estime que l'acceptation* (de l'occupation des territoires par la force) *représentait un grand danger pour la cause arabe et notamment la cause palestinienne »*.

Pour ce qui est du rejet irakien des résultats du sommet, M. Moubarak est sans illusions. Il a en effet estimé qu'il n'y avait *« aucun espoir »* de trouver une solution pacifique à la crise irako-koweïtienne. *« J'ai tenté l'impossible, mais il n'y a aucun espoir depuis que Bagdad a annoncé l'annexion du Koweït et la nomination de fonctionnaires dans ce pays. »* Il a toutefois exclu que les forces égyptiennes envoyées dans le Golfe participent à une opération militaire contre l'Irak.

Révélation de la presse

La presse officieuse égyptienne pour sa part critique violemment l'Irak. Selon les journaux du Caire, la délégation irakienne n'a participé au sommet que pour le saboter. Elle révèle à cet égard que M. Taha Yassine Ramadan, le premier vice-premier ministre irakien, a pris part à toute la conférence armé d'un pistolet dont il a refusé de se débarrasser. Une attitude qui aurait été perçue comme une menace par l'émir du Koweït qui aurait immédiatement revêtu un gilet pare-balles...

Mais c'est le chef de l'OLP, Yasser Arafat, qui a droit aux plus violentes attaques. Les éditoriaux sont presque unanimes à souligner *« les contradictions d'Arafat et son inconhérence »* puisqu'il accepte l'occupation de territoires par la force des armes. Le président Moubarak l'a lui-même accusé de chercher à gagner du temps par tous les moyens pour embourber le sommet dans des questions secondaires. Les relations qui étaient déjà tendues avec l'OLP risquent d'être complètement gelées.

Sur le plan intérieur, le président Moubarak ne semble pas, contrairement a d'autres pays arabes, avoir de soucis à se faire. La plupart des Egyptiens soutiennent l'envoi de troupes égyptiennes en Arabie saoudite. Ils ne veulent pas que les trois à quatre cent mille expatriés égyptiens en Arabie saoudite et dans les autres petits Etats du Golfe deviennent eux aussi les otages de l'Irak. Les seuls à condamner l'envoi de troupes égyptiennes en Arabie saoudite sont les Frères musulmans, à cause de la présence américaine. Toutefois, l'attitude de la confrérie est beaucoup plus mitigée que celle de la Jordanie puisqu'elle a déjà condamné l'agression irakienne et l'occupation du Koweït.

La position du président Moubarak est donc solide, à condition toutefois qu'il reçoive une aide économique occidentale accrue pour contrebalancer la baisse des revenus provenant des expatriés, du canal de Suez et du tourisme.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Algérie : le soutien populaire à l'Irak met les islamistes dans l'embarras

Comme dans les autres pays arabes, les thèses irakiennes soulèvent une large adhésion en Algérie, même si la mobilisation dans la rue n'est pas encore massive. Mais à quelques mois des élections législatives, la crise du Golfe provoque surtout une redistribution des cartes politiques. Le FIS pourrait ainsi chèrement payer le traditionnel soutien politique et financier que lui octroie l'Arabie saoudite.

ALGER

de notre correspondant

En principe, la diplomatie algérienne fait balance égale en condamnant l'annexion du Koweït par l'Irak comme le déploiement armé occidental dans le Golfe. Mais ce n'est que l'apparence. Car même si les communiqués officiels n'oublient pas d'exiger le retrait des troupes irakiennes derrière leurs frontières d'avant l'agression, Alger est beaucoup plus enclin à insister sur l'intervention américaine en *« terre arabe »* que sur le coup de force de M. Saddam Hussein.

Ce faisant, les autorités algériennes sont au diapason de leur peuple dont les sentiments majoritaires ne font guère de doute : l'Irak est désormais identifiée au redresseur de torts dont la nation arabe a un si ardent besoin dans sa lutte contre Israël et ses alliés proclamés – les Etats-Unis – ou sournois – le Koweït.

Le royaume et ses princes réputés se goberger dans les casinos de la Côte d'Azur n'ont traditionnellement pas bonne presse en Algérie, pays qui peine sous le poids d'une dette de quelque 25 milliards de dollars. C'est pourtant avec une réelle surprise que les Algériens ont appris que les avoirs koweïtiens bloqués dans les banques occidentales se comptaient en milliards de dollars. Or, ce trésor qui pourrait si facilement régler les problèmes des pays arabes pauvres ou surpeuplés sert d'abord, dit-on ici, à l'enrichissement des économies occidentales. Bref, de l'argent arabe finance les ennemis des Arabes. Il n'en a pas fallu plus pour condamner à l'annexion le Koweït, cette *« aberration de l'Histoire »* qui n'a soulevé aucune compassion dans le cœur des Algériens.

M. Sid Ahmed Ghozali, le ministre des affaires étrangères, a bientôt avancé un autre argument en laissant entendre que la mobilisation des médias occidentaux contre l'Irak était en fait destinée à masquer le gel des avoirs koweïtiens, sorte de *« hold-up du millénaire »* perpétré au bénéfice des *« sionistes »* qui *« détiennent le système bancaire international et le système d'information international »*.

Intervention américaine pour sauver des princes dévoyés, manœuvres obliques des *« sionistes »* pour voler l'argent arabe, comportement inégal de l'Occident qui ne s'émeut pas de la présence israélienne dans les territoires occupés mais voudrait interdire celle de l'Irak à Koweït-City : pour l'homme de la rue l'affaire est entendue et ne souffre pas de discussion. Il est également peu vraisemblable que les derniers marchandages du président irakien remettent en cause ce sentiment. Habilement, M. Saddam Hussein ne fait en effet que frapper sur le même clou du « deux poids-deux mesures ».

Les réactions, néanmoins, sont encore modestes et seules deux petites manifestations, à Khenchela et à Batna, dans les Aurès, ont pour le moment eu lieu. Plusieurs partis politiques, dont le FLN, le FIS et le MDA, parti de M. Ben Bella, ont également appelé à la mobilisation et à l'organisation de défilés au cours de la semaine.

L'essentiel n'est cependant pas là mais dans les conséquences politiques que suscitera en Algérie la crise du Golfe. Depuis son déclenchement, les cartes sont en cours de redistribution rapide, remettant en cause les certitudes les mieux assises. L'arabisme, doctrine dont le FLN s'était fait le porte-drapeau, semblait moribond, remplacé par l'islamisme et ses hérauts du FIS. Voilà pourtant que le nationalisme arabe retrouve une nouvelle jeunesse, mobilisant à nouveau les masses algériennes qui acclament un président irakien, laïque et de surcroît anti-islamiste. M. Saddam Hussein a montré qu'il savait aussi ratisser large en appelant les musulmans à bouter l'infidèle hors des lieux saints.

Le FIS pris en tenaille

Pour le FIS, il s'agit d'un défi d'autant plus sérieux que l'Arabie saoudite, mise désormais au ban du monde arabe, a toujours figuré parmi ses plus solides soutiens, tant politiques que financiers. Les hésitations observées dans les rangs des responsables islamistes qui ont, ces derniers jours, manifesté une prudence verbale inhabituelle montrent assez leur embarras. Dimanche soir ils ont enfin réagi, appelant *« l'ensemble de la nation musulmane »* à organiser, vendredi prochain, au sortir des mosquées, des marches de protestation *« contre la présence des forces étrangères au Golfe »*.

Sans doute le FIS entend-il faire la preuve qu'il ne laissera pas ses adversaires braconner impunément sur ses terres: Mais il n'est pas quitte pour autant, pris en tenaille par le FLN, qui, sur le terrain du nationalisme arabe a plus d'expérience que lui, et par M. Ben Bella dont le parti, premier à appeler à manifester, a immédiatement senti la nouvelle donne. S'il est trop tôt pour déceler toutes les subtilités du nouveau jeu politique, on peut supposer que le FIS qui a aujourd'hui à combattre sur un terrain idéologique inattendu risque de devoir payer le prix électoral de ses bonnes relations avec l'Arabie.

De même, les islamistes pourraient-ils pâtir de la hausse du prix du pétrole. Les autorités se gardent bien d'attirer l'attention sur ce point, mais si le désordre des marchés et leur corollaire qu'est la hausse des prix pétroliers se poursuivent, l'Algérie verra rapidement tomber dans ses caisses plusieurs centaines de millions de dollars supplémentaires. Que faire de cette manne inattendue ? Facilitera-elle la reprise d'activité d'entreprises au bord de l'asphyxie ou servira-t-elle à injecter sur le marché des biens de consommation qui font cruellement défaut ? Dans ce dernier cas, le FIS qui tire aussi sa force des pénuries de toutes sortes endurées par le consommateur algérien pourrait voir s'éroder une partie de son électorat potentiel.

Enfin, la crise du Golfe aura aussi montré la fragilité de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Des cinq pays qui la composent, aucun n'a pris une position identique au récent sommet du Caire : le Maroc s'apprête à envoyer des troupes en Arabie après avoir voté la résolution présentée par l'Egypte, la Libye a voté contre, l'Algérie s'est abstenue, la Mauritanie a émis des réserves et la Tunisie a tout simplement boycotté la réunion.

Deux semaines à peine après le sommet d'Alger (*le Monde* du 25 juillet) où avait été votée une résolution proposant à l'Irak et au Koweït la médiation de l'UMA, l'organisation maghrébine s'est montrée incapable de dégager un accord minimal entre ses membres. Pour autant, l'UMA n'est pas encore condamnée. Mais les désaccords du Caire montrent qu'il va falloir beaucoup plus que quelques sommets si ses membres veulent un jour parler d'une même voix.

GEORGES MARION

Tunisie : unanimité contre l'intervention américaine

Le président Ben Ali s'est implicitement rangé au côté de Bagdad en critiquant, en termes à peine voilés, l'Egypte et l'Arabie saoudite et en déplorant très fermement l'intervention des forces occidentales dans le Golfe.

TUNIS

de notre correspondant

M. Ben Ali, qui s'adressait samedi 11 août à ses compatriotes dans une allocution radiotélévisée, a expliqué que s'il avait boycotté le sommet arabe du Caire c'était parce qu'il était persuadé que celui-ci était voué à l'échec et qu'il consacrerait seulement les divisions entre Arabes, étant données *« la précipitation et la hâte »* avec lesquelles il avait été convoqué.

« Pis encore », selon lui, avant même le début des assises *« les troupes étrangères affluaient sans discontinuer vers la terre arabe »*. Or, *« par respect envers les sentiments des Arabes et face à la situation délicate »* il aurait été *« convenable d'arrêter le débarquement »*, d'autant que *« l'Irak avait démenti avec force l'intention que d'aucuns lui prêtaient d'agresser un quelconque pays arabe »*. D'ailleurs, si sa demande de report du sommet avait été prise en considération, le président tunisien se serait rendu en Irak pour convaincre Saddam Hussein *« de la nécessité de parvenir à un règlement qui tienne compte des intérêts des parties en conflit et préserve l'unité de la nation arabe, ses intérêts et sa sécurité »*.

M. Ben Ali ne l'a pas dit mais, en fait, la Tunisie, comme on le laisse entendre dans les cercles politiques, ne voulait pas, en se rendant au Caire, cautionner un scénario qu'elle considérait déjà mis au point par l'Egypte dans le seul souci de faire approuver l'appel saoudien aux troupes américaines.

Sans jamais citer nommément les Etats-Unis ou tout autre pays, le président tunisien a refusé *« de conférer une légitimité imaginaire à l'intervention étrangère dans les affaires de la nation arabe »*, qui ne peut que pousser les parties en conflit *« à plus de fermeté et d'obstination »*. *« Au nom de quelle légitimité internationale peut-on accepter cette présence ? »*, s'est-il interrogé en rappelant le conflit palestinien, l'occupation des territoires arabes, la répression de l'Intifada et l'invasion du Liban. Selon M. Ben Ali, *« la légitimité et les principes qui la sous-tendent ne pèsent pas lourd devant les intérêts vitaux des grandes puissances et changent en fonction de ces intérêts et des rapports avec la partie à condamner »*.

Comité de soutien

Ce langage inhabituel de la part du chef de l'Etat, dont les résonances nationalistes arabes retiennent l'attention des milieux diplomatiques, répond à l'attente d'une très large partie de l'opinion publique. Une unanimité pas si fréquente depuis quelque temps dans le pays est donc en train de prendre corps autour d'une sympathie et d'une solidarité ouvertes à l'égard de l'Irak plus facilement que sur des thèmes de politique intérieure.

Un « comité national de soutien à l'Irak » réunissant la plupart des partis de l'opposition, des personnalités et diverses organisations et associations socio-professionnelles a été constitué, apparemment avec la bienveillance sinon l'approbation du pouvoir. Présidé par l'homme de lettres Hichen Jaiet, il se propose entre autres de favoriser une campagne de souscriptions en faveur des volontaires tunisiens *« disposés à gagner le front pour combattre l'agression contre l'Irak »*.

Il demande aussi la rupture des relations diplomatiques *« avec les pays qui pratiquent l'intervention, l'ont demandée ou soutenue »*, comme les Etats-Unis, l'Egypte et l'Arabie saoudite, et proclame son soutien à *« tout ce qu'a entrepris l'Irak, y compris l'annexion du Koweït »*. Dans son allocution, M. Ben Ali n'avait pas été jusque-là. Il n'avait pas non plus condamné explicitement l'agression irakienne contre le Koweït, qui a tout de même investi dans son pays au cours de ces dernières années quelques centaines de millions de dollars.

Les islamistes du mouvement Ennahdha ne se sont pas associés à ce Comité de soutien. Bien que certainement partagés entre leur souci de ménager leurs protecteurs du Golfe et de ne pas demeurer en marge du concert arabe anti-occidental, ils ont dû prendre position après un silence lourd d'hésitation.

Dans un communiqué, ils se sont évidemment élevés contre l'invasion du Koweït, mais ont aussi dénoncé avec la même vigueur *« l'intervention américaine en Arabie saoudite et les parties arabes impliquées dans ce complot »*. Emboîtant le pas à Saddam Hussein de façon inattendue, Ennahdha a lancé un appel *« au peuple arabe et islamique à la mobilisation et au Jihad* [guerre sainte] *contre l'hégémonie américaine, contre ces forces ennemies venues souiller les lieux saints de l'islam et détruire les potentialités de la nation islamique »*.

MICHEL DEURÉ

Le roi de Jordanie dans la tourmente

Suite de la première page

Deuxièmement, personne n'a voulu, selon lui, voir clairement les racines du problème, qui a ses origines dans le tracé des frontières, fruit de *« l'impérialisme »*, et dans le refus d'aider financièrement l'Irak après les lourds sacrifices consentis *« pour défendre la nation arabe et ses régimes »*.

Troisièmement, enfin : il y a deux poids, deux mesures. Pourquoi le souci légitime du respect international a-t-il joué avec une telle ampleur cette fois, alors que *« l'occupation israélienne des territoires palestinien, syrien et libanais »* n'a pas provoqué la même réaction ?

« Je ne trouve d'explication à cela, a affirmé dimanche le roi Hussein, *que dans la détermination des pays industrialisés à vouloir remanier la carte géographique de notre région »*. De graves accusations de la part d'un homme réputé modéré et qui visent incontestablement un allié de toujours de la Jordanie, les Etats-Unis. Répondant implicitement au président Bush, qui espérait samedi que *« les relations d'amitié avec la Jordanie pourraient être rétablies dans leur vitalité originelle »*, il s'est contenté de constater qu'il y avait *« un très sérieux malentendu »* avec Washington.

Sans plus de précisions, le souverain a, en tout cas fait état *« de menaces et de calomnies »* dont lui et son pays ont fait l'objet durant cette crise, à cause, a-t-il dit, *« de notre détermination à nous tenir au côté de notre nation arabe face aux dangers qui la menacent »*.

Le roi a certes réaffirmé que *« la Jordanie* [poursuivrait] *ses efforts en vue de parvenir à un règlement arabe qui prenne en considération l'équilibre des intérêts de la nation arabe avec ceux légitimes de la communauté internationale pour éviter à la région toute catastrophe qui dépasserait ses frontières »*, mais, visiblement, le cœur n'y est plus, et le roi Hussein se sent quelque part trahi de tous les côtés.

Le front du refus de la présence américaine

Ce souci de modération et d'équilibre, la rue, de toute manière n'en a cure, et la crise du Golfe aura réussi le miracle de rassembler dans un même mouvement de protestation toutes les tendances politiques jordaniennes ou palestiniennes confondues, des Frères musulmans aux partis communistes, unis aujourd'hui dans le même front du refus de la présence américaine.

Lancés par les différents partis ou comités créés pour la circonstance, des appels se font jour au boycottage des produits américains, au retrait des fonds arabes des banques américaines, à la création d'une armée islamique pour défendre La Mecque. Pour la première fois aussi, l'Union soviétique a été prise à partie dans un communiqué du Parti Baas pour *« son accord tacite au déploiement américain »*.

Les manifestations de soutien à Bagdad se multiplient en Jordanie, où plusieurs d'entre elles se déroulent quotidiennement dans différentes parties du royaume et dans les camps palestiniens. Ils étaient environ dix mille dimanche après-midi à Mafrak, à 70 kilomètres au nord-est d'Amman, où reposent les dépouilles de trente-cinq soldats irakiens tués lors des guerres de 1948 et de 1967, à crier leur colère à la fois contre les Etats-Unis, les pays qui les soutiennent et – fait plus nouveau – le roi Fahd d'Arabie saoudite et le président Moubarak d'Egypte.



Après avoir brûlé une dizaine de drapeaux américains et quelques drapeaux britanniques et israéliens, la foule déchaînée a conspué les dirigeants saoudiens – *« les Juifs des Arabes »*, – accusé le roi Fahd d'être *« un traître à la nation »* et *« un ennemi de Dieu »*, le président Moubarak d'être *« un agent de la CIA et un valet des Américains »*.

Les manifestants, des hommes dans leur immense majorité et jeunes pour la plupart, n'avaient pas de mots trop durs pour condamner les Etats-Unis et exalter les actions du président irakien, *« l'homme qui dit « non » à Washington »*.

Beaucoup reconnaissent facilement que le président Saddam Hussein est loin de répondre à leurs aspirations personnelles, mais tous ne veulent voir aujourd'hui en lui que *« l'homme qui a rendu aux Arabes leur dignité en ne cédant pas devant l'Occident »*. Fait exceptionnel, à Amman les étrangers se font interroger dans les rues sur leur nationalité, et, conscient des risques, le roi a dimanche appelé les Jordaniens à *« à traiter avec égards les étrangers »*.

Mesures de mobilisation

Plus pour le moment qu'une véritable préparation à la guerre, même si cela risque d'entraîner un dangereux climat de mobilisation, est-ce sans doute pour répondre à cette volonté de faire quelque chose que le roi Hussein a décidé dimanche l'ouverture de centres de premier secours, de centres d'entraînement de la défense civile et d'entraînement militaire de l'armée populaire.

Créée en 1980 hors du cadre régulier de l'armée, cette armée populaire est ouverte à tous les citoyens, hommes ou femmes, de dix-huit à cinquante-six ans, qui y reçoivent un entraînement militaire. L'armée jordanienne, quant à elle, est en alerte partielle depuis le 2 août, et la plupart des permissions ont été supprimées.

La cohésion populaire dans le soutien à l'Irak réduit de toute façon considérablement la marge de manœuvre du roi, et on voit mal, par exemple, comment dans ces circonstances la Jordanie, malgré les affirmations de son souverain concernant son respect de la charte de l'ONU, pourrait se joindre aux sanctions décrétées par le Conseil de sécurité. Pris dans la tourmente, le roi Hussein navigue au plus près, conscient du fait que, quoi qu'il décide, il a beaucoup à perdre et que l'avenir s'annonce plus sombre que jamais.

Faut-il voir dans le fait que roi ait affirmé aux parlementaires et ministres que le titre qui *« l'honorerait le plus dans cette vie »* et dont il aimerait être appelé est celui de *« chérif Hussein »*, un signe de sa grande désillusion et de sa lassitude ? Ce rappel à ses racines à la fois religieuses, comme descendant du Prophète, et historiques (son arrière-grand-père, le chérif Hussein, a régné sur La Mecque et le Hedjaz avant d'être battu par les armées d'Ibn Saoud) ne peut dans tous les cas, quel qu'en soit son but, que profondément déplaire à l'Arabie saoudite, déjà sérieusement malmenée dans les rues jordaniennes.

FRANÇOISE CHIPAUX

LA CRISE DU GOLFE

Turquie : le Parlement donne au premier ministre le pouvoir de déclarer l'état de guerre

Le premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut, a demandé dimanche 12 août et obtenu de l'Assemblée, par 216 voix contre 151, le pouvoir de déclarer l'état de guerre si le gouvernement le jugeait nécessaire. Cette démarche semble indiquer que le président Turgut Ozal, qui détenait déjà ce pouvoir, préfère s'abriter derrière son premier ministre, face aux critiques de l'opposition, qui dénonce ses ambitions personnelles.

ISTANBUL

de notre correspondante

Face à la crise, le président Ozal affiche un optimisme prudent, estimant peu probable une deuxième guerre dans le Golfe, l'embargo économique devant suffire à faire fléchir Bagdad, quitte à attendre trois à cinq mois. La Turquie, seul membre de l'OTAN dans la région, a cependant mis ses forces armées en état d'alerte partielle. L'Irak s'est plaint samedi que des avions turcs aient, à deux reprises, violé son espace aérien. Mais M. Ozal affirme que la Turquie n'interviendra militairement et n'autorisera les Etats-Unis à user de ses bases aériennes que si elle est attaquée. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors de sa visite jeudi, a promis à la Turquie la protection de l'OTAN contre d'éventuelles hostilités du régime irakien.

M. Ozal voit la crise actuelle comme une occasion d'améliorer l'image internationale de son pays, régulièrement accusé de violations des droits de l'homme et qui essuie un refus poli de la part de la Communauté européenne. Il est convaincu de l'importance pour la Turquie d'avoir aujourd'hui les projecteurs braqués vers elle. *« Pour obtenir une couverture pareille nous aurions dû payer des millions aux agents de publicité que nous employons »*, a-t-il déclaré.

Le jeu dangereux de M. Turgut Ozal

Mettant sa carrière politique en jeu, il a donc choisi, dès l'invasion du Koweït, de prendre les choses personnellement en main. Au quatrième jour du conflit, son premier ministre posait les fondations d'une sucrerie dans l'est du pays... La Turquie n'est pourtant pas sous régime présidentiel et le chef de l'Etat, qui constitutionnellement n'appartient à aucun parti, évite généralement de se mêler des affaires de son gouvernement. L'opposition reproche donc à M. Ozal – resté très proche de l'ANAP, le Parti de la mère patrie qu'il a fondé et qui détient la majorité au Parlement – d'avoir outrepassé ses pouvoirs.

Les deux dirigeants de l'opposition parlementaire – M. Inonu, du Parti populiste social démocrate et M. Demirel, du Parti de la juste voie (droite) – ont refusé samedi de se rendre au palais présidentiel pour faire un point de la situation avec le président. *« La Turquie n'est pas Ozal-Land »*, a déclaré M. Demirel, qui a dénoncé devant le Parlement ce qu'il considère être un jeu dangereux du chef de l'Etat, consistant à miser trop sur les Etats-Unis. *« Le pouvoir de négociation de la Turquie a disparu. Personne n'a le droit de pousser la Turquie dans une voie sans issue »*, a-t-il affirmé.

Mais M. Ozal à réussi à naviguer sans trop de dommages jusqu'à présent. L'ensemble du pays a compris la nécessité pour la Turquie de s'aligner sur les Nations unies en respectant les sanctions économiques. Samedi, face à des journalistes turcs plutôt agressifs lors d'une conférence de presse diffusée en direct par la télévision, il est parvenu, jovial et souriant, à donner l'image d'un chef d'Etat gérant bien la situation.

NICOLE POPE

Japon : M. Kaifu décide d'annuler sa visite au Proche-Orient

La visite que M. Kaifu devait effectuer du 15 au 27 août dans cinq pays du Proche-Orient a été annulée en raison de la tension dans la région, a annoncé, lundi 13 août, le porte-parole du gouvernement. Ce voyage pourrait être reporté au mois d'octobre.

TOKYO

de notre correspondant

Bien que le premier ministre ait réaffirmé la semaine dernière qu'il n'avait pas changé d'intention, le ministère des affaires étrangères semblait favorable à un report de cette visite en Turquie, en Arabie saoudite, à Oman, en Jordanie et en Egypte. M. Nakayama, le chef de la diplomatie nipponne, effectuera ce voyage à sa place.

Derrière ces hésitations se profilait un dilemme plus profond : le rôle du Japon dans cette crise et plus particulièrement sa place sur la scène internationale. D'un côté, les dirigeants japonais étaient tentés de faire preuve de l'attentisme qui a si bien servi leurs intérêts nationaux par le passé ; de l'autre, ils étaient conscients que les changements au Proche-Orient donnaient plus de poids aux entretiens de M. Kaifu, qui aurait été ainsi le premier chef de gouvernement d'un pays industrialisé à se rendre dans la région après le coup de force irakien.

Ceux qui conseillaient la prudence soulignaient que Tokyo ne dispose guère de moyens d'action efficace au Proche-Orient et que M. Kaifu risquait surtout de paraître venir mendier des fournitures supplémentaires de pétrole. Une perception qui le desservirait sur le plan international mais aussi intérieur. Il n'en était pas moins aussi évident que renoncer à cette visite ne pourrait qu'affaiblir la position du Japon dans la région.

Traitement de faveur

En ce qui concerne plus directement la crise, le Japon risquait en outre de s'aliéner davantage Bagdad. Tout en condamnant l'Irak, les Japonais ont réussi jusqu'à présent à bénéficier d'un traitement particulier : les autorités irakiennes ont par exemple autorisé soixante-treize touristes nippons à quitter Bagdad.

Le Japon est traditionnellement d'une extrême prudence en ce qui concerne le Proche-Orient, laissant à ses partenaires le soin de veiller à sa stabilité. En 1979, lorsque les membres de l'ambassade américaine à Téhéran furent pris en otage, Tokyo réagit avec mollesse, ses compagnies pétrolières continuant à acheter du pétrole iranien. Cette fois, le Japon n'a plus laissé ses partenaires agir seuls : ayant toutefois attendu que se dégage un consensus au sein des Nations unies, il a décidé, trois jours après l'invasion du Koweït, de prendre des sanctions contre Bagdad.

Malgré la prudence dont témoigne l'annulation de la visite de M. Kaifu, le Japon est-il désireux d'aller plus loin dans ce que l'on nomme ici sa *« contribution »* à la solution de la crise ? Il ne peut participer à la force multinationale dépêchée dans le Golfe en raison de sa Constitution pacifique, mais le gouvernement examine la possibilité d'y contribuer financièrement.

Le Japon a déjà financé des opérations de maintien de la paix (en Namibie et lors du retrait des forces égyptiennes et israéliennes du Sinaï). Mais, contrairement à ces deux cas, la force multinationale risque d'être engagée dans des combats : l'assistance nipponne pourrait alors être considérée comme la participation à une action militaire que la Constitution interdit.

PHILIPPE PONS

Les réactions en France

Un entretien avec M. Edouard Balladur

« S'il faut réduire la consommation, l'Etat devra donner l'exemple » estime l'ancien ministre de l'économie

M. Edouard Balladur, député (RPR), de Paris, ancien ministre de l'économie et des finances, répond à nos questions sur la crise du Golfe, sur ses conséquences économiques possibles et sur leurs implications pour la politique budgétaire et fiscale de la France.

« Approuvez-vous l'action de la France dans la crise du Golfe ? Vous paraît-elle, par elle-même, susceptible d'influer sur le comportement de M. Saddam Hussein, ou de modifier la perception de l'engagement occidental par les opinions arabes ?

– La France a décidé de prendre part à une action de présence sur les lieux, et je m'en réjouis, car il était temps.

» Je ne sais pas qui peut influer sur le comportement de M. Saddam Hussein et je ne crois pas que l'action de la France puisse à elle seule atteindre ce but. En revanche, je crois qu'en raison de sa position et de sa politique envers les pays arabes, la France est en mesure de leur ouvrir les yeux sur les risques de la situation et sur l'importance qu'il y a pour eux, comme pour le reste du monde, à décider une action commune. C'est ce que le président Moubarak a tenté de faire en définissant quelques principes : retrait de l'Irak du Koweït, rétablissement du gouvernement légitime de l'émirat, interposition d'une force arabe entre l'Irak et le Koweït.

– Sachant qu'il faut au moins dix jours au porte-avions** Clemenceau **pour atteindre le Golfe, les décisions du président de la République vous semblent-elles aussi inspirées, dans le fond et dans la forme, par des préoccupations de politique intérieure ?

– Je ne dirai pas cela. Je crois que la France, comme l'ensemble des pays du monde, va bientôt se trouver devant un choix tout à fait clair : ou bien avoir recours aux mesures de blocus économique et à celles-là seulement, dont on ne peut espérer une solution de la crise qu'à moyen terme ; ou bien envisager d'autres mesures. Ces autres mesures ne devraient être décidées, me semble-t-il, que par l'Organisation des Nations unies et en association avec la majorité des pays arabes. Plus les jours vont passer, plus l'alternative devant laquelle nous nous trouvons tous va devenir évidente.

– Le RPR et, particulièrement M. Jacques Chirac, ont longtemps fait preuve d'une bienveillance marquée envers la politique et la personne de M. Saddam Hussein. Le regrettez-vous aujourd'hui ?

– La période durant laquelle la France a fait preuve de plus de « bienveillance » envers M. Saddam Hussein, est la période durant laquelle l'Irak a été en guerre avec l'Iran, de 1980 à 1989. Durant cette période de dix ans, c'est quasiment tout le temps la gauche qui a été au pouvoir. Personne ne pouvait prévoir, en 1974, que M. Saddam Hussein, aurait en 1990, l'attitude et la politique qu'il a aujourd'hui. Je me permets de vous suggérer de poser la même question à d'autres formations politiques.

– Considérez-vous toujours les régimes tels que celui de l'Irak comme un rempart contre les dangers de l'intégrisme musulman ? Le militarisme et l'intégrisme ne sont-ils pas les deux faces d'un même nationalisme ?

– Je crois, en effet, qu'on peut dire cela, mais ce nationalisme n'a pas tout à fait la même couleur selon qu'il est laïque ou qu'il est intégriste, ni les mêmes soutiens, ni les mêmes buts. Ce que la situation actuelle a de difficile et de dangereux, c'est que le risque existe de faire de M. Saddam Hussein, le nouveau héros des peuples arabes, avec les risques de troubles, de bouleversements et de crises qui en résulteraient de l'Atlantique jusqu'au golfe Persique. C'est pourquoi, les Etats d'Occident doivent prendre garde et associer le plus possible les pays arabes à leur action.

– L'embargo économique et financier à l'encontre de l'Irak et du Koweït vous paraît-il pouvoir être efficace ?

» Si tout le monde le respecte, il peut l'être, car il conduirait à priver l'Irak de toutes ressources financières et à lui interdire tout approvisionnement, alors qu'il en a un grand besoin, notamment sur les plans militaire et alimentaire. Toute la question est de savoir si cet embargo sera respecté par tous, le temps nécessaire. Les précédents ne sont pas très encourageants.

Un nouveau « choc pétrolier »

– Approuvez-vous la proposition de M. Jacques Delors de réunir les ministres des finances des Sept pour se concerter et donner des signes de confiance aux marchés ?

– La confiance des marchés dépendra des faits, beaucoup plus que des signes qui leur seront donnés. Si la crise actuelle a eu de telles répercussions financières, c'est que nous vivons depuis vingt ans sans véritable système monétaire international. On dit que la nervosité des marchés est le signe des insuffisances du système libéral. Je crois, tout au contraire, que nous ne vivons pas, actuellement, dans un système libéral, qui est nécessairement caractérisé par l'existence d'une règle du jeu que tous doivent respecter, mais dans un système où les gouvernements et les banques centrales s'efforcent de gouverner des événements qui leur échappent, et multiplient les interventions à cet effet. C'est le contraire d'un système libéral. C'est, en fait, un système dirigiste inefficace.

– Croyez-vous au risque d'un nouveau « choc pétrolier » ?

– Si la crise politique du Proche-Orient doit durer, oui ; même si l'ensemble des pays d'Occident sont dans une situation de dépendance moindre qu'il y a quinze ans.

– Le gouvernement devra-t-il, selon vous, prendre des mesures particulières à la suite du renchérissement du prix des carburants ? Faudra-t-il différer les diminutions d'impôts envisagées ?

– Je crois qu'il en est tenté, mais que ce serait une erreur. La France a le système fiscal le plus lourd des grands pays du monde. Il faut absolument qu'elle abaisse ses impôts et ses taxes à la veille d'entrer dans le grand marché européen. S'il est nécessaire, en raison de l'augmentation du prix du pétrole et du risque d'inflation qu'il ferait naître, de réduire la consommation, c'est à l'Etat de donner l'exemple en réduisant ses dépenses et déficits. Or, depuis deux ans, il a donné l'exemple contraire, en ce qui concerne, en tout cas, le budget de l'Etat. Je rappelle, d'ailleurs, qu'il y a dix ans, les autres grands pays sont sortis de la crise plus vite que la France parce qu'ils ont, plus tôt et davantage qu'elle, abaissé leurs impôts et libéré leur économie. Le gouvernement actuel devrait soigneusement se garder de répéter les erreurs commises par les socialistes dans la première moitié des années 1980.

– Si le prix du pétrole reste élevé, qui, en France, devra en supporter le poids : les entreprises ou les ménages ?

– Je ne crois pas que le problème se pose ainsi et je ne vois pas pourquoi il faudrait choisir entre les entreprises et les ménages qui supportera les conséquences d'une hausse du prix du pétrole, sauf si des mesures fiscales étaient prises en faveur des uns ou en faveur des autres. Je viens de vous répondre que j'étais partisan de reprendre une politique de baisse des impôts aussi bien pour les entreprises que pour les ménages, mais, pour éviter tout dérapage, de la compenser par une réduction du train de vie de l'Etat et des diverses dépenses qu'il engage.

» Cela étant, il est essentiel que la progression des revenus individuels demeure en France raisonnable et modérée, et c'est ce qui conduira sans doute les dirigeants socialistes à plus de circonspection dans la pression qu'ils font peser sur le gouvernement depuis deux ans. Les deux ans qui viennent de s'écouler ont été extrêmement favorables à l'économie française et ont permis au gouvernement – qui a hérité, en 1988, une bonne situation, – dans un certain nombre de domaines, notamment budgétaire, une politique de facilité qui, si la crise pétrolière devait renaître, ne serait plus de mise.

» Ce qui compte, aujourd'hui, c'est de préserver la capacité de l'économie française à produire, à investir et à créer des emplois. Ceci suppose une bonne santé financière des entreprises. Or, depuis six mois déjà, on constate que leurs marges baissent et que l'autofinancement baisse également. En outre, la hausse vraisemblable des taux d'intérêt alourdirait également leurs coûts. Raison de plus pour alléger les charges qui pèsent sur elles. »

Propos recueillis par ERIK IZRAELEWICZ et PATRICK JARREAU

M. Léotard demande la convocation du Parlement

M. François Léotard a déclaré, dimanche 12 août, au « Forum de Radio-Monte-Carlo et de *Libération* », à propos des décisions prises par le président de la République et le gouvernement face à la crise du Golfe : *« Ce qui devait être fait a été fait, ce qui devait être dit a été dit. »*

Le président du Parti républicain estime, toutefois, que, *« à partir du moment où nous sommes dans cette sorte de monarchie militaire, c'est-à-dire où le président de la République seul – le gouvernement ayant pratiquement disparu dans cette affaire – prend des décisions, il faut que, comme dans les autres démocraties occidentales, le Parlement soit consulté le plus vite possible »*. Il serait *« convenable »*, selon M. Léotard, que le Parlement soit convoqué *« dans les dix jours »*.

Interrogé sur la position de M. Jean-Marie Le Pen, le président du PR a estimé qu'elle résulte d'une *« vieille tradition de l'extrême droite française, qui a soutenu un certain nombre de régimes non démocratiques »*, et des *« fantasmes »* de M. Le Pen, qui voit Israël comme *« étant directement au bout d'une action militaire »*.

M. Léotard estime nécessaire de *« dire aujourd'hui aux Français que nous avons besoin d'une force conventionnelle importante »* et que la défense ne doit pas être *« sacrifiée sous prétexte que les évolutions européennes, notamment, seraient favorables »*.

Dissonance entre M. Le Pen et le quotidien d'extrême droite « Présent »

M. Jean-Marie Le Pen ne veut pas voir les soldats français mourir pour Koweït-City. De tous les hommes politiques, seul le président du Front national s'est distingué en critiquant, le 10 août, sur TF 1, *« l'engagement militaire français dans une aventure inconsidérée »*. Il revient à la charge dans *le Figaro* de lundi en déclarant : *« Vraiment, nous n'avions rien à faire dans ce bourbier ! »* M. Le Pen considère que la crise du Golfe est une *« affaire arabe au premier chef »*, dans laquelle ni les Américains, ni les Européens ne sont agressés. Pour lui, ils doivent donc se tenir à l'écart.

Cette position inattendue, mais moins originale qu'il n'y paraît venant de cette partie de l'échiquier politique, va-t-elle troubler l'électorat du dirigeant d'extrême droite ? Plus habitués à un discours militariste, ces électeurs vont-ils adhérer à l'anti-américanisme soudain de leur chef et à la compréhension « nationaliste » dont il fait preuve à l'égard du dictateur de Bagdad ? Toujours est-il que la presse la plus proche de M. Le Pen, qui n'a pas pour habitude de fustiger les équipées militaires en tous genres, n'était pas branchée, ces derniers jours, sur cette longueur d'onde.

Ainsi, dans son dernier numéro (daté 11-12 août), le quotidien *Présent* regrettait l'attitude du président de la République, en titrant ironiquement : « La France interviendra la prochaine fois ». Le directeur politique du quotidien d'extrême droite s'en remettait à *« la voix claire de Marie-France Garaud »*, qui, le 9 août, sur France-Inter, avait déclaré : *« C'est une nécessité politique impérieuse pour la France de s'engager, aujourd'hui, aux côtés des Etats-Unis. Ou alors, il faut changer d'alliance et le dire. »*

Une semaine auparavant, toutefois, dès après l'invasion irakienne, la même publication titrait, en première page : « Le Blitzkrieg irakien », et se demandait si *« un homme qui, comme Saddam Hussein, a, à la fois, contre lui Moscou, Paris, Jérusalem, Washington, Téhéran et l'ONU peut être entièrement mauvais ? »*

Cette préfiguration de l'analyse de M. Le Pen était quelque peu mâtinée de nostalgie dans le numéro daté du 8 août. *« Le pétrole, les champs pétrolifères, les terminaux pétroliers ont été inventés et créés par les Occidentaux à l'époque où ils étaient les maîtres du monde*, écrivait *Présent. Ils étaient dépendants du roi du pétrole, mais ils pouvaient se le permettre : la politique de la canonnière, à présent si décriée, leur assurait de pouvoir à tout moment briser cette dépendance. »* Le journal d'extrême droite dénonçait alors les *« actes de guerre »* de l'Irak, en se lamentant sur cette canonnière absente du rendez-vous. *« Les mesures militaires américaines, anglaises et françaises paraissent, pour le moment, dérisoirement insuffisantes »*, affirmait-il.

M. Le Pen a mis fin, pour son compte, à ce flottement.

OLIVIER BIFFAUD

Dans la presse parisienne

Le risque d'un rejet de l'Occident

Alain Peyrefitte recense, lundi 13 août, dans *le Figaro*, les *« motifs de satisfaction »* et les *« sujets d'inquiétude »* que comportent les conséquences de l'invasion du Koweït par l'Irak. Au rang des premiers, il range la fermeté de la communauté internationale vis-à-vis de Bagdad, en observant, au passage, qu' *« Israël se réjouit d'avoir eu l'audace de tuer dans l'œuf le réacteur Osirak, dont, malgré les risques d'utilisation de plutonium à des fins militaires, nous avions doté l'Irak »*.

L'éditorialiste se réjouit, aussi, du *« cran »* dont a fait preuve M. George Bush et de l' *« impuissance où devrait se trouver »* M. Saddam Hussein, laquelle *« pourrait lui être plus pernicieuse que l'embargo »*, car *« un dictateur qui rate son coup et perd la face – tels les colonels grecs à Chypre ou la junte argentine aux Malouines – n'a plus longtemps à vivre »*. Alain Peyrefitte estime, enfin, *« satisfaisant que la France, en envoyant le porte-avions* Clemenceau *et son escorte, ait pris une position solidaire, tout en évitant de s'engager à fond en terre d'Islam tant que le monde arabe ne s'est pas, lui-même, engagé davantage »*.

Le député (RPR) de la Seine-et-Marne s'inquiète, en revanche, du fait que *« les Etats-Unis soient tellement en flèche et prêtent le flanc à l'accusation de faire le jeu de Jérusalem contre l'Islam »* et du risque de voir *« les populations musulmanes, dans leur orgueil blessé, s'unir contre les infidèles »*.

Dans *Libération*, Marc Kravetz juge, lui aussi, que *« l'opinion publique »* arabe est *« chaque jour un peu plus favorable »* à M. Hussein, pour qui *« annexer le Koweït (...) n'est, dans les faits, rien d'autre que s'emparer d'un immense coffre-fort pour le mettre à la disposition de la cause arabe »*. Aussi la suite des événements ressemble-t-elle, selon l'éditorialiste, à la quadrature du cercle : ou bien, écrit-il, *« en contrepartie d'on ne sait quels engagements, on laisse* [à M. Hussein] *une mainmise de fait sur le Koweït, mais on offre, ainsi, des ressources considérables (...) à un pays qui n'est qu'à deux ou trois ans de posséder l'arme nucléaire »* ; ou bien *« on lui impose le retour à ses frontières au prix d'un blocus intransigeant et d'une défaite morale, qui, alors, préparerait d'autres épreuves internationales, dont le terrorisme ne serait qu'un avant-goût »*.

□ **M. Juppé estime que la politique française pourrait être *« plus imaginative et plus courageuse »*.** – M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, approuve, dans un entretien publié lundi 13 août par *le Figaro*, les décisions prises par les responsables français ces derniers jours, mais il estime qu'ils auraient pu *« faire mieux »* en déployant la diplomatie française vers le monde arabe, et que *« la France devrait être plus imaginative et plus courageuse »* dans le domaine *« de sa propre sécurité et de la sécurité en Europe »*.

□ **Une majorité de Français souhaiteraient l'affrontement.** – *Le Point* publie, dans son numéro daté 13-19 août, les résultats d'un sondage fait par IPSOS les 8 et 9 août auprès de huit cents personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon lequel 46 % des personnes interrogées souhaitent *« que les Etats-Unis interviennent militairement et directement face à l'Irak »* (34 % d'entre elles ne le souhaitent pas). Dans cette hypothèse, 47 % des personnes interrogées, contre 43 %, pensent que la France doit participer au conflit. 59 % des personnes interrogées font *« confiance »* à M. Mitterrand dans cette crise, tandis que 31 % d'entre elles ne lui font pas confiance.

هكذا من الأصل

AFRIQUE

LIBÉRIA : la guerre civile

Le président Doe mise sur l'intervention des « casques bleus » africains

Le président Samuel Doe a fait savoir, dimanche 12 août, qu'il entendait rester dans ses fonctions *« pendant au moins un an, après que la force africaine de maintien de la paix soit intervenue »* au Libéria.

Le « chef de l'Etat », qui, en fin de semaine dernière, avait offert sa démission, effectue donc une surprenante volte-face.

L'imminence du débarquement des « casques bleus » ouest-africains lui a, semble-t-il, redonné espoir. Terré dans son palais de Monrovia, pris en tenailles par les troupes rebelles de Charles Taylor et de Prince Johnson, le président libérien ne peut compter, désormais, que sur l'intervention rapide de la force ouest-africaine s'il veut sauver sa vie.

Selon des sources militaires à Banjul (Gambie), les troupes ouest-africaines devraient entrer au Libéria dès le mardi 14 août. Un contingent d'une centaine de soldats gambiens était attendu dimanche à Freetown (Sierra Leone), où sont déjà rassemblés les effectifs du Ghana, de Guinée, de Sierra Leone et du Nigéria. Ce dernier aurait décidé de réduire de deux mille à huit cents ou mille hommes sa participation à la force d'interposition.

Au total, près de deux mille cinq cents « casques bleus » interviendront au Libéria. – *(UPI, Reuter, AFP.)*

Des cadavres entassés, éventrés...

MONROVIA

de notre envoyée spéciale

On croit avoir vu le pire, avoir touché le fond de l'horreur, mais chaque jour passé à Monrovia apporte son nouveau lot d'atrocités, de témoignages effroyables. Celui de X., une Française dont on comprendra le souci de rester anonyme, dépasse l'imagination. X. a trouvé un refuge samedi 11 août, après avoir vécu pendant un mois les massacres perpétrés par les soldats gouvernementaux qui tiennent la ville et exécutent les civils des ethnies ghios et manos, dont sont issus les rebelles menés par Charles Taylor.

Au lendemain du massacre commis à l'église luthérienne, la jeune-femme était la première à franchir la porte de l'école où étaient réfugiés des femmes et des enfants : *« Personne n'osait y aller, je suis entrée, il y avait de la chair humaine partout, il fallait marcher sur les corps, il y en avait partout, dans toutes les salles de classe et même dans les escaliers, les femmes et les enfants étaient éventrés, certains avaient la gorge tranchée... Dehors, on a retrouvé des corps d'enfants qui avaient été jetés vivants dans les puits. »*

Même cauchemar à côté, dans l'église, où logeaient les hommes : *« L'église était tapissée de cadavres, il y en avait plusieurs couches entremêlées, quelqu'un gémissait sous un banc, il a fallu chercher les survivants »*. X. avance le chiffre de quatre cents morts. Elle et son équipe ont sorti une cinquantaine de survivants, tous grièvement blessés, sous les quolibets des soldats : *« Cette nuit, on va venir achever tous ceux que vous emmenez »*, disaient-ils.

« L'escadron de la mort »

Le quartier qu'elle a quitté samedi, un quartier krahn (l'ethnie du dictateur Samuel Doe), est, selon elle, aux mains de soldats qui ne répondent plus aux ordres du palais : *« C'est une unité qui a toujours été autonome. On l'appelle l'escadron de la mort ; elle est dirigée par le capitaine Teddy, un homme qui ne paie pas de mine. J'ai eu à le connaître. Il y a une espèce de mystique autour de lui : ses hommes se croient invincibles, ils sont tous drogués. »* Ce groupe serait, selon elle, à l'origine de tous les massacres ; celui de l'église luthérienne, celui qui a eu lieu dans l'enceinte des Nations unies, celui de l'hôpital John-Fitzgerald-Kennedy.

D'après la jeune femme, le « groupe de Teddy » disposerait d'un important arsenal d'artillerie au niveau de l'aéroport de Spriggs-Payne et serait prêt à tout pour faire barrage à l'avancée des rebelles. Les hommes du NPFL (Front national patriotique du Libéria), qui ont atteint l'aéroport samedi, ont effectivement rebroussé chemin immédiatement ; ils n'avaient jamais été confrontés à pareille défense. Les combats risquent donc de durer longtemps à l'aéroport. Mais, estime X., *« si les rebelles passent Teddy, ils sont à Mansion dans la journée »*.

X. s'est rendue au palais présidentiel il y a quelques jours ; Celui-ci n'a, selon elle, *« rien d'une forteresse »*. Mais Samuel Doe, *« complètement désinformé »*, *« persuadé que ses troupes progressent »*, refuse toujours de partir. *« Ceux qui l'ont vu ces derniers jours ont eu l'impression de quelqu'un de fatigué, qui a la ferme intention de mourir là »*, dit-elle.

MARIE-PIERRE SUBTIL

AFRIQUE DU SUD

Près de cent morts en une semaine d'émeutes

Quatre-vingt-quatorze personnes ont été tuées, en l'espace d'une semaine, au cours des émeutes qui ont commencé à Port-Elizabeth, dans la soirée du 6 août. Plusieurs centaines de manifestants ont été arrêtés pour *« pillages et incendies volontaires »*.

L'armée et les forces anti-émeutes, mais également des membres du service d'ordre du Congrès national africain (ANC) sont intervenus de concert pour tenter de rétablir l'ordre.

Cette nouvelle flambée de violence, qui a éclaté au lendemain de l'accord entre le gouvernement et l'ANC, pourrait mettre en péril les futures négociations de paix.

M. Nelson Mandela, vice-président de l'ANC, continue cependant d'afficher un solide optimisme : *« Je pense que les perspectives sont bonnes. La prochaine étape sera celle des négociations. »*, a-t-il déclaré, dimanche 12 août, lors d'une interview télévisée. – *(Reuter, AFP.)*

□ **GUINÉE ÉQUATORIALE : treize détenus graciés.** – A l'occasion de la fête nationale du 4 août, treize détenus ont été graciés par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a-t-on appris, vendredi 10 août, de source informée à Malabo. Parmi les libérés, figure l'ancien ministre des eaux et forêts, M. Angel Alogo, condamné pour malversations en 1989, et un ancien aide de camp du chef de l'Etat, M. Melchior Ndong Mmba, impliqué dans une tentative de coup d'Etat en 1983. – *(AFP.)*

□ **MOZAMBIQUE : un gréviste tué et quatre blessés.** – Un ouvrier a été tué et quatre autres personnes blessées, samedi 11 août, lors d'affrontements entre les policiers et des grévistes de la plantation de sucre de Mafambisse, à 45kilomètres du port de Beira. Les ouvriers réclamaient des augmentations de salaire. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNES

Fusion des partis libéraux de RFA et de RDA

Premier parti à réaliser son unité en vue des élections panallemandes du 2 décembre, les libéraux de RFA et de RDA ont fusionné dimanche 12 août lors d'un congrès à Hanovre.

Les trois petites formations libérales de RDA – le FDP, le Parti allemand du Forum et la Fédération des démocrates-libéraux (émanation d'un parti qui a longtemps participé au gouvernement communiste) – ont adhéré au FDP de RFA, donnant naissance au nouveau Parti libéral allemand. Le fait que ce parti ait gardé le sigle FDP montre le poids qu'y exerce l'ancien FDP-Ouest.

Candidat unique, M. Otto Lambsdorff, ancien président du FDP-Ouest, condamné en 1987 pour fraude fiscale en marge du scandale Flick, a été élu à la tête du parti. Deux sièges supplémentaires de vice-président ont été créés et attribués à deux Allemands de l'Est, MM. Rainer Ortleb et Bruno Menzel, respectivement chefs du BFD et du FDP-Est. Le FDP uni compte désormais quelque 200 000 membres. – *(Corresp.)*

CORÉE DU SUD

Séoul autorise des dissidents à se rendre dans le Nord

Tokyo. – Dans un revirement décidément coutumier du tumultueux dialogue entre les deux Corées, Séoul a finalement autorisé, dimanche 12 août, quelque deux cents dissidents à se rendre au Nord de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays afin d'y participer à la manifestation pancoréenne organisée par Pyongyang pour fêter la libération de la péninsule du joug japonais, le 15 août.

La Corée du Sud avait présenté deux fois au cours de la semaine écoulée une liste de soixante mille de ses ressortissants ayant manifesté l'intention de faire une visite au Nord. Liste rejetée par Pyongyang, qui ne veut recevoir que des personnalités choisies par elle. Séoul a finit par céder aux exigences du Nord et devait présenter, lundi à Pamnunjom, la liste restreinte sur laquelle ne figurent que des personnes en principe agréées par Pyongyang. – *(Corresp.)*

GRÈCE

Un ancien ministre condamné à trois ans et demi de prison

Athènes. – L'ancien ministre adjoint aux finances, le socialiste Nicos Athanassopoulos, a été condamné samedi 11 août à trois ans et demi de prison par une cour spéciale chargée de juger le scandale du maïs yougoslave vendu comme produit grec en 1986 à la Belgique, une fraude qui avait coûté 3,3 millions d'écus aux caisses communautaires. M. Athanassopoulos était accusé de *« complicité directe »* dans la rédaction de faux certificats et *« d'incitation morale »* à la falsification de documents.

Un autre responsable socialiste, M. Soulis Apostopoulos, ancien président de la Compagnie publique pour le commerce international (ITCO), s'est vu infliger une peine de prison de trois ans et huit mois. Quatre fonctionnaires du ministère des finances ont également été condamnés à des peines de prison avec sursis.

Ce procès s'inscrit dans le cadre de la politique de « catharsis » engagée l'an dernier par les conservateurs avec le soutien des communistes pour épurer les scandales liés au règne du PASOK (Parti socialiste panhellénique de l'ancien premier ministre Andréas Papandréou) de 1981 à juin 1989. Le PASOK a violemment réagi à ce verdict, qu'il a qualifié de *« triomphe du revanchisme »*. – *(Corresp.)*

PAKISTAN

L'étau se resserre autour de Mme Bhutto

Une dizaine de partisans de Mme Benazir Bhutto, ancien premier ministre pakistanais, limogée la semaine dernière, ont été arrêtés dimanche 12 août par le gouvernement « intérimaire » de M. Ghulam Moustafa Jatoi. Ce dernier a entrepris de réorganiser les services spéciaux et s'apprêterait à rappeler à leur tête le général Hameed Gul, qui avait été révoqué par Mme Bhutto. Des tribunaux spéciaux vont être mis en place pour enquêter sur la corruption du régime précédent. Par ailleurs, cinq journalistes ont été interpellés par les services de renseignement sous l'accusation d'avoir consommé de l'alcool ; selon ces journalistes, il s'agirait en fait de mesures d'intimidation. D'autre part, Mme Bhutto a reçu le soutien de sa formation, le Parti du peuple (PPP), qui pourrait boycotter les prochaines élections si ses dirigeants se voyaient interdire d'y participer. Enfin, elle a annoncé samedi qu'elle allait faire appel de son limogeage auprès de la Cour suprême. – *(AFP, UPI, Reuter.)*

SINGAPOUR

Visite de M. Li Peng

M. Li Peng, premier ministre chinois, devait quitter lundi 13 août Singapour, où il était arrivé samedi, venant d'Indonésie. Il s'y est entretenu avec son homologue singapourien, M. Lee Kuan Yew, de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays et du problème cambodgien. M. Li a déclaré que les deux dirigeants étaient *« parvenus à un large accord sans aucun problème majeur »* et que la normalisation entre les deux pays serait parachevée *« aussi rapidement que possible »*. Celle-ci pourrait intervenir au début novembre, soit juste avant que M. Lee Kuan Yew démissionne de son poste, qu'il occupe depuis 1959. – *(UPI.)*

URSS

M. Gorbatchev accorde un nouveau délai aux milices nationalistes

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a accordé samedi 11 août aux milices armées qui se sont constituées dans plusieurs Républiques un délai supplémentaire de deux mois pour se dissoudre et rendre leurs armes, a rapporté l'agence Tass, citant un décret présidentiel.

Un premier ultimatum de deux semaines, lancé par M. Gorbatchev le 25 juillet, était resté pratiquement lettre morte. La semaine dernière, le nouveau président arménien, M. Ter-Petrossian, avait demandé à Moscou un délai de trois mois pour régler la question des milices. – *(AFP.)*

□ **SRI-LANKA : nouveaux massacres et nouveaux démentis.** – Trente Tamouls ont été massacrés, dimanche 12 août, dans l'est du pays en représailles au massacre, la veille, d'une centaine de musulmans par les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres), a-t-on appris de source officielle. Le LTTE a, de nouveau, catégoriquement démenti toute responsabilité dans ces violences, accusant Colombo de *« machinations démoniaques »*. De plus, les parlementaires tamouls modérés ont pris position contre le projet gouvernemental d'évacuer des centaines de milliers de Tamouls du nord du pays en vue d'une offensive pour *« anéantir »* le LTTE. – *(AFP, Reuter.)*

SOCIÉTÉ

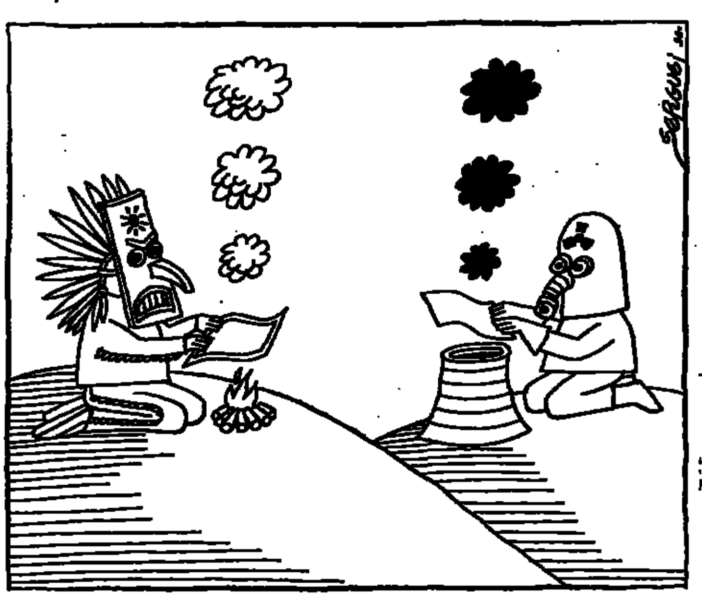
ENVIRONNEMENT

Une « course pour la Terre et la vie » à travers l'Europe

Des Indiens Chippewas à Paris

De Londres à Moscou, sur 7 000 kilomètres, une caravane de quatre-vingts Indiens venus d'Amérique du Nord et du Japon sillonne l'Europe depuis le 6 août. Leur « course pour la Terre et la vie » devrait les amener en URSS à la mi-octobre. Ils étaient à Paris samedi 11 août, place du Trocadéro, où, au milieu de danses rituelles, ils ont répété leur slogan : *« Arrêtons de massacrer notre Terre. »*

« Nous courons par amour pour la Terre. Elle est un être vivant, comme chacun d'entre nous. Elle est notre mère à tous, et elle souffre. » Le regard caché derrière des Ray-Ban, le visage taillé au couteau, Dennis Banks reste impassible, malgré la meute des curieux qui l'étouffe. Debout sur le parvis des Droits-de-l'Homme, place du Trocadéro, l'Indien Chippewa, la cinquantaine, est assailli par les enfants, casquette de base-ball vissée sur la tête et planche à roulettes aux pieds.



A quelques mètres de la tour Eiffel, encore dégoulinant de sueur, Dennis Banks explique les raisons de cette course à pied, de ces 7 000 kilomètres à franchir de Londres à Moscou : *« La Terre va mal. Nous sommes en train de la pourrir, de la détruire. Il faut arrêter le massacre. »*

La date du 6 août, jour du départ de la course à Londres, pour porter ce message à travers l'Europe, n'est pas due au hasard. Il y a quarante-cinq ans exactement, le 6 août 1945, le bombardier américain *Enola Gay* détruisait Hiroshima. Un événement dont les Indiens se sentent encore partiellement coupables aujourd'hui : l'uranium meurtrier de la bombe lâchée sur le Japon avait été puisé sur les terres des Indiens Shoshones, au cœur du Nevada.

Accompagné par des « frères » de quinze tribus différentes d'Amérique du Nord – Sioux, Chippewas (venus des plaines), Iroquois (venus des bois), Hopis –, et par vingt Japonais et Aïnous (indigènes de l'archipel nippon qui connaissent des problèmes sociaux semblables à ceux de leurs cousins d'Amérique), Dennis Banks va tenter, en un peu plus de deux mois, de sensibiliser la vieille Europe aux blessures infligées quotidiennement à l'environnement.

Ainsi, dès le mercredi 8 août en France, les coureurs indiens ont participé à une cérémonie religieuse traditionnelle devant l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague et brûlé de la sauge, *« pour appeler à l'aide le Grand Esprit »*. Le lendemain, Tom Lablanc, l'un d'entre eux, est allé se joindre au jeûne pour l'arrêt des essais nucléaires français, à la Maison de vigilance de Taverny (Val-d'Oise), en compagnie du professeur Théodore Monod, membre de l'Institut.

Le souvenir des anciens

Pour Dennis Banks, la course est une seconde nature et une raison de vivre. Courir, comme à l'époque des anciens, où les plus vigoureux de chaque tribu portaient les messages entre les différents territoires, annonçant les naissances, les mariages, les décès. Si Dennis Banks court aujourd'hui, c'est pour ne jamais avoir à annoncer la *« dernière »* nouvelle, celle de la mort de la planète.

Mais c'est également pour représenter sa famille de par le monde, sa famille indienne. Cofondateur en 1968 du Mouvement indien américain (AIM), Dennis Banks a entendu les anciens parler des événements de 1890, à Wounded Knee. Il a écouté cent fois le récit de ces jours sanglants, où la cavalerie américaine assassina près de deux cent cinquante de ses frères, qui refusaient de se plier à la « civilisation » et d'abandonner leurs traditions. Et il a participé en 1973, sur ces mêmes terres du Dakota, aux combats qui ont opposé Sioux et forces de l'ordre américaines, lors de la commémoration des meurtres de 1890. Pour se retrouver ensuite derrière les barreaux.

Et aujourd'hui il court. En 1984, il a relié la Californie à Washington, en 1988, New-York à San-Francisco, puis Hiroshima au Japon. Et cette année, l'Europe. Avec toujours le même message, celui de la vie. Pour les prochaines années, le programme de Dennis Banks est déjà chargé. Ce sera l'Afrique en 1991, jusqu'à Johannesburg (Afrique du Sud), puis les Amériques, à nouveau, en 1992. Pour le cinq centième anniversaire de la découverte du continent par un marin génois au service de la reine d'Espagne, Christophe Colomb...

OLIVIER LUCAZEAU

JUSTICE

Après avoir pris un gardien en otage

Deux détenus s'évadent de la prison de Guéret

Le plan Epervier a été mis en place dans le département de la Creuse afin de retrouver deux mutins qui se sont évadés de la prison de Guéret, dans la nuit du samedi 11 au dimanche 12 août, après avoir pris un gardien en otage.

Samedi après-midi, en revenant de la douche, cinq détenus avaient maîtrisé un surveillant et s'étaient retranchés dans un local de la prison. Après de longues négociations avec le préfet de la Creuse, M. Alain Frouté, et le directeur départemental des polices urbaines, le commissaire Patrick Courtade, les mutins semblaient prêts, vers 3 heures du matin, à libérer leur otage à condition de pouvoir parler avec un journaliste. Philippe Bourdeix, trente ans, Christian Gouyon, vingt-cinq ans, Paul Foucoin, vingt-cinq ans, et son frère Roger, vingt-sept ans, ont profité de la confusion pour escalader le mur d'enceinte et s'enfuir. Le cinquième mutin, Mohamed Benasser, vingt-cinq ans, en détention préventive depuis quelques semaines, s'est rendu aux policiers tandis que le gardien était libéré sans avoir, apparemment, subi de mauvais traitements. Les frères Foucoin ont rapidement été retrouvés mais Philippe Bourdeix et Christian Gouyon étaient toujours en fuite dans la matinée du lundi 13 août.

La maison d'arrêt de Guéret abrite vingt-cinq détenus, en préventive ou purgeant des peines inférieures à trois ans.

□ **Inculpation d'un membre d'Emmaüs.** – Le meurtrier présumé d'une jeune fille de dix-huit ans, Andréa Grandcolas, dont le corps avait été retrouvé le 5 août dans une rivière à Mont-sur-Meurthe (Meurthe-et-Moselle), a été inculpé d'homicide volontaire dimanche 12 août à Nancy et écroué. Raymond Del Rosario, vingt-huit ans, était pensionnaire depuis trois mois de la communauté Emmaüs de Mont-sur-Meurthe.

FAITS DIVERS

A Forbach

L'abandon d'enfants par un couple en quête d'argent

Mme Marie-Rose Winterstein, trente-trois ans, et M. Gilbert Risser, trente-quatre ans, ont laissé trois de leurs enfants, dont un bébé de vingt mois, seuls dans leur appartement de Forbach (Moselle) pendant trois jours. Après cinq jours de détention provisoire, ils devraient récupérer, au moins jusqu'au jugement du tribunal correctionnel de Sarreguemines, la garde de leurs enfants, hébergés dans un hôpital de Forbach.

Des années 80, ils ont la mini-chaîne. Des années 70, la télévision en couleur. Des années 6, un poster de Dick Rivers, quelques cassettes et un briquet Elvis Presley. Marie-Rose Winterstein et Gilbert Risser vivent hors du temps et du monde. En gitans, dans un HLM. Convaincus que *« de toute façon on n'aime pas les manouches »*, ils se recroquevillent sur le foyer, la famille, le clan. Jamais ils n'oseraient parler de leurs ennuis financiers ou demander de l'aide aux voisins.

Leurs quatre enfants courent dans l'appartement car *« dehors, c'est dangereux, ils prennent des coups »*. La verdure, ils la réservent pour le week-end. Rose-Marie et Gibert emmènent régulièrement leurs enfants dans la proche forêt pour y manger des grillades, se reposer, s'oxygéner, jouer ensemble.

Ils parlent de l'avenir. Les deux fils, c'est clair, *« seront athlètes et paras »*. M. Risser a d'ailleurs acheté un début de matériel de musculation pour qu'ils soient *« costauds mais au naturel, pas avec des piqûres ». « Moi, je serai leur entraîneur »*, ajoute-t-il. A dix-sept ans, il a signé pour trois ans chez les « bérets rouges ». Il n'a pu renouveler le contrat pour des raisons familiales. Aujourd'hui encore, sa photo en uniforme trône au-dessus de la télévision et son regard s'illumine quand il raconte ses exploits. Il en oublie presque que Mike et Michaël n'ont, respectivement, que cinq ans et vingt mois.

Pour les filles, l'éducation paraît plus simple. Elles apprennent à tenir le ménage et à langer les gosses en aidant leur mère. Avec, de temps à autre, un exercice pratique.

Du 1er au 3 août, Sonia, douze ans, a ainsi eu la responsabilité de Natacha, huit ans, et de Michaël. *« A son âge, une fille doit savoir se débrouiller avec les enfants. Moi-même, j'ai été élevée ainsi, m'occupant de mes frères et sœurs des journées entières alors que j'avais dix ans à peine »*, explique Rose-Marie Winterstein. La différence, c'est que Sonia souffre d'un léger retard mental.

Le frigo était rempli et la porte d'entrée fermée à clé *« pour éviter qu'elle sorte et oublie son frère »*. Sonia a pu donner les bains, gérer la nourriture et assurer les vaisselles. Elle dut s'incliner face à la diarrhée du bébé. *Via* le balcon, une voisine, Mme Josette Vergnes, lui a transmis des couches et, le dernier jour, un peu de lait. D'autres, anonymes et moins coopérantes, ont alerté presse et police en parlant d'enfants martyrs séquestrés.

Une forte somme

Les enfants ont été libérés par les pompiers le vendredi 3 août en fin d'après-midi et placés au centre hospitalier Marie-Madeleine, à Forbach. Le lendemain, leurs parents étaient écroués. Ils ont retrouvé la liberté vendredi 10 août, bien qu'ils demeurent inculpés *« de privation de soins et d'aliments sur mineurs de moins de quinze ans par ascendants ». « Par rapport à l'inculpation, les faits ne sont pas établis »*, estime Me Martine Genin, avocate du couple mosellan. *« Il y a cependant eu une faute d'inconscience qui doit être punie afin qu'ils comprennent. De la prison avec sursis, assortie d'un contrôle éducatif, devrait y suffire. »* Pour Mme Vergnes, la voisine la plus compréhensive, *« ils ont déjà été assez punis en étant salis par des ragots de racistes qui ne supportent pas les Gitans »*.

Gilbert Risser travaillait depuis douze ans comme peintre en bâtiment. Il a quitté son emploi, qui l'obligeait à s'éloigner du foyer cinq jours sur sept, en juin. Sa compagne venait d'entrer à l'hôpital pour trois semaines. Il fallait la soutenir et s'occuper de la famille. Les économies se sont vite épuisées. Aussi le couple a-t-il décidé d'aller quémander un peu d'argent au père de Marie-Rose, qui vit à soixante-dix kilomètres de là. Juste pour boucler la quinzaine. Gilbert devait rejoindre un chantier à Stuttgart dès le lundi 12 août.

Marie-Rose s'apprêtait à rentrer triomphalement avec les billets salvateurs. Elle allait nourrir ses enfants et les vêtir et leur offrir des jouets. Marie-Rose avait reçu *« une forte somme »*. Marie-Rose avait reçu 400 francs.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

□ **Effondrement d'un immeuble à Paris et d'un balcon à Marseille.** – Un immeuble parisien de quatre étages situé 37, rue du Repos (20e) s'est subitement effondré samedi 11 août à Paris. Neuf personnes, dont quatre membres d'une même famille, sont sorties fortement choquées mais indemnes. L'immeuble était en cours de murage et voué à la démolition. A Marseille, un balcon situé au deuxième étage d'un immeuble du centre-ville s'est abattu sur le trottoir, faisant deux blessés, l'occupant de l'appartement, qui a fait une chute d'une dizaine de mètres et un piéton qui passait sur le trottoir.

MEDECINE

Des triplés après fécondation « in vitro »

Course au sensationnel

Annoncer une *« première »* et *a fortiori* une *« première mondiale »* n'est pas, pour une équipe médicale, une opération sans risque. C'est, avant tout, prendre de manière délibérée celui d'être contredit par une équipe concurrente.

Trop d'enthousiasme et des recherches bibliographiques insuffisantes expliquent qu'en chirurgie, de telles affaires en contestation de paternité médico-scientifique sont fréquentes. Elles le sont moins dans les autres spécialités, sauf peut-être dans le secteur de la procréation médicalement assistée. Là, compte tenu de la jeunesse de cette discipline et des manipulations cellulaires qu'elle autorise, de nombreuses *« premières »* sont, en théorie du moins, encore possibles.

Il y a quelques jours, un communiqué de l'Assistance publique de Paris annonçait, avec une notable satisfaction, la naissance – prématurée il est vrai – chez une femme de trente-huit ans, de triplés obtenus à partir d'un fécondation *in vitro* après don d'ovocytes (*le Monde* du 2 août). Il apparaît aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas là, *stricto sensu*, d'une première.

« Une naissance triple après don d'ovocytes a été obtenue en mars 1990 par notre équipe du centre de fécondation in vitro *du CHU de Bordeaux,* nous explique le docteur Monique Commenges (groupe hospitalier Pellegrin, Bordeaux). *L'information en a été donnée au milieu professionnel seulement. Le temps du médiatique sensationnel concernant les procréations médicalement assistées nous semble dépassé. »* Le docteur Commenges ajoute que *« la naissance de trois enfants n'est glorieuse qu'en partie seulement pour le couple qui consulte pour stérilité »*.

L'Assistance publique de Paris souligne aujourd'hui ne pas avoir eu connaissance de cette première bordelaise. Le résultat annoncé début août à Paris avait été présenté comme une première dans la mesure où il s'agissait d'une première tentative chez la femme concernée et que les trois embryons implantés après fécondation *in vitro* avaient vu le jour... Ce qui d'ailleurs semble être également le cas pour la première bordelaise.

A l'hôpital Pellegrin de Bordeaux, on n'entend pas donner plus d'importance qu'il ne convient à une telle affaire. On regrette dans le même temps, et avec raison, l'importance considérable accordée aujourd'hui, dans le domaine de la procréation médicalement assistée, au *« sensationnel erroné »*.

JEAN-YVES NAU

Conflit dans une clinique de Seine-et-Marne

Logique médicale et logique financière

Un conflit oppose la direction de la clinique Saint-Joseph de Lagny (Seine-et-Marne) à ses praticiens qui ont déjà entrepris à deux reprises, en juin puis en juillet, une « grève des soins ». Ils dénoncent *« des conditions de travail déplorables »* et reprochent aux deux associés à la tête de l'établissement de faire de la *« rétention d'honoraires »*. A sa manière, ce conflit est révélateur de tensions dues à l'arrivée de gestionnaires étrangers au monde médical dans un secteur en pleine restructuration.

Avec sa centaine de lits, la clinique Saint-Joseph de Lagny-sur-Marne, proche du futur Eurodysneyland de Marne-la-Vallée, est une bonne affaire. Son ancien directeur, chirurgien généraliste, a obtenu dans les années 70 de doubler sa capacité d'accueil et d'adjoindre aux unités existantes d'obstétrique, de chirurgie et de médecine, un service d'hémodialyse moderne, fleuron de l'établissement.

Pourtant, le rachat de la clinique en 1986 par deux associés issus de milieux financiers, MM. Xavier Luciani et Michel Laînes, suscite des tensions. Le nombre de chirurgiens et de médecins passe d'une vingtaine à une trentaine, sans augmenter pour autant le personnel permanent, administratif et soignant. Au contraire, *« une politique de bas salaires décourage les infirmières remplacées par des intérimaires moins expérimentées »*, déclare le docteur Francis Bony, président de l'Association des praticiens de la clinique. Une restructuration du centre d'hémodialyse en mars 1989, suivie, un an plus tard, d'une rupture de contrat des deux néphrologues du même service, aggravent le conflit. En juin dernier, les médecins libéraux de Lagny et de ses environs adressent à la direction une pétition dénonçant *« l'insuffisance et la mauvaise qualité des soins prodigués par un personnel trop peu nombreux et souvent mal qualifié »*. Les praticiens de la clinique entament alors une « grève des soins » et n'assurent plus que les urgences. La réintégration des deux néphrologues apporte un répit provisoire, mais en juillet, une nouvelle « grève des soins » vide une partie des lits de la clinique.

Rétention d'honoraires

Des retards dans le versement des honoraires des praticiens dégradent le climat. Versés par la Sécurité sociale de Seine-et-Marne sur un compte géré par la direction de l'établissement, les honoraires arrivent à leurs bénéficaires avec deux ou trois mois de retard.

Le 21 février 1990, les praticiens retirent la gestion de leur compte à M. Xavier Luciani, qui, non médecin, n'était pas mandaté pour le faire, et portent l'affaire devant le tribunal de grande instance de Meaux. Ils obtiennent, en avril, l'examen de leur compte et une saisie-arrêt des comptes de la SA Clinique Saint-Joseph ouverts dans plusieurs banques pour garantir leur créance estimée provisoirement à 1,2 million de francs.

Seul le compte des honoraires serait créditeur, mais il a fait l'objet d'une *fusion* avec le compte propre de la SA Clinique sans aucune autorisation des praticiens. *« Cette fusion sert à neutraliser les intérêts du compte de la clinique, s'il est débiteur, grâce au crédit du compte honoraires »*, reconnaît M. Xavier Luciani tout en précisant que cette pratique, illégale dans ce cas, est courante.

Outre l'établissement de Lagny, les associés détiennent deux autres cliniques. L'une, à Briançon, dont les comptes seraient équilibrés, l'autre, à Pantin, *« déficitaire du fait de la fermeture d'un mois pour travaux »*, précise M. Luciani. Saint-Joseph sert-elle de *« banque »* à ces établissements peu rentables comme l'affirme l'association des praticiens inquiète de l'avenir de sa clinique ? Le compte honoraires des praticiens a-t-il servi à d'autres fins que leur règlement ? L'expertise, dont les conclusions devraient être rendues avant le 30 septembre, élucidera ce dernier point.

MARTINE LARONCHE

EN BREF

□ **SIDA : un nouveau médicament sera expérimenté aux Etats-Unis.** – Le Bureau américain de contrôle des médicaments (Food and Drug Administration ou FDA) a approuvé la réalisation de tests cliniques d'un médicament controversé, l'Ampligen, qui pourrait prolonger la vie des séropositifs et des personnes atteintes du sida. Dès le mois prochain, cent trente-cinq malades seront soignés dans huit villes différentes avec ce médicament, un produit antiviral, sans que leurs médecins traitants, ni eux-mêmes, le sachent, a indiqué, samedi 11 août, le porte-parole de la FDA, Brad Stone. Le laboratoire HEM Research Inc., à Philadelphie (Pennsylvanie), coordonnera les tests. L'Ampligen stimule la production d'interféron, une substance produite par l'organisme pour résister aux infections virales. – *(AFP.)*

□ **Des prostitués atteints du sida rétribués par les autorités australiennes.** – Le ministère de la santé australien a reconnu, dimanche 12 août, qu'il payait certains prostitués, hommes et femmes, infectés par le virus HIV, pour qu'ils abandonnent leurs activités. Le tarif pour les éloigner des maisons de passe et des rues où ils exercent leur métier serait d'environ 100 dollars chaque semaine.

ARTS

Albert Gleizes, l'esprit et la chair

Trois expositions à Saint-Rémy-de-Provence et à Lyon

On imagine assez souvent Albert Gleizes comme le Savonarole d'un cubisme théologique hors duquel il n'était point, pour lui, de salut. Ou comme un esprit réactionnaire prônant le retour à la terre et aux métiers manuels, en harmonie avec les doctrines de Vichy. Ce portrait mérite d'être corrigé, au moins adouci. Son goût du phalanstère s'était manifesté bien antérieurement au pétainisme et ses célébrations des métiers traditionnels avaient une tout autre dimension spirituelle. Ceux qui ont été ses hôtes à Saint-Rémy dans sa propriété des Méjades (où il vécut de 1939 à sa mort en 1953) se souviennent, en effet, d'un homme habité d'une vérité révélée et vérifiée par la pratique de la peinture, infatigablement éloquent dans le désir de convaincre mais respectueux de l'autre et capable d'humour. La présence de sa femme, Juliette Roche, égérie souveraine aux allures de princesse lointaine du symbolisme, et fort irrévérencieuse à l'égard de la règle cubiste, tempérait son prosélytisme d'épisodes parfois comiques.

Trois expositions, deux à Saint-Rémy et une à Lyon, contribuent à donner une information plus juste sur le peintre et l'homme. Dans le petit musée de Alpilles, au charme d'institution locale à l'ancienne, on découvre sur des documents l'exploitant agricole des Méjades entouré de ses ouvriers, dont plusieurs républicains espagnols réfugiés. Et, dans le sillage, se révèlent le peintre sensible d'une nature morte dans un coin de fenêtre, le dessinateur alerte des petites choses du quotidien. Le chat, le canard de Barbarie, la vache, aussi bien que Juan, le valet de ferme au torse nu, le Père Jérôme avec qui Gleizes eut des discussions sévères sur la patristique, sont observés d'un regard vif et croqués d'un trait nerveux.

Ces *«divertissements»*, dont il reconnaissait qu'ils l'enrichissaient, voisinent avec quelques études pour des compositions de grand format et des tableaux importants comme *l'Etrange musicien* ou *Danse*, de 1944 et 1945. Gleizes ne s'y interdit pas l'allusion figurative, et le découpage des formes sur la surface plane a comme une allégresse rythmique. Le journal qui accompagne cette exposition contient une savoureuse *Chronique des Méjades*, par Henri Giriat, qui rappelle les journées partagées entre les soins aux bêtes, les semailles ou la moisson, et des soirées avec Gleizes initiant ses disciples à une écriture plastique qu'il voulait ouvrir sur l'infini.

Une curieuse aventure

Non loin, dans une riche demeure du dix-huitième, l'hôtel Estrine, restauré par les soins de l'association Présence Van Gogh, Jacqueline Cosson a réuni des oeuvres grandes ou petites qui ont toutes une vocation monumentale. Il y a des dessins déjà fortement structurés des années 1908-1912, un curieux projet de décoration pour les Arts et Métiers, en séquences alternées de Gleizes et de Jacques Villon, et une suite de grands tableaux très significatifs d'une intention murale. Là encore, les études préliminaires, les huiles libres, les œuvres les moins doctrinaires, d'une belle harmonie chromatique, où demeure quelque chose de la sensualité du métier, emportent plus l'adhésion que les compositions systématiques ou les grandes peintures religieuses dans lesquelles Gleizes a essayé de combiner le retour au médiévalisme et la modernité.

A Lyon, au Musée de l'imprimerie, l'objectif est plus resserré puisque l'exposition est en grande partie consacrée aux cinquante-sept gravures, assez austères, que Gleizes fit en 1949-1950 pour illustrer *les Pensées* de Pascal éditées par Jacques Klein. Des études préparatoires, des œuvres antérieures, de petites peintures franches et fraiches, des pochoirs éclatants exécutés par son élève Robert Pouyaud, font surgir, sous l'appareil d'un cubisme monastique, un peintre davantage inscrit dans le dynamisme de son époque qu'on ne le croit.

Curieuse aventure, pourtant, que celle d'un homme qui resta fidèle au cubisme, quand les pères fondateurs l'avaient abandonné, pour lui assigner des fins métaphysiques! On lira avec intérêt à cet égard, dans le catalogue de l'exposition de Lyon, le texte de Jean Chevalier, son disciple le plus proche, qui rapporte et commente *la Parole fertile* d'Albert Gleizes.

JEAN-JACQUES LERRANT

▶ Ces trois expositions, qui ont emprunté beaucoup à la Fondation Albert-Gleizes, sont ouvertes jusqu'au 30 septembre .

▶ A Saint-Rémy. Musée des Alpilles, et hôtel Estrine.

▶ A Lyon : « Albert Gleizes : l'oeuvre graphique », au Musée de l'imprimerie et de la banque.



Eau-forte (1914)

□ **Le MOMA de New-York restitue un Matisse à une héritière du photographe Steichen.** – Le Museum of Modern Art de New-York a accepté de restituer à l'arrière-petite-fille, âgée de six ans, du photographe Edward Steichen un tableau qu'Henri Matisse avait offert à celui-ci en 1908. Après un procès ouvert en 1988, la famille et le musée ont fini par trouver un accord à l'amiable. La bénéficiaire de cette restitution, Ariana Stahmer, ne verra probablement jamais la toile, *Vue de Collioure à l'église*, estimée à 800 000 dollars (plus de 4 millions de francs), l'œuvre devant être vendue pour payer les frais engagés pour le procès. – *(AFP.)*

CINÉMA

Les nonnes fatales

« Freddy » et le « Premier pouvoir » : dans l'Amérique puritaine Diable et Bon Dieu se donnent la main

Au cinquième chapitre – dû à Stephen Hopkins – de ses méfaits, Freddy, le monstre griffu d'Elm Street, ne se contente plus de hanter les cauchemars de la jeune Alice. Depuis le premier film où il lui est apparu, depuis le temps que durent leurs équivoques relations (qu'est-ce qu'il lui trouve ?) elle n'est plus tout à fait une adolescente naïve et sans défense. A la fin de l'année scolaire, elle doit partir avec son petit ami en Europe, mais Freddy la harcèle. Il n'attend même plus qu'elle soit endormie pour l'emmener dans des tourbillons de peur, de chutes suffoquantes, d'épouvante étouffante. C'est ainsi qu'elle a la vision d'une nonne, nommée Amanda Krueger, livrée à une centaine de bagnards. Neuf mois après naquit Freddy.

Mais si l'homme aux griffes torture l'imagination d'Alice même en état de veille, c'est qu'elle est enceinte, et qu'il hante le fœtus. Un fœtus est capable, dit-on, de rêver dix-huit heures par jour. Il détruit le jeune père en le forçant à conduire comme un fou, et une copine en l'étouffant de nourriture. Dès qu'Alice comprend, elle se met en devoir de défendre son futur enfant contre ceux qui lui conseillent d'avorter, ceux qui veulent l'adopter, enfin contre Freddy.

C'est là que le scénario pèche. Freddy se démène, fait des blagues, porte toujours beau avec son feutre et son tricot rayé, il rugit et se moque de sa belle voix grave, mais ce n'est plus lui qui mène le jeu, c'est Alice avec ses bonnes joues et ses bons sentiments. Et forcément le jeu est moins intéressant. Aussi, malgré de belles scènes dans des décors de poussière et de folie, malgré les brefs passages d'un petit garçon aux yeux beaucoup trop grands et beaucoup trop tristes, le film *Freddy 5* demeure poussif, contaminé semble-t-il par la niaiserie congénitale des habitants d'Elm Street.

C'est encore une nonne qui détient le secret du *Premier pouvoir* – titre du film de Robert Resnikoff. Elle s'appelle Soeur Marguerite. Dans la série de meurtres d'aspect rituel qui terrorise Los Angeles, elle reconnaît la main de Lucifer en personne. Ses supérieurs restent sceptiques, et l'envoient méditer dans un couvent. Pendant ce temps, Lou Diamond Philips *(la Bamba)* inspecteur de police, réfléchit dans l'ombre en compagnie de son chat roux lorsqu'une voix féminine – gros plan sur d'anonymes lèvres carmin – lui donne un tuyau sur le prochain meurtre et fait promettre que le coupable ne sera pas condamné à mort. Pourtant le coupable, un jeune costaud au sourire cynique est condamné, exécuté. Lou Diamond Philips, rationaliste par profession, le voit dans un cauchemar qui devient réalité. Une femme lui vient en aide, une voyante rousse, celle-là même qui lui avait téléphoné, mais ses lèvres ne sont plus aussi carmin.

Ensemble, ils vont combattre le Mal. Ils n'y parviendront – et encore – qu'avec l'aide de Sœur Marguerite, après un salmigondis d'aventures plus brutales qu'époustouflantes, copiées sur les classiques du genre. L'histoire avance en brinquebalant, la fantaisie du fantastique a bon dos. Les acteurs grimacent comme au bon vieux temps, mais finalement cette sorte de bonne foi candide, ce premier degré de la ringardise tenu sans faiblir donne, pour ceux qui supportent, un réjouissant « nanar ».

COLETTE GODARD

□ **Le film soviétique « Valse accidentelle », grand prix du Festival de Locarno.** – Le film soviétique *Valse accidentelle* de la réalisatrice Svetlana Proskourina a obtenu samedi 11 août le Léopard d'or, grand prix du 43e Festival du film international de Locarno (Suisse).

Le Léopard d'argent a été attribué à *The Reflecting Skin*, du Britannique Philip Ridley, et à *Metropolitan*, de Whit Stillman (Etats-Unis). Le Léopard de bronze est revenu au film du Suisse Xavier Koller, *le Voyage de l'espoir*. Le jury a accordé un léopard de bronze à Miklos Gurban, directeur de la photographie de *Crépuscule*, de Gyorgy Feher (Hongrie) et un prix spécial à l'actrice Emer McCourt, protagoniste de *Hush-A-Bye Baby* de Margo Harkin, (Irlande du Nord) . – *(AFP.)*

MUSIQUES

La volonté de vaincre

Un jeune vétéran du piano et une jeune chanteuse partent à la rencontre de Schubert

SAINT-LÉON-SUR-VÉZÈRE

de notre envoyé spécial

A quoi pense Michel Dalberto, en ce soir du 8 août, lorsqu'il joue la *Wanderer-Fantasie* ? Les mâchoires serrées, il part au combat. L'œuvre est coriace. Fonçant, tous doigts dehors, dans le premier mouvement, martelant ses accords virtuoses, enchaînant ses octaves avec furie, combien de ses confrères, tétanisés, ont rendu les armes bien avant le finale ?

Dalberto préfère peser de tout son poids sur le grand Steinway. Il semble qu'il veuille retrouver l'errance schubertienne derrière la virtuosité inaccessible de cette œuvre curieuse – une fantaisie qui pourrait tout aussi bien s'appeler sonate, – faire chanter son héroïsme forcené, atypique du génie schubertien, effacer dans les variations du mouvement lent tout sentiment élégiaque. Peut-être aussi veut-il montrer ce que Bruckner a pu retenir de ces coups de boutoir sans issue.

Un chemin escarpé

Est-ce trop d'ambition ? Ce serait méconnaître les ressources de ce vieux-jeune pianiste de trente-cinq ans, né à Schubert depuis qu'il touche le piano, ou peu sans faut. Le chemin qu'il a choisi d'emprunter est si escarpé qu'il suffit d'une poussière pour faire trébucher le pianiste : un piano qui se désaccorde, un clavier peut-être un peu lourd ou irrégulier, une fraction de seconde d'inattention... Mais Dalberto se redresse, serre davantage les dents, nous oblige à le suivre là où il le veut, n'effaçant ni l'effort ni la difficulté, indissociables d'une œuvre que Schubert lui-même ne pouvait jouer et que Liszt « simplifia » en l'orchestrant.

Après l'entracte, le pianiste revient avec Nathalie Stutzmann pour interpréter un groupe de lieder de Schubert, et des plus beaux : *Wohin ?*, *An die Musik*, *Auf dem Wasser zu singen*, *Die junge Nonne*, *Gruppe aus dem Tartarus*... Libéré – il est toujours plus facile de diviser le trac par deux, – il soutient la belle voix de la jeune chanteuse avec laquelle il a tenu à partager son récital. Le grave de Nathalie Stutzmann descend, certes, très bas, mais il manque tellement de puissance que la musicienne peine à remplir de son chant les voûtes romanes de la petite église de Saint-Léon-sur-Vézère, un des lieux, tous proche de Brive, choisis par le Festival du Périgord noir pour donner ses concerts. Son expression est convaincante, et si sa voix manque encore de couleurs, si la caractérisation des textes n'est pas encore vraiment dominée, Nathalie Stutzmann, qui n'a après tout que vingt-cinq ans, chante avec une franchise d'autant plus admirable qu'elle laisse deviner des lendemains fastes. Si elle prend conscience qu'elle est mezzo-soprano et non contralto...

ALAIN LOMPECH

▶ Prochains concerts : le 16 août, à 21 heures, même lieu, Françoise Pollet et Jean-Marc Luisada, dans une soirée de lieder de Schubert, Schumann, Brahms et Hugo Wolf, les 18 et 19, même heure, même lieu, le Quatuor Sine Nomine interprète les grands quatuors de Schubert, le 25 août, même heure, même lieu, Christa Ludwig et Charles Spencer interprètent *le Voyage d'hiver*, de Schubert. Le 17, à 22 heures, *le Maître de musique*, de Gérard Corbiau, avec José Van Dam, sera projeté dans l'abbaye de Saint-Amand-de-Coly. Rens., Tél. : 53-51-95-17 et 53-50-18-19.

Stan Getz et sa rythmique

Suite de la première page

Cette rythmique en effet, cartonne, matraque, avec au centre un bassiste à la technique d'avant-guerre (c'est un genre et ça plait) et aux ailes, deux fidèles : Kenny Baron, bon pianiste, bon compositeur (Voyage), et Terri Lyne Carrington, la dame des tambours.

Ils appuient lourdement ? On en redemande. Se mettent à l'envers ? C'est un triomphe. Ratent les contre-temps ? Une apothéose.

On se dit que la sonorisation doit être intéressée à l'affaire. On ne sonorise pas un chapiteau de plusieurs milliers de places comme la salle Pleyel. Soit. Reste à savoir s'il est indispendable à l'espèce humaine de sonoriser des chapiteaux. Excellente question. Elle ne sera pas posée.

Tant qu'à amplifier un piano de cette façon, notons-le pour mémoire, autant prendre une enclume et l'accorder. Oui, dira-t-on, mais c'est pour faire connaître Stan Getz au plus grand nombre. Faisons connaître donc. C'est très vertueux. La question serait alors plutôt : quel rapport Stan Getz, *« the sound »*, entretient-il avec la vertu ?

Lui qu'on a connu parfois boudeur se montre philosophe. Il joue avec une sérénité, une plénitude, un brillant soudain brisé dans les gémissements qui prend à la gorge. En une ballade, il efface un océan de douleurs qu'il rappelle. Et soudain, il attaque : parce qu'enfin, deuxième raison à ce trio de marteaux piqueurs, il aime aussi les rythmiques dures, on le sait.

La troisième raison est plus subtile. Quand Stan Getz joue comme il a joué à Marciac, l'excès de poids autour de lui contrarie. Il est alors dans une telle suavité, dans une telle exactitude nonchalante qu'on voudrait rêver du rêve de la musique et oublier cette rythmique tonitruante.

Mais les soirs où le corps manque, quand la fatigue se réveille, quand la maladie rode, alors tout Stan Getz que vous êtes, il vous faut sans doute cette sécurité, cette assurance derrière vous, psychique et physique, celle d'un Denny Baron ou d'une Terri Lyne Carrington. On comprend. Il n'est pas si facile après tout de faire face à la foule d'un chapiteau.

Comme un jeune homme

Ne demandez à personne s'il y a une nécessité esthétique, métaphysique ou simplement musicale à placer Stan Getz dans ces conditions. Il le désire. Il n'est pas sûr que Glenn Gould eut accepté de jouer avec les « Tambours du Bronx » au Parc des Princes. La question n'est pas là. Getz, au bout de cinquante ans de carrière (il est né en 1927) joue comme un jeune homme . La joie retrouvée. Le plaisir d'être en scène, tranquille, reconnu.

Au rappel, assis sur un tabouret de bar, loin du micro, il joue sur les seuls accords de Kenny Baron enfin revenu à la douceur, une ballade grave et sereine, *« pour les deux cents ans de mon pays »*. Benny Carter en est le compositeur. Sous ces harmonies de chansonnette, dans un silence retenu, il s'avance au-delà de la simplicité, au coeur même du jazz, mallarméen sans y croire, pudique, comme on fait d'un air de musique qui rêverait d'un autre air...

FRANCIS MARMANDE

▶ Jazz à Marciac. Tribute to Charlie Parker : Hank Jones, Phil Woods, Jackie McLean, NHOP, Alvin Queen, le 13 à 21 heures. Concert Gospels et negro spirituals avec les Dixie Humming Birds, le 14 à 15 heures. Nuit Oscar Peterson avec Ray Brown et Herb Ellis, le 14 à 21 heures. Gospels et negro spirituals le 15 à 17 h 30. Réservations et renseignements : 62-09-33-33.

L'Indien de Nashville

Aux marges de la country music, Steve Earle trace une piste solitaire

▶ Steve Earle : The Hard Way. Disque, cassette, CD MCA/WEA

A Amsterdam, Los Angeles, Paris ou Nashville, les Hell's Angels locaux se déplacent toujours pour un concert de Steve Earle. Ses obligations professionnelles (enregistrer des disques, tourner sur les routes) l'empêchent d'adhérer au chapitre local de la confrérie mais le cœur et les apparences y sont : cheveux longs qui descendent dans le dos du blouson de cuir clouté, tatouages de bonne tenue artistique, petites lunettes noires qui masquent mal une mine de déterré.

De tous les rebelles, renégats et hors-la-loi qui ont levé l'étendard de la révolte contre l'establishment de Nashville, Steve Earle est le plus radical. Les traditionalistes du country lui refusent d'ailleurs le label, ce qui simplifie le débat. Mais Earle y tient. C'est d'abord un moyen de se distinguer de tous les rockers d'autouroute dont le chef de convoi est Bruce Springsteen. C'est surtout, au delà du premier abord de sa musique – violente, mélodramatique, électrique, – revendiquer une filiation réelle avec les racines d'un genre qui n'a pas toujours été, et n'est pas forcément, la traduction musicale du conservatisme américain.

Des drogues « démocratiques »

Steve Earle est né au Texas, il y a certes fréquenté Townes Van Zandt, Guy Clarke – les solitaires de l'Etat qui ont toujours refusé de faire le saut jusqu'à Hollywood, – mais aussi la scène folk : *« Les folkeux jouaient dans des cafés où je pouvais rentrer. Le rock ou le country se jouaient dans des bars, et je n'avais pas l'âge »*.

Arrivé à Nashville dans les années 70, il y a fréquenté la bande de jeunes auteurs-compositeurs que les éditeurs de musique avaient engagés pour renouveler le genre. *« En ce temps-là, on marchait essentiellement à l'alcool et aux amphétamines, qui sont des drogues plutôt démocratiques. Nous travaillions ensemble, vivions ensemble, faisions de la musique ensemble. Et en six mois de temps cette scène s'est effondrée. La seule raison en a été l'arrivée la cocaïne. Les effets et le prix de la coke tendent à rendre ses utilisateurs paranoïaques. Tout un système de caste s'est construit autour de ça »*.

Steve Earle n'était pas tout à fait assez prolifique pour gagner sa vie en tant qu'auteur. Et de toute façon le démon de la scène le travaillait. Utilisant le savoir-faire qu'il avait acquis au service de Carl Perkins ou de Waylon Jennings, il s'est lancé tout seul dans le bain des grands. *The Hard Way* est son quatrième album. Il a commencé à le composer l'année dernière, alors qu'il assurait la première partie de Bob Dylan. Rentré chez lui, Steve Earle a réalisé des maquettes avant d'enregistrer les chansons avec les Dukes, son groupe. Earle vend à peu près un million de chacun de ses disques, suffisamment pour que MCA, sa maison de disques, le laisse en paix.

Le résultat, plus proche de Springsteen que de Johnny Cash, l'a fait glisser dans la catégorie rock : *« Mais je n'ai jamais utilisé autant de* pedal steel guitar, *de mandoline. De toute façon, pour moi le country ne se définit pas comme ça. Plutôt par opposition à la pop music, faite pour faire oublier les ennuis. Le country partage avec le blues cette faculté d'exprimer le côté sombre, noir, qui est en chacun de nous »*.

Steve Earle devrait venir en concert à Paris d'ici à la fin de l'année. En attendant *The Hard Way* sera – pour ceux auxquels avaient échappé les excès superbes de *Copperhead Town*, son dernier album – une excellente manière de rencontrer celui que Johnny Cash a défini comme *« un Indien dans une ville de blancs »*.

THOMAS SOTINEL

AGENDA

LUNDI 13 AOUT

CINÉMA

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) . Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) . Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) . Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) : Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DOUBLE JEU (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

ECHEC ET MORT (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

I PICCARI (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88)

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA NURSE (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

TU MI TURBI (It., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN ANGE DE TROP (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

VOYAGEURS SANS PERMIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

CADILLAC MAN. Film américain de Roger Donaldson, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

FIRE BIRDS. Film américain de David Green, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR. (*) Film américain de Stephen Hopkins, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

IMMEDIATE FAMILY. Film américain de Jonathan Kaplan, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

KANSAS. Film américain de David Stevens, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86).

LE PREMIER POUVOIR. (*) Film américain de Robert Resnikoff, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

BABY DOLL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MACADAM COWBOY (*) (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES SÉANCES SPÉCIALES

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 50.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) .

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 25, 15 h 35, 17 h 45, 20 h, 22 h 10.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

DODE'S CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 19 h 20.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

LES GIRLS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) 14 h, 17 h 30, 21 h.

HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 40.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 14 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

MILOU EN MAI (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 50.

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 05.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 45.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h.

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45 . v.f. : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

RASHOMON (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

SOLARIS (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 10.

THE PHILADELPHIA STORY (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h 50.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

WORKING GIRL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses)

LE SPECTACLE DU JEU DE L'OIE. Tourtour (48-87-82-48), 22 h 15, dim., lun. (10).

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33). Les Fourberies de Scapin Festival Molière : 20 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

LES CAFÉS-THÉATRES

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Salades de nuit : 21 h 30. *Comment j'ai réussi en amour* : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. *Je bosse comme une folle, c'est du délire* : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Jeanine Truchot a disparu : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Mario d'Alba : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

PARIS EN VISITES

MARDI 14 AOUT

« Spirites et médiums au Père-Lachaise », 10 h 30 ; « Cent tombes juives dans un cimetière chrétien à vocation laïque », 14 h 45, place Gambetta, angle avenue Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Montmartre : cités d'artistes, ruelles et jardins », 11 heures, métro Abbesses (M.-C. Lasnier).

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures et 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 20, sur l'esplanade, devant l'éléphant (C. Merle).

« L'Opéra-Bastille : de l'ancienne forteresse au nouvel Opéra », 14 heures, à l'extérieur, au pied de l'escalier. Places limitées (Connaissance de Paris).

« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 14 h 30 ; « Hôtels célèbres du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Lutèce-Visites).

« Promenade d'hier et d'aujourd'hui à travers les vieux quartiers Saint-Merry, Beaubourg, les Halles », 14 h 30, sortie métro Hôtel-de-Ville, devant la poste (D. Fleuriot).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« L'Institut du monde arabe », 14 h 30, entrée principale, rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire).

« Le siège du Parti communiste français », 14 h 45, métro Colonel-Fabien (M. Banassat).

« Le château de Vincennes, demeure des rois de France », 15 heures, entrée, avenue de Paris.

« Les heures glorieuses de l'Arc de triomphe », 15 heures, devant la caisse (Monuments historiques).

« Mystérieuse symbolique de Notre-Dame de Paris. Franc-maçonnerie, Rose-Croix, Bouddhisme », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

15 août : les services ouverts ou fermés

PRESSE. – Les quotidiens nationaux paraîtront normalement le mercredi 15 août.

BANQUES. – Fermées le 15 août.

BUREAUX DE POSTE. – Pas de distribution de courrier à domicile le 15 août. Les bureaux de poste seront fermés, à l'exception de ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés.

RATP. – Service réduit des dimanches et fêtes.

GRANDS MAGASINS. – Seront tous fermés le mercredi 15 août.

ASSURANCE-MALADIE. – Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du mardi 14 août, à 12 heures, au jeudi 16 août, ouvertures habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. – Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du mardi 14 août, à 12 heures, au jeudi 16 août, aux heures habituelles.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. – Les salles de lecture seront fermées le 15 août, mais les expositions « Charles de Gaulle », « Pièces d'échec » et « Couleurs de la vie » seront ouvertes aux heures habituelles.

ARCHIVES NATIONALES. – Les salles de lecture des Archives nationales et le Musée de l'histoire de France seront fermés le 15 août.

HOTEL NATIONAL DES INVALIDES. – Le Musée de l'armée, le dôme royal, l'église Saint-Louis et le Musée des plans-reliefs seront ouverts le 15 août, de 10 heures à 18 heures (le tombeau de l'empereur sera accessible jusqu'à 19 heures). Une projection permanente de magazines d'actualité, de documentaires et de grands films en exclusivité sur les guerres de 1914-1918 et 1939-1945 aura lieu dans la salle de cinéma du Musée de l'armée, de 14 heures à 18 heures.

CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE. – La Cité des sciences et de l'industrie sera ouverte le 15 août, de 10 heures à 18 heures, ainsi que les expositions : « Vive l'eau » et « La fabrique de la pensée ». La Géode sera ouverte de 10 heures à 21 heures (Projection du film *Extrêmes limites*, toutes les heures).

MUSÉES. – A Paris, seront ouverts : le Centre Georges-Pompidou, le Musée du Louvre, le Musée d'Orsay, l'orangerie des Tuileries, le Musée Picasso, le Musée des arts africains et océaniens, le Musée de Cluny, le Musée Guimet (arts asiatiques), le Musée Gustave-Moreau, le Musée Auguste-Rodin et le Musée des monuments français.

En région parisienne, seront ouverts : le château de Chantilly, le domaine et l'abbaye de Chaalis, les châteaux de Versailles (et Trianon), d'Ecouen (Musée de la Renaissance), de Fontainebleau, de Malmaison, de Bois-Préau, le Musée des granges de Port-Royal, le Musée des antiquités nationales et le Musée du prieuré, à Saint-Germain-en-Laye, le Musée de la céramique, à Sèvres.

En province, seront ouverts : les châteaux de Compiègne et de Pau, le Musée Message biblique Marc-Chagall, à Nice, les Granges, de Saint-Riquier, le Musée de la préhistoire, aux Eyzies-de-Tayac, le Musée de la coopération franco-américaine, au château de Blérancourt, le Musée de l'Ile-d'Aix, le Musée Adrien-Dubouché, à Limoges, le Musée des Deux-Victoires, à Mouilleron-en-Pareds, le Musée Magnin, à Dijon, la Maison Bonaparte, à Ajaccio, et le Musée Milelli, en Corse.

هكذا من الأصل

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

Drôle de drame à Bordeaux

Battue par le FC Metz (1-0), samedi 11 août en Lorraine, l'équipe bordelaise occupe la dix-neuvième et avant-dernière place du championnat de France de football. L'éviction de l'entraîneur belge Raymond Goethals et son remplacement par le Franco-Allemand Gernot Rohr (*le Monde* du 10 août) n'ont pas encore eu les effets escomptés. Le président Claude Bez, surveillé de près par la mairie, joue ses dernières cartes.

METZ

de notre envoyé spécial

Gernot Rohr est sans doute un kamikaze du football. Promu entraîneur des Girondins de Bordeaux à la place du Belge Raymond Goethals sans avoir eu le temps de s'en rendre compte, le technicien d'origine allemande s'est retrouvé totalement livré à lui-même lors de son premier match, samedi 11 août, à Metz. Quand il a fallu commenter la nouvelle défaite (1-0), la dix-neuvième place au classement et l'avenir de cette équipe en crise, l'ancien responsable de l'équipe réserve des Girondins s'est sans doute senti isolé face aux journalistes. Bordeaux avait en effet rallié la Lorraine sans un seul de ses dirigeants. Ce qui n'arrive même pas à une équipe de deuxième série des Hauts-de-Seine.

Didier Couécou, le manager général? *«Il est en vacances»*, a répondu Gernot Rohr. Alain Giresse, le directeur sportif? *«Je ne sais pas pourquoi il n'est pas là»*, a reconnu l'entraîneur nommé trois jours plus tôt. Quant à Claude Bez, même s'il est vrai qu'il n'assiste pas à tous les matches à l'extérieur, il avait également déclaré forfait pour cette rencontre décisive. Mais Rohr s'est gardé de le faire remarquer.

Un changement d'entraîneur, des cadres invisibles, un but en quatre matches... Drôle de drame que celui des Girondins depuis le début du championnat. Ils restaient en effet sur une bonne saison 1989-1990. Arrivé en juin 1989 pour remettre sur pieds une formation alors au plus mal (treizième du championnat 1988-1989), Raymond Goethals avait rempli son contrat en décrochant une seconde place qualificative pour la Coupe de l'UEFA. Bordeaux allait retrouver l'Europe et renflouer ses caisses.

Trois matches ont donc suffi à entraîner le club dans l'une des plus graves crises de son histoire : un match nul à domicile contre Lyon (0-0), une défaite à Caen (3-0) et un match nul contre Lille (1-1). Des résultats médiocres mais pas catastrophiques. Goethals, pourtant très populaire à Bordeaux, a donc été écarté.

Comment expliquer une telle précipitation? Nul n'a trop compris la décision de Claude Bez. Mais il est clair que le président n'a pas apprécié les critiques de son entraîneur concernant un recrutement dont il porte l'entière responsabilité. Claude Bez et Didier Couécou ont, en effet, enrôlé des joueurs que l'entraîneur ne souhaitait pas forcément.

M. Claude Bez en sursis

Des éléments essentiels de l'équipe sont partis sous d'autres cieux, comme le milieu de terrain Bernard Pardo (Marseille), les attaquants Piet Den Boer, Jesper Olsen (tous deux à Caen) et Klaus Allofs (Werder Brême). En échange, elle a hérité de bons joueurs – les milieux de terrain Ali Ben Mabrouk (RP1), Didier Deschamps (Marseille) ou le Belge Patrick Vervoort (Anderlecht), l'attaquant néerlandais Wim Kieft (PSV Eindhoven) et le Français Philippe Fargeon (Servette Genève), – mais certainement pas d'un meneur de jeu ou d'un attaquant capable d'évoluer très en retrait, comme le désirait Goethals.

Equilibrée la saison dernière, la formation bordelaise est soudain devenue bancale, sans que Goethals soit vraiment responsable de cette dégradation. Technicien d'expérience, soucieux de son indépendance, il n'a sans doute pas supporté les interventions répétées de Claude Bez dans la composition de l'équipe. Et l'a peut-être fait savoir. Cette absence de cohésion au sein de l'équipe s'est confirmée à Metz : même si elle a semblé en progrès, elle a manqué d'un organisateur de talent en milieu de terrain ou d'un attaquant de haut niveau pour concrétiser ses occasions de but.

Gernot Rohr s'est voulu rassurant à l'issue de cette nouvelle contre-performance – *«Nous sommes sur la bonne voie, il va falloir travailler pour être plus efficace»*, – mais il sait bien que la tâche sera rude. Bordeaux est au plus mal. Un nouveau joueur pourrait être enrôlé prochainement afin de renforcer une attaque désespérante d'inefficacité.

En intronisant Rohr, Claude Bez a sans doute joué sa dernière carte. Le Franco-Allemand, au club depuis 1977, est l'un de ses rares fidèles, avec Didier Couécou. S'il échoue, le président ne pourra agir avec lui comme avec Goethals et l'utiliser en «fusible».

M. Chaban-Delmas maître du jeu

Il se retrouvera lui-même en première ligne et devra rendre des comptes au principal partenaire financier de son club : la Ville de Bordeaux. En mai dernier, la municipalité s'est portée caution d'un prêt de 120 millions de francs, indispensables pour renflouer des caisses qui sonnaient creux.

Claude Bez est donc en sursis. Jamais il n'a été en aussi mauvaise posture. Pour la première fois, le nom d'un éventuel successeur circule même avec insistance en ville : il pourrait en effet s'agir de M. Jean-Pierre Derose, un notable bordelais, propriétaire de plusieurs magasins de sport, et surtout organisateur de manifestations sportives telles que l'open de tennis, Passing-shot, le marathon de Bordeaux ou encore la réunion Cutty Sark, qui a rassemblé récemment les quatre-vingts plus beaux voiliers du monde.

M. Derose a le profil-type d'un futur président. Il est discret, efficace, courtois, très apprécié de la bourgeoisie locale, et surtout chabaniste, d'une fidélité irréprochable. Tout le contraire d'un Claude Bez dont les frasques ont fini par lasser une ville soucieuse de son image de marque et allergique aux scandales. La dernière incartade du président? Un entretien accordé à un quotidien belge dans lequel il insulte la journaliste de *Sud-Ouest*, Frédérique Galametz, chargée de suivre l'équipe bordelaise et coupable à ses yeux d'être une femme dans un milieu d'hommes. Le journal régional et Claude Bez sont en guerre ouverte. Va-t-il trop loin? *«Son comportement a fait perdre cinquante pour cent de la crédibilité de l'équipe»*, confie-t-on dans l'entourage municipal de M. Chaban-Delmas.

Jusqu'à présent, M. Derose a toujours répété qu'il n'avait pas les compétences requises pour occuper une telle fonction. Mais il se dit à Bordeaux qu'il changerait très vite d'avis si M. Chaban-Delmas insistait. En fait, ce dernier est bien le maître du jeu. Depuis sa maison d'Ascain, au Pays basque, où il passe ses vacances, il gère cette situation de crise. *«Je garde toute ma confiance au président Claude Bez»*, déclarait-il peu après le dernier match à domicile, contre Lille (1-1) samedi 4 août, restant ainsi fidèle à sa ligne de conduite habituelle, c'est-à-dire le soutien au président en place.

Le protègera-t-il encore longtemps? A l'automne, lorsque les services du ministère du budget rendront publique leur enquête sur les finances du football (*le Monde* du 2 juin), la position de Claude Bez pourrait s'affaiblir encore. Certes, l'homme est solide. Maintes fois menacé, il a traversé d'autres périodes de turbulences. Mais en évinçant Raymond Goethals quelques heures après l'avoir publiquement soutenu, il n'a pas seulement joué sa dernière carte : il a lui-même démontré que le club n'était plus à une contradiction et à un changement près.

PHILIPPE BROUSSARD

GOLF : championnat de l'USPGA

Grande première pour l'Australien Wayne Grady

L'Australien Wayne Grady a remporté, dimanche 12 août, sur le parcours de Shoal-Creek à Birmingham (Alabama), la soixante-douzième édition du championnat de l'Association américaine des professionnels de golf (USPGA). A trente-trois ans, il signe ainsi sa première victoire dans l'un des quatre tournois comptant pour le Grand Chelem, en devançant l'Américain Fred Couples de trois coups.

En tête à l'issue de la deuxième et de la troisième journée, Wayne Grady a terminé son quatrième tour en rendant une carte de 71, soit un sous le par, pour un score total de 282 sur un parcours rendu difficile par le rough touffu et les greens très durs.

«Je suis bien content que cela soit terminé. Si on avait continué, j'aurais craqué», a déclaré l'Australien en recevant le trophée d'argent et son chèque de 225 000 dollars. L'Américain Fred Couples, qui avait abordé le quatrième parcours avec deux coups de retard, s'est retrouvé en tête après le douzième trou, où il venait de réussir son deuxième birdie consécutif. Mais l'Américain, qui tentait de remporter son premier tournoi majeur, s'est alors écroulé en faisant quatre bogeys d'affilée.

Ce soixante-douzième tournoi de l'USPGA a vu la déroute de tous les favoris. L'Américain Payne Stewart, tenant du titre, n'a pu faire mieux que 293, mais devance néanmoins le Britannique Nick Faldo (295), qui, avec une carte de 80 le samedi, avait perdu tout espoir d'inscrire à son palmarès un troisième tournoi du Grand Chelem après ses victoires cette saison dans l'Open de Grande-Bretagne et dans le Masters.

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Hongrie

Thierry Boutsen de bout en bout

Le Belge Thierry Boutsen (Williams-Renault) a remporté le Grand Prix de Hongrie de formule 1 automobile, disputé dimanche 12 août à Budapest, après avoir mené la course de bout en bout. Deuxième à moins d'une seconde, le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) conforte sa première place au championnat du monde, avec dix points d'avance sur Alain Prost (Ferrari), contraint à l'abandon peu avant la mi-course.

Les deux premières victoires de sa carrière, obtenues la saison dernière sous la pluie, au Canada et en Australie, avaient valu à Thierry Boutsen le surnom de «Rainman» (l'homme de la pluie). Dans des conditions d'adhérence très précaires, il avait su exploiter au mieux l'extraordinaire souplesse du moteur V 10 Renault à bas régime pour s'imposer. C'est cette même arme qui lui a permis de confirmer son talent sur le Hungaroring, un circuit très tourmenté qui privilégie les reprises en sortie de virage.

Construit en 1986 à une vingtaine de kilomètres au nord de Budapest, afin d'accueillir le premier Grand Prix organisé dans un pays de l'Est, le Hungaroring n'est pourtant pas très apprécié des pilotes de formule 1, même s'il fait partie des circuits les plus sûrs et s'il donne lieu à des fins de course souvent passionnantes. Une ligne droite, un peu courte, devant les stands et des successions de virages assez serrés limitent, en effet, les vitesses de pointe mais aussi les possibilités de dépassement.

Senna dans les rétroviseurs

«Pour gagner à Budapest, le plus important est, peut-être, d'obtenir la pôle-position, estimait Thierry Boutsen juste avant la course. *Puis il faut réussir son départ et essayer ensuite de ne pas faire de faute.»* Pour son cent quinzième Grand Prix, le pilote belge venait alors, pour la première fois de sa carrière, de réussir le meilleur temps des séances de qualification et d'obtenir ainsi la meilleure position sur la ligne de départ. A trente-trois ans, «Rainman» avait enfin l'occasion de se faire une place au soleil.

«En style, je me sens plus proche de Prost que de Senna, estime Thierry Boutsen. *J'ai besoin d'une voiture bien réglée pour être efficace à 100 %.»* Pour s'être souvent montré un peu trop raisonnable, le pilote belge a, sans doute, perdu quelques saisons avec l'écurie Arrows-Ford (de 1983 à 1986) avant de passer chez Benetton en 1987 et 1988, puis chez Williams-Renault en 1989. Mais c'est peut-être cette sagesse qui lui a permis de garder la tête froide pour mener la course hongroise de bout en bout malgré la présence constante dans ses rétroviseurs de poursuivants aussi prestigieux que l'Autrichien Gerhard Berger (McLaren-Honda), les Italiens Riccardo Patrese (Williams-Renault) et Alessandro Nannini (Benetton-Ford) et, enfin, le Brésilien Ayrton Senna.

Dans ses moments de doute, Thierry Boutsen pourra désormais se remémorer sa résistance victorieuse au fantastique retour d'Ayrton Senna. Cinquième après le départ, le Brésilien a dû s'arrêter à son stand dès le vingtième des soixante-dix-sept tours pour changer ses pneumatiques après un freinage trop brutal lors d'une tentative de dépassement de Jean Alesi (Tyrrell-Ford). Reparti en onzième position avec 40 secondes de retard, il s'était retrouvé troisième, dans les roues d'Alessandro Nannini, au cinquante-cinquième tour. La détermination du Brésilien était telle que, sur une nouvelle tentative de dépassement pour le moins osée, il poussait l'Italien hors de la piste, dix tours plus tard.

Avec des pneus usés qui contrôlaient de moins en moins le survirage du châssis et des freins prêts à le lâcher, Thierry Boutsen semblait alors une proie facile pour Ayrton Senna. A chaque virage, la McLaren revenait frôler les roues arrière de la Williams. Mais, à chaque sortie de courbe, le meilleur couple du V 10 Renault permettait au pilote belge de se dégager jusqu'au freinage suivant. Ce jeu de yo-yo entre les deux monoplaces lancées à quelque 180 kilomètres-heure allait durer pendant les douze derniers tours avant de s'achever sur la victoire du pilote belge.

En s'imposant sur le Hungaroring, Thierry Boutsen n'a peut-être pas seulement remporté son troisième Grand Prix mais aussi assuré son avenir. Trois jours avant la course, les responsables de Camel ont annoncé qu'ils abandonnaient l'écurie Lotus-Lamborghini pour reporter leurs efforts financiers sur Benetton-Ford et Williams-Renault. Leur ambition serait de profiter des hésitations d'Ayrton Senna pour tenter de l'attirer dans l'écurie anglo-française au prix d'une folle surenchère (le Brésilien réclamerait désormais 15 millions de dollars, soit quelque 80 millions de francs). Si la démarche aboutissait, il ne resterait plus qu'un volant à attribuer à Thierry Boutsen, ou à Riccardo Patrese.

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

AUTOMOBILISME

FORMULE 1 : GRAND PRIX DE HONGRIE

1. Boutsen (Bel. Williams-Renault), les 305,07 km en 1 heure. 49 min 30 s (moyenne : 167,40 km/h); 2. Senna (Bré., McLaren-Honda) à 0,288 s; 3. Piquet (Bré., Benetton-Ford) à 27 s; 4. Patrese (Ita., Williams-Renault) à 31 s; 5. Warwick (GB, Lotus-Lamborghini) à 1 min 14 s; 6. Bernard (Fra., Larrousse-Lamborghini) à 1 min 24 s

Championnat du monde des pilotes
(Après dix Grands prix)

1. Senna (Bré.), 54 points; 2. Prost (Fra.), 44; 3. Berger (Aut.), 29; 4. Boutsen (Bel.), 27; 5. Piquet (Bré.), 22; 6. Patrese (Ita.), 15.

BOXE

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES MI-LOURDS

Le Français Eric Nicoletta a perdu son titre européen des mi-lourds, samedi 11 août au Cap-d'Agde (Hérault), en s'inclinant par K.-O. à la neuvième reprise face au Britannique Tom Collins. Eric Nicoletta défendait pour la troisième fois son titre, conquis en octobre 1989. En cas de victoire, il pouvait prétendre briguer une ceinture mondiale.

CYCLISME

GRAND PRIX DE SAN-SEBASTIAN

Au terme de 40 kilomètres d'échappée en solitaire, l'Espagnol Miguel Indurain a enlevé, dimanche 12 août, le Grand Prix de San-Sebastian, comptant pour la Coupe du monde. Le coéquipier de Pedro Delgado a devancé le Français Laurent Jalabert de plus de 2 minutes.

ÉQUITATION

GRAND PRIX DE DINARD

Le cavalier ouest-allemand Ludger Beerbaum a remporté dimanche 12 août le Grand Prix de saut d'obstacles de Dinard, comptant pour le challenge européen Renault Jump. Il a fallu avoir recours aux barrages pour départager Ludger Beerbaum, Michael Whitaker, toujours en tête du classement général, et Helena Weinberg. Les Français, qui avaient remporté, vendredi, la Coupe des nations, ont dû se contenter de la huitième place de Roger-Yves Bost.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Quatrième journée)

*Nantes b. Monaco ... 3-1
*Lyon et Marseille ... 2-2
*Montpellier b. Paris-SG ... 4-0
*Lille b. Toulouse ... 3-0
*Rennes b. Nancy ... 1-0
*Auxerre b. Saint-Etienne ... 2-0
*Caen b. Sochaux ... 2-0
Brest b. *Toulon ... 2-1
*Metz b. Bordeaux ... 1-0
*Nice et Cannes ... 0-0

Classement. – 1. Marseille, 7 pts; 2. Monaco, 6; 3. Rennes, 6; 4. Auxerre, 5; 5. Lille, 5; 6. Caen, 5; 7. Nantes, 5; 8. Brest, 5; 9. Montpellier, 4; 10. Paris-SG, 4; 11. Lyon, 4; 12. Metz, 4; 13. Toulouse, 4; 14. Sochaux, 3; 15. Cannes, 3; 16, Saint-Etienne, 3; 17. Nice, 2; 18. Toulon, 2; 19. Bordeaux, 2; 20. Nancy, 1.

Deuxième division
(Quatrième journée)

Groupe A

*Gueugnon b. Epinal ... 2-0
*Mulhouse b. Rodez ... 5-0
*Bastia b. Nîmes ... 4-2
*Alès et Dijon ... 0-0
*Valenciennes b. Chaumont ... 1-0
*Martigues b. Dunkerque ... 1-0
*Annecy b. Louhans-Cuiseaux ... 3-1
Istres b. *Avignon ... 2-1
*Ajaccio b. Strasbourg ... 3-2

Classement. – 1. Bastia, 8 pts; 2. Gueugnon, 6; 3. Valenciennes, 6; 4. Istres, 6; 5. Ajaccio, 5.

Groupe B

*Red Star 93 b. Guingamp ... 3-0
*Reims et Saint-Quentin ... 0-0
Bourges b. *Laval ... 3-1
*Le Havre b. Tours ... 2-1
*Orléans et Rouen ... 1-1
*Angers b. Créteil ... 2-0
La Roche-sur-Yon b. *Niort ... 1-0
*Beauvais et Le Mans ... 0-0
*Saint-Seurin b. Lens ... 1-0

Classement. – 1. Red Star 93, 8 pts; 2. Angers, 7; 3. La Roche-sur-Yon, 6; 4. Rouen, 5; 5. Le Havre, 5.

MOTOCYCLISME

GRAND PRIX DE SUÈDE

L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a remporté, dimanche 12 août, le Grand Prix de Suède en 500 cc disputé à Anderstorp. Il a devancé son compatriote Eddy Lawson (Yamaha) et l'Australien Wayne Gardner (Honda). Au classement du championnat du monde, Wayne Rainey, dispose désormais de près de cinquante points d'avance sur son compatriote Kevin Schwantz. Il reste encore trois Grands Prix à disputer. En 250 cc, l'Espagnol Carlos Cardus (Honda), leader du championnat du monde, s'est imposé devant l'Américain John Kocinski (Yamaha) et le Japonais Masahiro Shimizu (Honda).

TENNIS

TOURNOI DE CINCINNATI

Le Suédois Stefan Edberg a largement dominé l'Américain Brad Gilbert (6-1, 6-1) dimanche 12 août, en finale du Tournoi de Cincinnati (Etats-Unis). Stefan Edberg, qui a reçu 170 000 dollars de récompense, est désormais le numéro un mondial, devant le Tchécoslovaque Ivan Lendl. Il bénéficie là d'une modification du système de classement décidée en début de saison. Désormais, seuls les quatorze meilleurs résultats sont pris en compte, ce qui, dans le cas du Suédois, a permis d'effacer les effets d'une élimination au premier tour à Roland-Garros.

TOURNOI DE SAN-DIEGO

L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf a remporté dimanche 12 août le cinquantième titre de sa carrière en battant (6-3, 6-2) la Suissesse Manuela Maleeva en finale du tournoi de San-Diego (Etats-Unis), doté de 225 000 dollars de prix. Steffi Graf, vingt et un ans, est la troisième joueuse de l'histoire du tennis à passer la barrière des cinquante victoires. Elle reste cependant assez loin les Américaines Christ Evert (157 titres) et Martina Navratilova (152 titres).

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40-65-25-25. Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25. Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Florence LEGROS
et
Olivier SCHAAL

ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin,

le 6 août 1990.

14, rue de Plaisance,
92250 La Garenne.

– Jean-François et Florence

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Pascal SYGNET,

le 7 août 1990, à Toronto.

Décès

– Mme Jean-Louis Caporal
et ses enfants,
Agnès Caporal,
M. et Mme Maurice Caporal,
M. Hubert Caporal
et ses enfants,
M. et Mme Patrice Caporal
et leurs enfants,
M. et Mme Paul Masson
et leurs enfants,
Mlle Monique Wolff,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis CAPORAL,

leur époux, père, beau-père, fils, frère, oncle et neveu,

survenu le 7 août 1990, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 9 août, en l'église du Bois-Plage-en-Ré (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Huysmans,
75006 Paris.

– Mme Raymond Chaleat,
M. et Mme Didier Chaleat,
M. Olivier Chaleat,
ses enfants,
Sophie, Virginie, Vincent, Bénédicte,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 8 août 1990, du

professeur Raymond CHALEAT.

218, rue de Dôle,
25056 Besançon.

– Le président de l'université de Franche-Comté,
Le directeur de l'UFR des sciences et techniques,
Le directeur
Et le personnel du laboratoire de mécanique appliquée
Et tous ses collègues de l'université,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 8 août 1990, du

professeur Raymond CHALEAT,
professeur émérite
de l'université de Franche-Comté,
officier de la Légion d'honneur
et de l'ordre national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques.

Prix Monthyon de l'Académie des sciences, Raymond Chaleat était membre de l'Académie tchécoslovaque des sciences. Créateur et ex-directeur du laboratoire de mécanique appliquée et de l'IUT de Besançon, il créa aussi l'IUT de Belfort et dirigea l'ENSMM de Besançon.

Ses obsèques ont été célébrées le 10 août 1990.

– M. et Mme Jacques Depresle
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Daudé
et leur fille,
ses enfants et petits-enfants,
La famille
Et les alliés,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme André DAUDÉ,
née Eugénie Leriget,

décédée le 9 août 1990, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe, place de l'Eglise, à Créteil, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Créteil (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être adressés à toute association caritative.

– Les Pianos Daudé
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme André DAUDÉ,
née Eugénie Leriget,
fondatrice et PDG des Pianos Daudé,

décédée le 9 août 1990, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Christophe, place de l'Eglise, à Créteil, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Créteil (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être adressés à toute association caritative.

– Les familles Ehrhard, Ennesser, Innocenti et Jourdan,
ont la douleur de faire part à tous ses amis de France et d'outre-mer du décès de leur mère et grand-mère

Odette EHRHARD,
née Debessac,
veuve de M. Ferdinand Ehrhard,

survenu le 4 août, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont été célébrées le 7 août 1990, à Vals-les-Bains (Ardèche).

3, rue A.-Clément,
07600 Vals-les-Bains.

– Mme Hélène Gaume,
Mme Danielle Gaume,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Albert GAUME,
agrégé de l'Université,

leur époux et père,

survenu dans sa soixante et onzième année, le 7 août 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le samedi 11 août.

121, boulevard de Grenelle,
75015 Paris.
48, rue Marcel-Dassault,
92100 Boulogne.

– Dominique Greussay,
Patrick Greussay,
Claudine Doroszlaï,
ont la douleur d'annoncer le décès, dans sa soixante-seizième année, de leur mère

Mme veuve Raymond GREUSSAY,
née « Renée Sales »,
Régine Bady,

le 3 août 1990.

106, rue de Richelieu,
75002 Paris.

– **M. Marc LESTOILLE,**
avocat,
ancien avoué,
ancien bâtonnier,
Past President du Rotary,
ancien vice-président
de la Caisse d'épargne,
ancien président
du Judo-Club de Cambrai,

décédé à Lille, le 10 août 1990, dans sa soixante et unième année.

Ses funérailles ont eu lieu le lundi 13 août, en la cathédrale de Cambrai, suivies de l'inhumation au cimetière de la Porte-de-Paris, dans le caveau de famille.

De la part de
Marie-Paule Lestoille-Bruandet,
son épouse,
Ses enfants
Et petits-enfants,
Toute la famille.

Selon la volonté du défunt, merci de remplacer les fleurs par des dons à la Fédération française de cardiologie, CCP 840 D Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue Gambetta,
59400 Cambrai.

– M. Alain de Swarte,
son fils,
directeur de la revue *Combat Nature*,
Son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille de Swarte,
font part du décès survenu à Prades (Pyrénées-Orientales), dans sa quatre-vingt-douzième année, de

M. Pierre de SWARTE,
engagé volontaire de la guerre 1914
et grand invalide de guerre.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 16 août 1990, à 11 heures, en l'église Saint-Eloi, à Hazebrouck (Nord).

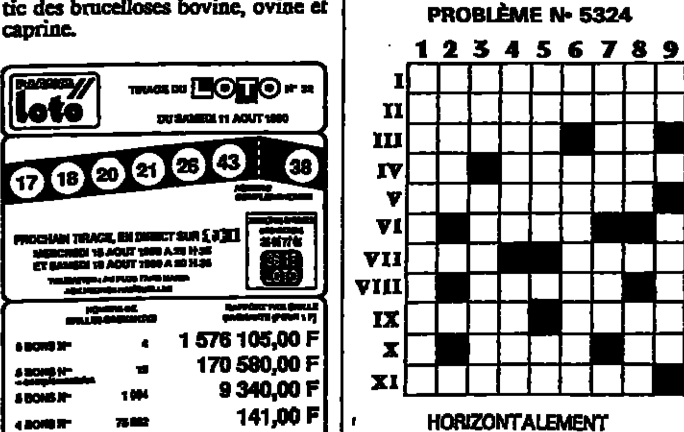
La Maynie,
Route des Piles,
24750 Périgueux.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du dimanche 12 août :

UN ARRÊTÉ

– Du 16 juillet 1990 fixant les conditions de préparation, de détention, de cession et de contrôle des antigènes destinés au diagnostic des brucelloses bovine, ovine et caprine.



RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 13 août

TF 1

20.30 **Feuilleton : Scandales à l'amirauté.** De Harry Falk, avec Dennis Weaver.
22.15 **Variétés : Salut les 60 !** Emission présentée par Claude François junior. 1967.
23.10 **Magazine : Minuit sport.**
23.40 **Journal, Météo et Bourse.**
0.00 **Série : Côté cœur.**
0.25 **Série : Intrigues.**
0.55 **Série : Passions.**
1.15 **TF 1 nuit.**
1.45 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.10 **Info revue.**

A2

20.40 **Théâtre : Tu m'as sauvé la vie.** Pièce de Sacha Guitry, mise en scène de Jean-Laurent Cochet, avec Daniel Brémont, Liliane Sorval, Jean-Laurent Cochet.
22.20 **Série : Disparitions.** Trou de mémoire, de Claude Barrois.
23.20 **Journal et Météo.**
23.35 **Variétés : Visage pâle au Zénith.** Concert de Renaud, enregistré en 1989.

FR 3

20.35 **Cinéma : Jo.** ■ Film français de Jean Girault (1971). Avec Louis de Funès, Claude Gensac, Christiane Muller.
22.00 **Journal et Météo.**
22.20 **Magazine : Océaniques.** Katia et Volodia, de Dominique Delouche.
23.15 **Documentaire : Histoire de l'art.** D'Alain Ferrari.
23.30 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Hello Mary Lou.** ■ Film canadien de Bruce Pittman (1987). Avec Lisa Schrage, Michael Ironside, Wendy Lyon.
22.00 **Flash d'informations.**
22.10 **Corrida.**
23.25 **Cinéma : Morts en eau trouble.** ■ Film américain de Matthew Chapman (1986). Avec Eric Roberts, Beverly d'Angelo, Dennis Lipscomb.
0.55 **Cinéma : l'Enfant de l'hiver.** ■ Film français d'Olivier Assayas (1989). Avec Clotilde de Bayser, Michel Feller, Marie Matheron.
2.15 **Documentaire : Etosha, un lac au cœur du désert.** De David et Carol Hugues.

LA 5

20.35 **Téléfilm : Les gradés de Top Gun.** D'Ulli Lommel, avec Jim Eldert.
22.10 **Théâtre : la Drague.** Pièce d'Alain Krief.
23.20 **Spécial Tour de France à la voile.**
23.25 **Pour le meilleur et pour le pire** (rediff.).
0.00 **Journal de minuit.**
0.05 **Spécial Tour de France à la voile.**
0.10 **Pour le meilleur et pour le pire** (suite).

M 6

20.35 **Téléfilm : C'est pas dieu possible.** De Charles Exbrayat et E. Tyborowski, avec Patrick Préjean, Nicole Pescheux.
22.10 **Série : La malédiction du loup-garou.**
22.30 **Cinéma : Josepha.** ■■ Film français de Christopher Frank (1981). Avec Miou-Miou, Claude Brasseur, Bruno Cremer.
0.35 **Six minutes d'informations.**
0.40 **Magazine : Jazz 6.**

LA SEPT

20.05 **Documentaire : Le reflet de la vie.** D'Eliane de Latour.
21.00 ▶ **Documentaire : L'autoroute du Reich.** De Hartmut Bitomsky.
22.30 **Cinéma d'animation : Images.**
22.45 **Documentaire : Chanter pour son bœuf favori.** D'Ivo Strecker.
23.30 **Documentaire : Ateliers contemporains** (Georg Baselitz).

FRANCE MUSIQUE

20.30 **A la fraîche.**
21.30 **Concert** *(en direct du Festival de la Roque-d'Anthéron)* : Sonate pour piano nº 10 en sol majeur, op. 14, nº 2, Sonate pour piano nº 13 en la bémol majeur, op. 27, nº 1, Sonate pour piano nº 14 en ut dièse mineur, op. 27, nº 2, Sonate pour piano nº 26 en mi bémol majeur, op. 81 a, Sonate pour piano nº 32 en ut mineur, op. 111, de Beethoven, par Michael Levinas, piano.
23.07 **Nuits chaudes.** La Lune... et les étoiles.
0.58 **Les valses de l'été.**

FRANCE CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **Rencontre des écrivains à Montréal.**
22.05 **Du ça dans le pastis.** Sonia Rykiel, styliste.
22.15 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** L'alouette.
22.40 **Musique : Nocturne.** Jazz à la belle étoile. Deux athlètes du ténor : Dexter Gordon Quartet ; Yusef Lateef Quartet.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.**

Mardi 14 août

TF 1

14.55 **Club Dorothée vacances.**
16.55 **Tiercé à Enghien.**
17.00 **Série : Chips.**
17.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.40 **Jeu : Une famille en or.**
19.05 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.30 **Jeu : La roue de la fortune.**
20.00 **Journal, Météo, Faisons la route ensemble et Tapis vert.**
20.30 **Cinéma : Liste noire.** ■ Film français d'Alain Bonnot (1984). Avec Annie Girardot, François Marthouret, Paul Crauchet.
22.05 **Documentaire : Histoires naturelles.**
23.00 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
23.55 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

14.40 **Téléfilm : Au bord des larmes.** De Jacques Fansten, avec Anny Duperey, Jacques Denis.
16.15 **Magazine : Eté show** (suite).
17.35 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
18.00 **Magazine : Giga.**
19.05 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Cinéma : Gandhi.** ■■ Film britannique de Richard Attenborough (1982). Avec Ben Kingsley, Candice Bergen, Edward Fox.
23.40 **Journal et météo.**
23.55 **Cinéma : Commando.** ■ Film américain de Mark L. Lester (1985). Avec Arnold Schwarzenegger, Rae Dawn Chong.

FR 3

15.00 **Série : Mission casse-cou.**
15.55 **Magazine : 40° à l'ombre de la 3.**
18.00 **Feuilleton : Sixième gauche.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.00 **Jeux : La classe.**
20.35 **Téléfilm : La cousine Bette.** D'Yves-André Hubert, d'après Balzac, avec Alice Sapritch, Claudine Coster.
22.35 **Journal et Météo.**
23.00 ▶ **Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité.** D'André Langanay et Gérald Calderon.
23.45 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : Adorable menteuse.** ■■ Film français de Michel Deville (1961). Avec Marina Vlady, Macha Méril, Michel Vitold.
15.30 **Cinéma : l'Enfant de l'hiver.** ■ Film français d'Olivier Assayas (1989). Avec Clotilde de Bayser, Michel Feller.
16.50 **Surprises spéciales.** Piano lesson.
17.10 **Spectacle : Le monde du cirque.**
17.55 **Cabou cadin.**
18.30 **Cabou cadin.**
19.20 **Top 50.**
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.**
20.29 **Flash d'informations.**
20.30 **Cinéma : Une chance pas croyable.** ■ Film américain d'Arthur Hiller (1987). Avec Bette Midler, Shelley Long, Peter Coyote.
22.05 **Flash d'informations.**
22.10 **Cinéma : Assistance à femme en danger.** ■ Film américain de Jerry London (1986). Avec Liza Minnelli, Burt Reynolds, Dionne Warwick.
23.45 **Cinéma : l'Ouragan.** ■ Film américain de Jan Troell (1979). Avec Mia Farrow, Jason Robards, Max von Sydow.
1.40 **Cinéma : la Main à couper.** ■ Film français d'Etienne Perrier (1974). Avec Lea Massari, Michel Bouquet, Bernard Blier.

LA 5

15.05 **Les cinq dernières minutes.**
16.35 **Dessins animés.**
18.00 **Série : Riptide.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : La fièvre d'Hawaii.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles de sports.**
20.35 **Téléfilm : Recherche comédiennes déshabillées.** De John Bowens, avec Troy Donahue.
22.15 **Magazine : Ciné Cinq.**
22.35 **Cinéma : L'émir préfère les blondes.** □ Film français d'Alain Payet (1983). Avec Roger Carel, Paul Préboist, Katia Tchenko.
0.10 **Journal de minuit.**

M 6

14.40 **Feuilleton : Jo Gaillard.**
15.30 **Musique : Boulevard des clips.**
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.30 **Feuilleton : Espion modèle.**
19.30 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : Le chemin du bonheur.** De James Goldstone, avec Jaclyn Smith, David Dukes.
22.10 **Série : La malédiction du loup-garou.**
22.35 **Cinéma : Marche pas sur mes lacets.** □ Film français de Max Pécas (1977). Avec Sylvain Green, Jean-Marc Longval.
0.15 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (7).
15.00 **Documentaire : Sea coal.**
16.30 **Vidéo-danse : Violences civiles.**
17.00 **Documentaire : Barenboïm joue Beethoven.**
18.00 **Série : Médecins des hommes.**
19.30 **Court métrage : Monsieur Jean-Claude Vaucherin.**
20.00 **Documentaire : Le temps des cathédrales** (7).
21.00 **Documentaire : Hôtels, the story.**
22.00 **Documentaire : La mer en mémoires.**
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **A la fraîche.**
21.30 **Concert** (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Sonate pour piano nº 15 en ré majeur op. 28, Sonate pour piano nº 31 en la bémol majeur op. 110, Sonate pour piano nº 12 en la bémol majeur op. 26, Sonate pour piano nº 23 en fa mineur op. 57, de Beethoven, par Jean-François Heisser, piano.
23.07 **Nuits chaudes.** Lune de miel...
0.58 **Les valses de l'été.**

FRANCE-CULTURE

20.50 **Le roman du Rhin.**
21.05 **Rencontre des écrivains à Montréal.**
22.05 **Du ça dans le pastis.** Hugues Dufourt, compositeur.
22.15 **Le bestiaire enchanté et sans oubli.** L'âne.
22.40 **Musique : Nocturne.** Jazz à la belle étoile. Deux acrobates du piano : Cecil Taylor, Martial Solal.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Nuits bleues.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5324

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III						■			■
IV			■						
V									■
VI		■					■	■	
VII				■	■				
VIII		■						■	
IX					■				
X		■					■		
XI									■

HORIZONTALEMENT

I. Donne des indications sur le temps. – II. Peuvent servir de flotteurs ou de pièges. – III. Pas disposé à faire des courbettes. Branché. – IV. Représente une personne. Ne sèchent pas quand ils sont bons. – V. Protègent les plantes. – VI. Qui peut mettre dans la gêne. – VII. Une puissance pour les gnostiques. Une bonne poire. – VIII. N'est pas tout à fait dans l'ordre. – IX. Avait un pouvoir absolu. Pas vilaines. – X. Bu avec plaisir quand il est petit. Dans une série de sept. – XI. Fermées comme par un huissier.

VERTICALEMENT

1. Endroits où l'on surveille les régimes. – 2. Qui ne fait pas de vagues. – 3. Travail qui demande du discernement. Est suffisant pour le borgne. – 4. Qui ont pris de mauvais plis. Les faux dieux de la Bible. – 5. Tache sur une robe. Pronom. – 6. Comme parfois un propriétaire. Une chic fille. – 7. Peut se manger verte. Ne garde pas. – 8. Un pharaon pour les Grecs. Des farineux. – 9. D'un auxiliaire. Vice de forme.

Solution du problème nº 5323

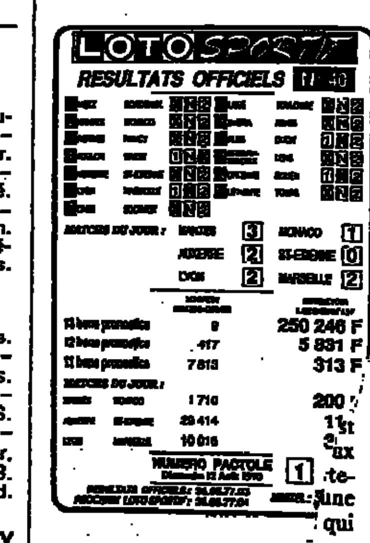
Horizontalement

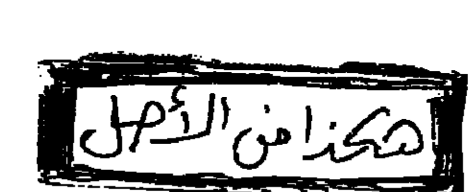
I. Inflation. Atèle. – II. Marin. Naufrages. – III. Brimades. Emue. – IV. Ricaner. Prudent. – V. On. Castor. Ri. Oô. – VI. Gérées. Ironistes. – VII. LSD. Béotie. Rus. – VIII. Aisé. Né. Raide. – IX. Os. Garages. Sp. – X. Doucine. Outil. – XI. Ange. Bison. Rein. – XII. Les. Ingérée. – XIII. Trésor. Bleus. Vi. – XIV. Eu. Agira. Us. Erg. – XV. Etole. Anar. Enée.

Verticalement

1. Imbroglio. Antée. – 2. Nerines. SDN. Rut. – 3. Fric. RDA. Ogre. – 4. Limace Igue. Sal. – 5. Ananas. Sac. Loge. – 6. Dés. Béribéri. – 7. Inertie. Anis. Râ. – 8. OAS. Oronges. Ban. – 9. Nu. Protée. Oil. – 10. Fer. Ni. Sonneur. – 11. Armurier. Gus. – 12. Taudis. Astres. – 13. Egée. Tripier. En. – 14. Le. Nœud. Lièvre. – 15. Es. Tosser. Neige.

GUY BROUTY





CHAMPS ECONOMIQUES



Pauvreté et richesse dans le monde

Grande-Bretagne : les vagabonds de Waterloo

Trois mille sans-abri – contre 250 en 1975 – dorment dans les rues de Londres et le pays compterait neuf millions de pauvres

Après la Turquie et l'Allemagne (« Champs économiques » du 7 août), l'enquête sur « les riches dans les pays pauvres et les pauvres dans les pays riches » se poursuit en Grande-Bretagne et en Inde.

C'EST un de ces spectacles un peu surréalistes dont Londres n'est pas avare. Un gentleman en habit et chapeau haut de forme, revenu en train des courses d'Ascot, traverse, l'air indifférent, ce qu'on appelle ici la cité de carton, un campement de clochards installé aux abords immédiats de la gare de Waterloo.

Chacun feint de ne pas voir l'autre. Le mot de Disraeli sur ces *« deux nations »*, les riches et les pauvres, qui s'ignorent superbement, garde une certaine actualité (1). Les sans-abri envahissent le soir le centre de la capitale, en particulier les rives de la Tamise, le Strand, et tout le réseau de passages souterrains pour piétons qui entourent la gare de Waterloo.

Ces vagabonds sont le visage le plus apparent de cette « nouvelle pauvreté » dont on parle beaucoup, le plus souvent pour en faire reproche aux conservateurs, au pouvoir depuis onze ans.

La cité de carton ne se voit pas de l'extérieur et les automobilistes qui empruntent régulièrement l'échangeur routier sous laquelle elle est installée ne peuvent se douter que certaines nuits froides jusqu'à quatre cents personnes dorment ici. Tout au plus peuvent-ils distinguer l'écriteau accroché à un mât, au niveau de la circulation, qui proclame : *« Bienvenue à la cité de carton, jumelée avec le Vatican. »*

Troubles mentaux

« Pops » est un peu le chef de ce campement. C'est un petit homme de soixante ans aux yeux durs, le chapeau vissé sur le crâne, qui vit ici depuis trois ans. Il s'est construit un abri avec des planches et fait, lui aussi, dans la dérision. Il a écrit au-dessus de sa cahute : *« Eau chaude et froide. Pas de Poll Tax. Proximité du métro et du train. Soupe, thé et sandwiches gratuits. »*

Il y a en effet de l'eau dans les toilettes publiques voisines. Et les cantinières de l'Armée du Salut passent au moins deux fois chaque soir avec leurs brocs de thé, leurs marmites de soupe et leurs sandwiches...

« Vous savez ce que dit Mme Thatcher ? On n'a rien sans rien », dit-il d'emblée. Un petit don est donc le bienvenu pour le faire parler. Il est né dans la région d'Oxford et a été boulanger toute sa vie. Il travaillait dans un village, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Londres quand sa vie a basculé. Il était marié. Il a eu trois enfants. Quand il a divorcé, il a laissé sa maison à sa femme, et s'est retrouvé à la rue. Il n'a jamais revu les siens.

Un peu plus loin, Derek, la soixantaine lui aussi disparaît sous les journaux. Il ramasse tout ce qui est imprimé. Il lit tout mais, cela le désole, il ne retient rien. C'est peut-être dû à une opération qu'il a eue au cerveau et à propos de laquelle il donne des explications confuses. Il aurait été longtemps dans l'armée mais ne sait plus très bien dans quelles garnisons. Il se méfie un peu de tout le monde : *« Presque tous ceux qui sont ici ont un casier judiciaire »*, chuchote-t-il.

Un prêtre anglican qui se considère comme *« le plus proche voisin »* de la cité de carton confirme que ce sont souvent des drames personnels et des troubles mentaux qui lui amènent ces paroissiens un peu particuliers. Le révérend Robert Yeomans a la charge de l'église St-Jean-l'Evangéliste qui borde l'échangeur routier. A toute heure du jour et de la nuit, ses « voisins » viennent sonner à la porte de son presbytère pour demander des couvertures, des vêtements, des boîtes de conserve. Il a des stocks tout prêts.

« Leur nombre a doublé en deux ans. Ils viennent de tout le pays. Il y a les malades mentaux, depuis qu'on a décidé de remplacer les grands hôpitaux psychiatriques par de petites unités. On a fermé les premiers mais on n'a toujours pas ouvert les secondes. Il y a les adolescents qui s'enfuient de chez leurs parents, les ménages qui se brisent », explique-t-il.

L'idée avancée par Michael Spicer, ministre du logement, d'ouvrir les églises aux sans-abri le révolte. *« Elles sont faites pour le culte et pour rien d'autre. Les salles de conférences des grandes entreprises seraient beaucoup mieux adaptées. Au moins elles ont des toilettes »*, poursuit-il.

En l'absence de statistiques officielles, l'Armée du salut a compté les gens qui dorment dans la rue à Londres. Elle en a trouvé trois mille. Ils étaient deux cent cinquante il y a quinze ans. Le gouvernement, estimant que ce spectacle n'était décidément pas convenable, a décidé des mesures d'urgence pour l'hiver prochain (2).

Cette misère voyante a provoqué un débat public sur la pauvreté en Grande-Bretagne. Conservateurs et travaillistes se renvoient des chiffres contradictoires. Il n'existe pas en effet de critère général. Il n'y a pas de salaire minimum établi par le pouvoir central et une grande partie de l'aide sociale est confiée aux collectivités locales. Une organisation charitable, le Child Poverty Action Group, avance le chiffre de neuf millions de pauvres dont trois millions d'enfants sur une population totale de 57 millions d'habitants.

« Ce n'est pas une classe homogène, mais ses effectifs augmentent », explique Peter Wiles, directeur adjoint du Child Poverty Action Group. Le nombre des chômeurs a diminué (ils ne sont plus que 1 650 000), mais celui des familles à parent unique (il s'agit à 95 % de femmes seules qui élèvent un ou plusieurs enfants), disposant de très faibles revenus, s'accroît rapidement.

Margaret Thatcher a réduit un certain nombre de prestations sociales. Les repas gratuits distribués jadis assez généreusement aux enfants des écoles ne sont plus accordés qu'à ceux dont les parents peuvent prouver qu'ils bénéficient eux-mêmes du supplément de ressources accordé aux plus démunis.

Allocations réduites

Les allocations familiales sont gelées depuis trois ans au même niveau et leur valeur réelle diminue donc en raison de l'inflation. Elles sont de 288 F par mois par enfant.

La principale réforme de l'aide sociale a eu lieu en 1988. Elle avait pour but de concentrer les ressources sur les familles les plus démunies et les personnes âgées, tout en cherchant à éviter la création d'une « mentalité d'assistés » chez les plus jeunes. Les allocations aux jeunes chômeurs ont ainsi été nettement réduites.

Le gouvernement s'efforce depuis onze ans de rendre les Britanniques propriétaires de leur maison. Des centaines de milliers de logements sociaux construits par les municipalités, surtout depuis la guerre, ont été vendus. Le parc locatif à bon marché a donc considérablement diminué.

On assiste aussi depuis quelques mois à la multiplication des expulsions. Des familles très modestes ont contracté des prêts hypothécaires dont le remboursement se révèle au-dessus de leurs moyens : les traites varient en effet proportionnellement aux taux d'intérêt, maintenus très haut pour combattre l'inflation.

La Poll Tax, le nouvel impôt local institué en avril, a été une catastrophe pour beaucoup. L'ancien système, fondé sur la taille et le degré de confort de l'habitation, permettait pratiquement à tous les bas revenus d'être exemptés. C'est précisément pour faire comprendre à ses compatriotes qu'ils devaient tous contribuer aux dépenses locales que Margaret Thatcher a créé cet impôt, payable par tout adulte, et identique pour tous sur le territoire d'une même commune.

Même si le niveau de vie des plus pauvres a augmenté en valeur absolue depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, l'écart entre eux et le reste du pays a augmenté. Le Bureau central des statistiques a divisé la population en cinq tranches en fonction de leurs revenus (après déduction des impôts et en tenant compte de l'aide sociale). Le groupe supérieur, qui recueillait 38 % du revenu national en 1979, en obtenait 42 % en 1987, dernière année pour laquelle ces chiffres soient connus. Pendant la même période, la part du groupe le plus pauvre revenait de 7,1 à 6,2 % du total.

Margaret Thatcher a surtout réussi à transformer l'idée que les Britanniques se font de la pauvreté elle-même. L'Etat-providence créé après la seconde guerre mondiale était fondé sur la philosophie implicite que les pauvres étaient victimes des circonstances. La « Dame de fer » a répété, non sans succès, que chacun était responsable de son propre sort.

de Londres
DOMINIQUE DHOMBRES

(1) « Deux nations entre lesquelles il n'y a ni communication ni sympathie, et qui sont aussi ignorantes l'une de l'autre de leurs habitudes, leurs pensées et leurs sentiments que si elles habitaient des planètes différentes. »

(2) 15 millions de livres seront consacrés à l'installation des sans-abri, de gré ou de force, dans des foyers.

Inde : les nouveaux maharajas

Loin de l'austérité gandhienne, la richesse s'affiche l'argent noir prospère et les inégalités se creusent

POSTULAT : *« Mais moi je ne suis pas riche ! »* La cause est entendue : d'ailleurs, dans un pays où environ 315 millions de personnes (38 % de la population), vivent en dessous du seuil de pauvreté, comment, décemment, s'avouer « riche » ? Plus qu'ailleurs peut-être la notion de « richesse » est relative : les 100 ou 120 millions d'Indiens regroupés par les économistes dans la « middle class » sont indiscutablement des « riches » si on compare leur sort à celui des habitants des « slums » (bidonvilles), dont le nombre est estimé à 40 millions. Ils le sont moins lorsque l'on sait que le seuil de référence est un salaire mensuel de 1 600 roupies (1 roupie = 0,32 franc).

Parlons donc des « très riches ». Les statistiques le confirment : Ils seraient si peu nombreux qu'on préfère presque les ignorer... La taxe sur la fortune (1) concerne 640 000 contribuables et elle permet de récolter à peine 1,72 milliard de roupies par an, une misère ! Il y aurait bien une solution, préconisée par le premier ministre indien, V. P. Singh : *« Si il y a un seuil de pauvreté, pourquoi n'y aurait-il pas un seuil de richesse ? »*.

L'idée a rempli d'effroi les vrais riches de l'Inde (ceux qui ne déclarent pas ou peu de revenus), mais ils se sont rassurés. Un tel chambardement suppose une longue réflexion et, de toute façon, l'admirable complexité de la bureaucratie indienne permettra toujours de frauder.

Les riches donc, ces non-personnes, existent, on peut même les rencontrer : *« Appelez-moi « KC » et reprenez-donc un toast au camembert avec votre Black Label. »* « K. C » Anand, du groupe Anand (six sociétés, 10 usines, 1 milliard de chiffre d'affaires), est représentatif d'une certaine catégorie de gens riches, les hommes d'affaires de Delhi, souvent originaires du Penjab.

K. C. est songeur : *« Il y a des milliers de gens dans ce pays qui, ce soir, n'ont rien à manger, et moi j'allume un troisième climatiseur dans la pièce... »*. Un silence, puis il enchaîne : *« Je crois profondément au « karma », à la réincarnation. Si vous faites ce qu'il faut dans cette vie, la vie future ne peut pas être mauvaise. »*

« Lui » donne « 87 % » de ses revenus au fisc, ce qui lui laisse de quoi vivre : *« Disons que tout ce que je veux, je peux l'acheter, l'argent n'est pas un problème. »* Grand collectionneur de voitures anciennes, K. C. n'hésite pas à emmener ses amis dîner dans un restaurant chic, à bord d'une superbe décapotable des années 30. Ce faisant, il est l'un des acteurs de la grande révolution de l'argent en Inde.

Apre compétition

La richesse désormais s'affiche. Shobha Dé, « locomotive » de la haute bourgeoisie de Bombay, épouse d'un riche homme d'affaires, explique ce qui s'est passé : *« Après l'indépendance, les riches étaient suspects. Gagner de l'argent était presque illégitime, vulgaire, les riches étaient assimilés à l'oppression du système colonial. »*

Un philosophe, Vijay Pillai, précise le phénomène : *« Avant, il y avait une accumulation de richesse sans modernité, sans ostentation et sans dépenses. Aujourd'hui on achète ce qu'il y a de mieux et on ne craint plus de le montrer, au contraire. »* Le modèle a bien changé, depuis l'héritage spirituel du *« fakir demi-nu »*, le Mahatma Gandhi, c'est-à-dire le culte de l'austérité. *« Si vous voulez suivre un mode de développement « gandhien »*, ajoute Vijay Pillai, *il faut que les gens soient persuadés de la nécessité de celui-ci. Or, aujourd'hui, les Indiens veulent consommer. »*

Cette évolution ne s'est pas faite sans imprégner profondément la mentalité collective et aussi les rapports sociaux. *« La compétition pour l'argent est devenue âpre*, note Anuroop Singh, de l'American Express, *ce qui signifie que la morale est de plus en plus élastique. Cette religion de la richesse entraîne la disparition des valeurs d'honnêteté et d'intégrité. »* La fraude constitue en effet un manque à gagner considérable pour l'économie indienne. Le ministre des finances, Madhu Dandavate, estime que *« l'argent noir en circulation représente 800 milliards de roupies »*.

Amaresh Bagchi, directeur général de l'Institut national des finances publiques, a calculé que l'« économie illicite » s'élève à 468 milliards de roupies, soit 48 % du PNB. Pour le reste, il est sans illusions : *« Il est impossible d'avoir une idée de la distribution de la richesse dans ce pays. Aucune information sérieuse n'est disponible. Ce qui paraît certain c'est que l'écart entre les pauvres et les riches s'accroît. »* Tout aussi réaliste, R.S. Rathore, directeur général des impôts, résume la situation : *« L'économie indienne, pour l'essentiel, se passe dessous la table. »*

8 millions d'Indiens (sur 830 millions d'habitants) paient l'impôt sur le revenu dont le produit ne dépasse pas 50 milliards de roupies. La fraude fiscale représente, selon les experts, entre 50 et 80 % des revenus déclarés. Quelques-uns cependant ne parviennent pas à passer au travers des mailles du filet. Ils figurent alors au tableau d'honneur de la richesse.

Ashwani Khurana, vingt-neuf ans, roi de la loterie, est « numéro un » des plus gros contribuables de l'Inde. Ce jeune homme a réglé rubis sur l'ongle 20 millions de roupies d'impôt en 1988-1989, soit exactement la moitié de son revenu. Mais les vrais riches sont plus discrets.

Ce sont les « grandes familles » : Tata et Birla bien sûr, des noms synonymes d'empires industriels, mais aussi, un peu plus loin, Goenka, Modi, Thapar, Bajaj, Mafatlal, Mahindra, d'autres... Ceux-là se situent à l'étage noble de la pyramide des riches, encore qu'il y ait bien des différences entre des « aristocrates », comme les Tata et les Birla, et les grands carnassiers comme les Chhabria (établis à Dubaï), Hinduja (établis à Londres), Ambani et Wadia, spécialistes des raids boursiers et des rachats d'entreprises à la hussarde, parfois sur fond de scandales politico-financiers.

de New-Delhi
LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 14

(1) Elle s'applique à partir d'un seuil de 250 000 roupies. Le maximum de taxation est de 2 %. Plusieurs centaines de cas d'exemptions sont prévus...

CHRONIQUE

PAUL FABRA

La Bourse expliquée à Candide (2)

L'économiste américain Peter M. Garber, de l'université Brown à Providence (Rhode Island) fait penser – voir notre précédente chronique parue dans *le Monde* du 7 août – à un Voltaire au petit pied qui aurait écrit son *Candide* en étant dupe des pseudo-raisonnements du Dr. Pangloss. On avait bien le soupçon que, sous ses formules passant subrepticement du clair à l'obscur et fondées sur le comportement « rationnel » des investisseurs, l'hypothèse de l'efficience des marchés revient à postuler, dans toutes les circonstances envisageables ou effectivement réalisées, le meilleur des mondes financiers possibles. Avec la même jubilation que le maître à penser de l'infortuné Candide, Garber-Pangloss s'applique à confirmer que tel est bien le fin mot de l'histoire.

Pour faire de notre monde financier le meilleur des mondes rationnels possibles, il ne suffisait plus que d'étendre un peu plus l'élastique définition du rationnel. Dans son article intitulé *Famous Firth Bubbles* (Les premières bulles célèbres), Peter Garber s'y emploie à sa manière.

Sa thèse est la suivante : dans le jargon des économistes, le terme de « bulle » exprime un aveu d'impuissance. On l'emploie concurremment avec d'autres, tels que « panique », « krach », « crise », chaque fois qu'on se trouve en présence d'une évolution des cours jugée « inexplicable » au regard de la théorie économique. Qu'à cela ne tienne, notre paladin du marché rationnel a trouvé le moyen de ramener l'anomalie dans le giron de la science.

Plus besoin de classer à part les phénomènes apparemment aberrants si l'on adopte, comme il le fait, un point de vue exclusivement subjectif : *« Pour ma part,* écrit Garber, *j'inclus parmi les explications « raisonnables » et les facteurs fondamentaux du marché, l'attente d'une probabilité accrue de gros rendements. »* Quant aux raisons de cette attente, peu importe, selon notre auteur, son origine : il peut s'agir aussi bien d'une information économique authentiquement favorable, que d'une nouvelle et convaincante analyse de la rentabilité future, ou bien encore d'une manœuvre frauduleuse dans laquelle des initiés cherchent à tromper des investisseurs... Même si plusieurs de ces « perceptions » peuvent à la longue se révéler fallacieuses, les mouvements de prix qu'elles auront provoqués doivent être considérés comme des mouvements relevant du « fondamental » et non de la « bulle ».

En 1852, paraissait à Londres un livre (à ma connaissance jamais traduit en français) écrit par un certain Charles Mackay et qui connut à l'époque un grand succès. Son contenu était effectivement à la hauteur d'un titre évocateur : *Extraordinary Popular Delusions and the Madness of Crowds* (traduction libre : Extraordinaire attrape-gogos et folie des foules). Le livre a été réédité aux Etats-Unis après le krach de 1930 et de nouveau il y a quelques années.

Le sentiment tragique ou dérisoire de la vie échappant autant à Garber qu'à Pangloss, celui-là entreprend, à la manière de celui-ci, de donner une version rationnelle optimiste d'événements où Mackay, en bon observateur des choses humaines, voyait surtout la déraison à l'œuvre. Ainsi de l'extraordinaire tulipomanie qui se développa en Hollande aux alentours de 1625.

Du haut en bas de la société, on s'enticha des dernières « créations » des horticulteurs. Une spéculation effrénée s'empara du marché des bulbes les plus rares de novembre 1636 à février 1637. Pendant le seul mois de janvier, le prix de la variété la plus recherchée, le *Semper augustus,* fut multiplié par vingt-cinq. Un seul de ces bulbes coûtait aussi cher qu'une luxueuse maison (quelle différence avec la vente à prix d'or d'un ustensile de cuisine ayant appartenu à Andy Warhol ?)

Tout cela ne semble pas impressionner notre professeur américain. Plutôt que de voir dans cette spéculation hors du commun une bulle qui a fini par craquer, il préfère doctement observer qu'au cours des cinq années qui suivirent le déchaînement du marché, la baisse annuelle a été, en moyenne, de 32 %, guère plus que la dépréciation annuelle de 28 % constatée entre 1707 et 1739, année où le prix du *Semper augustus était* retombé aux environs de son prix de revient, soit à un prix vingt mille fois inférieur au cours le plus élevé atteint le 5 février 1637.

En guise d'introduction à sa relation des événements qui amenèrent le financier écossais John Law, à partir de janvier 1719, à entraîner pendant dix-huit mois aristocrates et bourgeois français dans la plus folle des courses à l'argent, Garber rappelle la « dynamique » spéculative qui peut naître de la pratique (frauduleuse) appelée « stratagème de Ponzi » : A, faisant miroiter des gains mirobolants aux yeux de B, vend à celui-ci une action 300 émise au nominal de 100 et, pour donner vraisemblance à ses promesses, il emploie une partie de son profit à verser à son acheteur de confortables dividendes. Du coup, C s'intéresse à l'affaire et on lui vend l'action au prix de 500.

Pour le professeur de Providence, *« puisque les pigeons (« pidgeons ») se sont déterminés d'après l'idée qu'ils se faisaient des facteurs fondamentaux du marché, on ne peut, dans ce cas non plus, parler de bulles ».* Le tout à l'avenant.

Law, en même temps qu'il offre en souscription des actions de la Compagnie des Indes, qui a reçu le monopole de tout le commerce extérieur de la France en dehors de l'Europe, fait mettre en circulation les moyens de paiement correspondant par la Banque royale sur laquelle il a aussi, par décision du Régent, la haute main. Il soutient publiquement que les titres de la Compagnie étaient un excellent investissement, à condition qu'on soit assez sage pour ne pas les vendre avant que ses promesses ne fussent réalisées.

La conclusion que tire Garber de l'aventure dénote, à sa manière, une grande lucidité sur la véritable nature de tout un pan de l'économie moderne. *« Le plan de Law était plus audacieux que les opérations normalement menées à Wall Street en ceci qu'il avait lancé une OPA sur toute la France. Mais le principe dont s'inspirait Law était que la finance vient en premier ; les opérations financières et l'expansion du crédit sont les forces d'entraînement de l'activité économique dans un pays moderne. Le projet n'a rien de fautif. Telle est, [en] effet, l'idée centrale qui se trouve dév[e]loppée dans la plupart des manuels [de] macro-économie et d'économie mon[é]taire publiés au cours des deux dernière[s] générations pour s'attaquer au problèm[e] du sous-emploi. »*

Fort de ces principes, Garber ne voi[t] dans la formidable spéculation qui s[e] développa, pendant la même ann[ée] 1720, en Angleterre sur le modèle de[s] agissements de Law en France, qu'un[e] occasion de plus pour justifier sa théori[e]. Le rachat par la Compagnie de la mer d[u] Sud de la dette publique britanniqu[e] s'était terminé par une faillite retentis[sante] : *« L'épisode est parfaitement com[]préhensible : là encore, les spéculateu[rs] sur la base des meilleures analyses disponibles, avaient évalué les prix au gré [de] leur opinion changeante sur les facteu[rs] fondamentaux du marché. »*

FIN

Inde : les nouveaux maharajas

Suite de la page 13

Les Tata ont un chiffre d'affaires d'environ 84 milliards de roupies, les Birla atteignent 53 milliards. Mais les multiples sociétés des deux groupes sont indépendantes les unes des autres, et leurs actifs –considérables – appartiennent en toute propriété à des « trusts charitables ». Individuellement, les membres des familles Tata et Birla ne possèdent rien, ou si peu...

La richesse, en Inde, est souvent l'apanage de communautés particulières, ethniques ou religieuses. Les plus renommés sont les Marwaris (Birla, Singhania, Goenka), des commerçants devenus industriels, originaires du Rajasthan, ensuite les Parsis (Tata, Godrej, Wadia), anciens émigrés de Perse de religion mazdéenne, enfin les Gujaratis, venus de l'Etat du Gujarat, et les Jaïns (*voir encadré*).

Marwaris et Parsis ont la réputation d'être travailleurs, économes, discrets et conservateurs. Ils ne se risquent pas dans les « parties », n'ont rien en commun avec les parvenus qui « flashent » dans les hôtels cinq étoiles, n'affichent pas un train de vie tapageur. Un sou, pour résumer, est un sou.

Sidarth Birla, trente-trois ans, vice-président de CIMMCO Limited, fils de S. K. Birla souligne : *« Les nouveaux riches gagnent de l'argent pour eux-mêmes, Nous, nous sommes responsables de nombreuses compagnies, de porteurs de parts, de milliers de travailleurs. Les gens qui ont été éduqués dans la richesse dépensent à bon escient, les autres dépensent pour dépenser. »*

Le procès est sans doute abusif mais, à Delhi au moins, les Penjabis sont devenus, *a contrario*, le symbole de ces nouveaux riches sans manières, qui « font de l'argent », roulent Mercedes, possèdent des « fermes » de luxe dans la banlieue de la capitale et achètent trop cher les tableaux des peintres à la mode.

Les nouveaux riches, ce sont également les « NRI », les Indiens non-résidents, devenus l'archétype de la réussite sociale des citadins. Ils représentent les nouveaux millionnaires de l'Inde, ceux qui, à Dubaï ou en Amérique, ont bâti des fortunes, et qui rentrent au pays pour y marier leurs enfants au cours de « méga-mariages », dont le coût peut atteindre plusieurs dizaines de millions de roupies.

Réussite sociale

Ce « boom » de l'argent remonte aux années 70, lorsque, dans une société encore empreinte du socialisme de Nehru, puis plus tard décomplexée et convaincue des charmes du capitalisme, grâce à Rajiv Gandhi, une multitude de nouveaux marchés se sont ouverts. De là date la fortune d'hommes comme Karsanbhai Patel, « inventeur » en 1976 d'une lessive « miracle », dont il produit aujourd'hui 500 tonnes par jour (chiffre d'affaires 3,5 milliards de roupies).

K. Patel est un riche « à la force du poignet » : 15 heures de travail par jour, pas de week-end ni de vie de famille. Mais tous ces riches (avocats d'affaires, producteurs et acteurs de cinéma) sont finalement des forçats de l'argent. Heureusement, il y a encore quelques milliardaires-esthètes et presque dilettantes...

Pranlal Bhogilal est de ceux-là. A Bombay, sa propriété abrite quelques-unes de ses deux cents voitures de collection, dont 36 Rolls Royce et Bentley. Il mène une vie de famille tranquille, au rythme du siècle précédent, entouré de sa femme, de sa fille de douze ans, de soixante domestiques, vingt chauffeurs, cinq mille tableaux, deux mille bronzes et, dit-on, des bijoux qui font pâlir d'envie toute la haute bourgeoisie de Bombay. Quand, dans sa Rolls Royce 1923 Silver Ghost, il descend en ville, l'humanité misérable des trottoirs de Bombay voit passer le dernier des « maharajas ».

Pour un Madhavrao Scindia, maharaja de Gwalior (Madhya Pradesh), qui, en décembre 1987, a fait couler beaucoup d'encre en mariant fastueusement sa fille Chitrangda à Vikram Singh, fils du Dr Karan Singh, maharaja du Népal, combien d'autres qui roulent en scooter ? Ni milliardaire ni pauvre, Brijraj Singh, fils du maharaja de Kohta (Rajasthan), a été presque « mis sur la paille » lorsque, en décembre 1971, l'Inde socialiste a aboli les *privy purses*, soit la liste civile et les privilèges princiers.

« Brusquement, plus rien, un gros trou dans votre porte-monnaie ! Cela a été la panique. Tout le monde a vendu à des prix bradés : les bijoux, les éléphants, les armes, les tableaux, les tapis, l'argenterie et le mobilier. Des gens de Sotheby's et de Christie's se sont précipités. Nous avions environ 500 domestiques. A Kohta, il en reste à peine 80 ! »

La famille Kohta peut tout juste se permettre de *« vivre bien, sans plus, de voyager, de recevoir »*, avec des revenus qui, si l'on comprend bien, frisent les 250 000 roupies par an. Brijraj Singh, pour autant, a abandonné la politique. Cela coûtait trop cher. *« Les gens s'imaginent que les maharajas ont des moyens illimités. Je me suis refusé à aller quémander de l'argent. D'autres princes l'ont fait. »*

La politique, pourtant, est aussi un métier lucratif. D'abord parce que business et politique sont intimement mêlés : les interventions politiques, comme partout, ont leur prix. D'un point de vue vestimentaire, les politiciens indiens sont les derniers vrais snobs, les seuls (avec les très pauvres et les nostalgiques) à porter comme un uniforme le khadi de coton blanc, comme le Mahatma, enfin presque : pour faire « chic négligé », il faut un khadi de qualité supérieure, à 60 roupies le mètre.

C'est à peu près tout ce qui rattache la majorité des hommes politiques indiens à l'austérité gandhienne – d'autant que le coton blanc s'accompagne bien souvent de mocassins Gucci et de montres Cartier. Et puis, à bord des avions qui emmènent les plus riches d'entre eux à New-York et Londres, le khadi est soigneusement plié dans un attaché-case ... pour le retour. En Inde, les riches, quel que soit leur statut social, ont un grand souci des apparences.

de New-Delhi
LAURENT ZECCHINI

Diamants en famille

Des yeux bridés dans un visage plat, les cheveux longs plaqués sur le cou, une chemise verte Givenchy, le pantalon blanc et moulant. Bien sûr, un « genre » m'as-tu-vu, fort éloigné de l'élégance très *british* des Birla et des Tata, mais Kishore Mehta ne porte pourtant aucun bijou.

Pas de « caillou » aux doigts ou de lourde montre en or massif, attributs presque obligés des Indiens qui ont vite et bien réussi. Pourtant, les cailloux, c'est son affaire : Beautiful Diamonds, qui pèse 400 millions de dollars par an et importe 2 tonnes de diamants, soit la bagatelle de 400 000 carats.

Des postes de télévision en circuit fermé surveillent le moindre recoin et, si l'on ne rencontrait pas brusquement une imposante statue de Ganesh, le dieu à tête d'éléphant, abondamment fleurie, on pourrait se croire chez n'importe quel diamantaire de Hongkong. *« Nous sommes très religieux. L'argent n'est pas essentiel dans la vie, la religion est plus importante. Le jaïnisme est bien plus strict que l'hindouisme. Je ne bois ni ne fume, et suis totalement végétarien. »*

Gem-Bel, dont Beautiful Daimonds est une filiale, possède des bureaux à New-York, Hongkong, Anvers, Tel-Aviv, Londres, Tokyo et Bombay. Tout est entre les mains de la famille : *« Dans le diamant, c'est obligatoire. C'est une question de confiance et de sécurité ».*

Cent familles environ, toutes ou presque du Gujarat, et les plus notables originaires du même village, Palanpur, et de même religion jaïn, contrôlent le commerce du diamant en Inde. Une référence : sur 95 millions de carats taillés et polis dans le monde, 59 millions le sont en Inde, pays où les exportations de diamants représentent 50 milliards de roupies.

« C'est mon père, que l'on appelle Papaji dans le monde des diamants, qui a eu la vision du rôle que l'Inde pouvait jouer dans le commerce des diamants. Il a commencé comme l'un des 500 000 tailleurs de diamants du pays et, à quatre-vingt-cinq ans, il travaille toujours dur. »

Fortune colossale

Résultat : une fortune colossale pour ses fils, mais Kishore, sur ce point, est très discret, avouant seulement *« juste une douzaine de voitures, quatre appartements à Bombay, mais nous faisons construire un hôpital de 250 lits, parce que nous avons beaucoup d'actions charitables dans la famille. C'est une question de tradition... »*

Le reste, ce sont les « indiscrétions » de la presse. La dernière réunion de famille, c'était en novembre dernier, l'un des fils de Kishore se mariait, avec la fille de Bharat Shah. Bharat Shah, c'est le « numéro un » du diamant en Inde, 500 millions de dollars par an, un homme qui parle d'égal à égal avec la De Beers.

Bon père, Kishore, pourtant peu dépensier d'ordinaire et conservateur de tempérament, avait fait les choses en grand. *« Nous avions organisé le mariage dans le stade de cricket de Bombay, qui était entièrement décoré, c'était superbe. Oui, j'avais environ 12 000 invités, dont 300 étrangers, parmi eux le secrétaire du roi de Belgique. Mais 35 000 personnes sont venues, par curiosité, et il y a eu beaucoup de bousculades. »*

« La presse a dit que ce mariage avait coûté 300 millions de roupies, c'est faux, ce fut beaucoup moins, au moins trois fois moins... Moi aussi j'ai constaté que l'on avait parlé de ce mariage dans le monde entier, je ne sais pas pourquoi. »

Bref, la démesure fut telle que Kishore a reçu une escouade de fonctionnaires du fisc devenus curieux, mais, insiste-t-il, revenus bredouilles. Kishore Mehta, bien sûr, ne fait pas partie des « gros » contribuables, puisque les exportations – équilibre du commerce extérieur oblige – ne sont pas taxées.

Ce mariage, c'était aussi pour des raisons professionnelles : dans le diamant, il faut se faire respecter, montrer sa « surface ». De toute façon, *« être reconnu comme quelqu'un d'important a plus de prix que la richesse ».* Beautiful diamonds...

L. Z.

La semaine prochaine
Italie :
Termini, terminus du rêve

Correspondance

A propos de l'île de Saint-Martin

A la suite du reportage sur la Guadeloupe paru dans Champs économiques *du 10 avril, Louis-Constant Fleming, conseiller municipal de l'île de Saint-Martin, nous écrit :*

« Depuis un traité du 23 mars 1648, cette île de 75 kilomètres carrés est partagée entre deux souverainetés : française (Saint-Martin) et hollandaise (Sint-Maarten). La partie Antilles néerlandaises (un tiers) a un statut qui la situe en dehors du territoire douanier de la Communauté économique européenne. Or, du fait de notre appartenance au DOM de la Guadeloupe intégrée de plein droit à la CEE, l'Acte unique devrait logiquement conduire à instaurer en 1993 une frontière matérialisée entre les deux parties de l'île, alors que jusqu'à ce jour elle n'a qu'une existence théorique.

» Non seulement cette situation sonnerait le glas de trois siècles et demi de relations privilégiées et de libre échange entre les communautés néerlandaise et française de l'île. Mais elle ne manquerait pas de provoquer une réorganisation de notre espace économique au détriment de la partie française de Saint-Martin (déplacement du commerce en zone néerlandaise, dégradation des conditions de concurrence).

» Des arrêtés du gouverneur de la Guadeloupe de 1850 et de 1862, un décret de 1947... et une longue tradition historique, notamment depuis le retrait de l'administration fiscale française en 1873, confèrent à Saint-Martin un statut de port franc. A ce titre notre île est exonérée de TVA, taxes sur les véhicules, taxes sur les carburants, taxes indirectes, et d'octroi de mer (taxe perçue sur les produits introduits dans les DOM, destinée à financer les investissements des collectivités locales).

» Cette dernière a fait l'objet d'une réforme par les instances communautaires, dans le cadre d'un programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des DOM (POSEIDOM), [qui] prévoit le remplacement de l'[octroi] de mer par une taxe spéciale [appli]cable indistinctement aux pr[oduits] introduits ou obtenus da[ns les] DOM. Mais ce texte ne fait [nulle]ment mention de l'exonérati[on de] cette taxe nouvelle, comme [c']était jusqu'alors le cas pour [Saint-]Martin en ce qui concerne l'[octroi] de mer !

» Or l'uniformisation qui [résul]terait de la mise en confo[rmité] avec les règles européennes [se]rait sérieusement atteinte à [notre] économie puisqu'elle augme[nterait] considérablement le coût d[es] produits importés (Saint-M[artin] importe quasiment tout ce q[ui est] nécessaire à sa vie quotid[ienne] – coût déjà très important [du fait] de notre double insularité ([mé]pole, Guadeloupe) – et cont[ribue]rait à accroître les risques d[e délo]calisation de notre ac[tivité] économique.

» Ces deux exemples co[ncrets] montrent combien l'appli[cation] uniforme des dispositions c[ommu]nautaires peut se révéler [totale]ment inadaptée au cas saint-[martí]nois. Il serait trop long d'ex[poser] ici les solutions envisagées [par les] élus locaux afin de préserv[er nos] droits. J'ai moi-même p[roposé] pour Saint-Martin un statut [de col]lectivité territoriale à statu[t parti]culier, projet économiquem[ent et] constitutionnellement viable[. Cette] modification institutionnel[le] mettrait à mon sens de leve[r l']ambiguïté liée à notre ap[parte]nance au territoire douanie[r euro]péen et notre exclusion de c[elui de] la France, solution de demi-[mesure] qui ne satisfait personne. »

ÉCONOMIE

BILLET

Dialogue de sourds pour un TGV

Nouvelle menace d'actions des associations provençales contre le TGV Méditerranée : le 18 août, à la fin de la semaine la plus calme de l'année, les anti-TGV bloqueront voies ferrées et routes – chacune selon des modalités variables – dans six départements : Bouches-du-Rhône, Gard, Drôme, Var, Vaucluse et Hérault. Pour les représentants de ces associations, soutenues par des élus locaux de tous bords, *«le projet Delebarre est mauvais»* et la concertation, en cours depuis plusieurs mois, est un leurre : aucun des tracés proposés ne les satisfait.

Côté ministère et SNCF (le bras technique de cette affaire), on continue à dire que les choix sont encore multiples, que rien n'est tout à fait joué, qu'on peut et qu'on doit encore causer, mais qu'il faut savoir si on veut ou non un TGV vers l'Espagne et peut-être, plus tard vers l'Italie. Et cette décision là est indubitablement de la responsabilité du gouvernement.

En fait, c'est le principe même d'une liaison ferroviaire à grande vitesse que les associations semblent mettre en cause, même si leurs responsables déclarent qu'ils n'y sont pas opposés. M. Fournier, président de la SNCF, affirme qu'il n'y a pas de *«solution miracle»* et que l'utilisation des *«couloirs ferroviaires existants»* est *«totalement impraticable»*, même dans les endroits où la courbure de la voie est suffisante pour un TGV, car les voies traversent des zones urbaines denses où les nuisances seraient très fortes (Le Monde du 10 août). Dans ce cas, aucune concertation n'est en effet possible et le dialogue de sourds risque de continuer.

On veut bien croire que le ministre de l'équipement et des transports recevra ces Provençaux en colère, encore que leur façon de demander audience ait de quoi agacer un membre du gouvernement. Mais qu'est-ce que cela changera? Il faudrait que ces associations aient en portefeuille un projet commun et précis de tracé, pour être crédibles. Jusqu'ici, leur unanimité semble bien le résultat négatif d'intérêts variés et sans doute divergents. Pour que le gouvernement tienne vraiment compte de leur point de vue, il faudrait que le front du refus se mue en force de proposition. Est-ce possible?

J. D

Les conséquences de la crise du Golfe

Les milieux financiers de Dubaï redoutent le marasme

Retraits massifs, spéculation sur l'or et le dollar créent de sérieux problèmes aux banquiers des Emirats. Toutes les transactions se payent cash, la plupart des affaires importantes sont gelées... et les places d'avion sont devenues rares.

DUBAÏ
correspondance

Les *dhows* sont à quai, dans la crique de Dubaï. A leur bord, les marins de ces boutres traditionnels du Golfe s'apprêtent à appareiller pour le port iranien de Bandar Khomeiny, comme si de rien n'était. Au plus fort de la guerre du Golfe, ils n'ont jamais interrompu leur navette entre l'Iran et Dubaï. L'économie de l'émirat, dont les réserves de pétrole seront épuisées dans une dizaine d'années, repose très largement sur ses activités de plaque tournante des échanges avec la République islamique.

Qu'il pleuve ou qu'il vente, les *dhows* embarquent pour Bandar Khomeiny du riz thaïlandais et de l'électronique japonaise. Ils en reviendront chargés de pastèques, de raisins secs, d'épices et de caviar iraniens. La crise actuelle les concerne à peine : tout ce commerce est fondé sur le troc entre marchands qui se connaissent de longue date et qui se font confiance. A défaut, les marchandises se paient cash.

A deux pas de là, l'ambiance dans le souk de Dubaï est sensiblement plus morose. Un début de panique a suivi l'invasion du Koweït par les soldats irakiens. Le sort du dinar koweïtien a particulièrement frappé les esprits : en une nuit, la monnaie qui était quelques heures auparavant *la plus forte devise de la région* s'est muée en un rectangle de papier sans valeur. On a aussitôt assisté à une ruée sur les guichets des banques. Indiens, Pakistanais ou Philippins sont venus en masse retirer les économies d'une vie de travail.

Dès le retrait effectué, ils se sont précipités chez les changeurs du souk pour les convertir immédiatement en dollars. Le mouvement a culminé jeudi matin, à la veille du week-end musulman : tant à Dubaï qu'à Abou-Dhabi ou Bahreïn, le cours du billet vert a flambé devant la pénurie. *« On ne trouve plus de dollars en ville. Du moins sous forme de billet »*, constate un banquier de Dubaï.

L'or est aussi le refuge de ces expatriés du sous-continent indien. Mais la spéculation va bon train. *« Pour l'instant, je ne vends ni n'achète. Les Suisses ont cessé de nous livrer l'or. Je refuse les chèques. Eventuellement, j'accepte de vendre de petites quantités d'or, mais uniquement contre du dollar »*, confie l'un des principaux marchands du souk de l'or de Dubaï, qui parie visiblement sur une montée des cours du métal jaune. Parallèlement, comme souvent en pareil cas, les particuliers stockent du sucre, de l'huile et de la farine dont les prix ont également flambé sur les marchés.

Les expatriés occidentaux ne sont pas en reste. S'ils sont moins nombreux dans les files d'attente des changeurs de devises du souk, ils ne sont pas les derniers à transférer leurs avoirs vers des cieux plus cléments. *« Depuis une semaine, les transferts de capitaux hors de la région de la part des particuliers ont été importants, à défaut d'être massifs »*, reconnaît un banquier basé à Bahreïn, principale place bancaire de la région.

Des crédits de plus en plus rares

Le problème des liquidités se pose également pour les entreprises. Le crédit s'est brutalement asséché, alors qu'il représentait près de 90 % de l'activité économique. A de rares exceptions près, les fournisseurs refusent à présent d'accepter des chèques de leurs clients. Tout doit se payer en liquide, même les commandes importantes. Quant aux banques, elles n'accordent de nouveaux crédits qu'avec la plus extrême circonspection. Dans ces conditions, les entreprises attendent pour reconstituer leurs stocks de voir le tour que vont prendre les événements.

Bref, au plan local, c'est le gel des affaires. Par ailleurs, si les contrats en cours continuent d'être exécutés, tous ceux qui étaient en négociations sont brutalement gelés. Depuis une semaine, les sociétés étrangères ont pratiquement cessé de dépêcher leurs représentants dans la région. Certains, de leur propre chef, se sont opportunément fait porter pâles à la veille du voyage.

D'autre part, de nombreuses entreprises installées dans le Golfe ont demandé à leurs cadres sur place de quitter la zone. C'est en particulier le cas des firmes américaines et japonaises. Ainsi, dès le début de la crise, les cadres américains de la toute nouvelle usine Coca-Cola d'Al Aïn, aux Emirats arabes unis, ont été priés de se replier sur Chypre.

Les consulats occidentaux tiennent un discours ambigu à leurs ressortissants. Tout en insistant sur l'absence de danger pour l'instant en Arabie saoudite, à Qatar, Bahreïn ou aux Emirats arabes unis, les services consulaires invitent les expatriés à envoyer à l'étranger leurs familles. Les personnels qui ne sont pas strictement indispensables à la marche de leur entreprise reçoivent le même conseil.

Nulle part, cependant, on n'a observé de panique parmi les expatriés, en nombre réduit en cette période de l'année où nombreux sont ceux qui quittent la région afin d'échapper à une éprouvante chaleur.

Pourtant, depuis le début de la crise, il est devenu très difficile de trouver une place à bord d'un avion en partance de Bahreïn, Abou-Dhabi ou Dubaï. La pénurie de sièges disponibles s'est accentuée du fait que les Occidentaux qui ont évacué l'Arabie saoudite ces derniers jours comptaient souvent prendre une correspondance dans un aéroport des émirats voisins.

Il n'y a donc pas exode, mais départ en nombre des expatriés vivant dans le Golfe. Il est trop tôt pour apprécier son impact économique. En premier lieu, parce que tout dépend de la durée de leur absence. Ensuite, parce que ces étrangers occidentaux et japonais sont le plus souvent chargés de négocier de nouveaux contrats, et non plus de faire tourner l'économie locale comme c'était encore le cas voici quelques années. Les monarchies du Golfe disposent à présent de cadres techniques et commerciaux formés aux meilleures universités européennes et américaines. C'est la raison pour laquelle le départ de personnels étrangers qualifiés n'a pas eu d'incidence sur la production pétrolière des Emirats arabes. En revanche, leur absence risque de sévèrement pénaliser la prospection.

Néanmoins, l'insistance même des journaux du Golfe de langue anglaise à rassurer les ressortissants étrangers traduit l'inquiétude des autorités locales quant à l'image de leurs pays parmi les hommes d'affaires étrangers. Depuis plusieurs jours, le *Khaleej Times* de Dubaï ne manque pas une occasion de flétrir la couardise de certains expatriés dont la *« naïveté »* ne profite qu'aux spéculateurs. A plusieurs reprises, les banques centrales de la région, notamment à Bahreïn et Abou-Dhabi, ont tenu d'inhabituelles conférences de presse visant à rassurer l'opinion sur la solidité tant de leur monnaie que de leur système bancaire.

La liste noire de Washington

Pourtant, le problème des liquidités va se poser avec acuité pour certaines institutions financières du Golfe. A commencer par celles dont le capital est en partie détenu par des intérêts koweïtiens. Certes, les Etats-Unis ont accordé un délai de grâce : ces établissements (1) ont jusqu'au 18 août pour apporter la preuve qu'ils ne sont pas contrôlées à plus de 50 % par les Koweïtiens. A cette condition, ils peuvent espérer être retirés de la liste noire dressée par Washington. Mais même après cela, il leur restera à convaincre leurs partenaires habituels qu'ils ne risquent rien à traiter avec eux. Les banques dont la raison sociale comporte le nom du Koweït risquent d'en souffrir tout particulièrement.

Selon une source bancaire à Bahreïn, certaines institutions financières pourraient connaître de très sérieuses difficultés de trésorerie à la fin du mois, lors de la compensation. Néanmoins, la communauté bancaire est convaincue que les autorités financières de la région feront le nécessaire pour donner un ballon d'oxygène aux banques en difficulté. Une étroite coordination s'est mise en place entre les instituts d'émission des monarchies du Golfe, afin de parer à toute crise de liquidités. D'ores et déjà, la SAMA (Saudi Arabian Monetary Agency) aurait donné à certaines banques les assurances nécessaires.

Reste que si les autorités locales peuvent en effet apporter la souplesse requise pour éviter la banqueroute à certaines banques locales, il sera autrement plus difficile de faire en sorte que les capitaux évaporés reviennent s'investir dans la région. *« Par nature, le capital est peureux*, note un banquier occidental. *Or, la confiance dans la stabilité des pays du Golfe vient d'en prendre un coup terrible. »*

OLIVIER DA LAGE

(1) Les Etats-Unis ont défini quatre catégories. Les avoirs koweïtiens relevant des catégories 1 et 4 sont d'ores et déjà gelés. Les catégories 2 et 3 feront l'objet d'une décision le 18 août.

□ **M. Brady prévoit un taux de croissance voisin de zéro aux Etats-Unis.** – La crise du Golfe risque de réduire de moitié le taux de croissance déjà très faible des Etats-Unis, le ramenant *«à presque zéro»*, a indiqué M. Nicholas Brady dans un entretien publié dimanche 12 août par le *Washington Post*. M. Brady a cependant écarté l'éventualité d'une récession, soulignant que l'économie américaine est solide. Le secrétaire au Trésor a déclaré qu'il était urgent dans la situation actuelle de réduire le déficit budgétaire.

La Corée du Sud décide de se joindre à l'embargo

Plusieurs pays asiatiques, jusqu'à présent réticents à participer à l'embargo sur les importations de pétrole en provenance d'Irak et du Koweït, ont décidé à la fin de la semaine dernière de prendre des sanctions contre Bagdad. C'est le cas de la Corée du Sud et des Philippines. L'Indonésie, tout en évitant de condamner l'Irak, a annoncé, pour sa part, la suspension du commerce avec ce pays. Taïwan, enfin, qui se refuse toujours à décider l'embargo, a cependant suspendu certains achats de pétrole en provenance du Koweït.

TOKYO
de notre correspondant

La Corée du Sud, qui importe 11,8 % de son pétrole d'Irak et du Koweït, a décidé, à son corps défendant, de se conformer aux sanctions décidées par les Nations unies. La robustesse de son économie, qui traverse une phase d'ajustement délicate, doit lui permettre d'affronter des augmentations du prix du pétrole sans trop de dommage (*le Monde* daté 12-13 août). Elle se trouve pourtant dans une situation difficile.

Ses réserves s'élèvent à soixante-dix jours, ce qui est insuffisant compte tenu d'une augmentation de la consommation de pétrole de plus de 20 % l'année dernière, due à la fois au «boom» des ventes domestiques d'automobiles et à une reconversion du charbon vers le pétrole en matière de chauffage.

La Corée du Sud est confrontée à une détérioration de son commerce extérieur, conséquence d'une progression sensible de ses importations et d'un recul de ses exportations, la compétitivité des prix coréens ayant été entamée par une augmentation des coûts salariaux.

Au total, la balance des paiements courants a enregistré un déficit de 1,1 milliard de dollars au cours des six premiers mois. Dans ce contexte, le renchérissement du *prix du pétrole se fera douloureusement* sentir sur les comptes extérieurs. Un accroissement de 1 dollar du prix du baril entraîne une augmentation de 350 millions de la facture pétrolière annuelle. Charge d'autant plus lourde que les sanctions contre Bagdad risquent de se traduire par un sérieux manque à gagner : la Corée du Sud prévoyait d'exporter cette année pour 400 millions de dollars de produits vers l'Irak et le Koweït, et ses constructeurs avaient dans ces deux pays une dizaine de projets en cours de réalisation, d'un coût total de 2,3 milliards de dollars.

Economies d'énergie

Autre «petit dragon», Taïwan est resté pour sa part très prudent.

Les autorités n'ont pas décidé d'embargo sur les importations de pétrole du Koweït, qui représentent 17 % de ses approvisionnements (Taïwan n'importe rien de l'Irak). Chinese Petroleum Corp., monopole d'Etat, a simplement annoncé, au milieu de la semaine dernière, la suspension de la réception des livraisons en provenance du Koweït.

Taïwan est, en revanche, le premier pays à avoir décidé aussi rapidement de mettre sur pied un plan d'économies d'énergie, prévoyant notamment une diminution de 10 % de la consommation dans *les administrations et les entreprises* nationalisées.

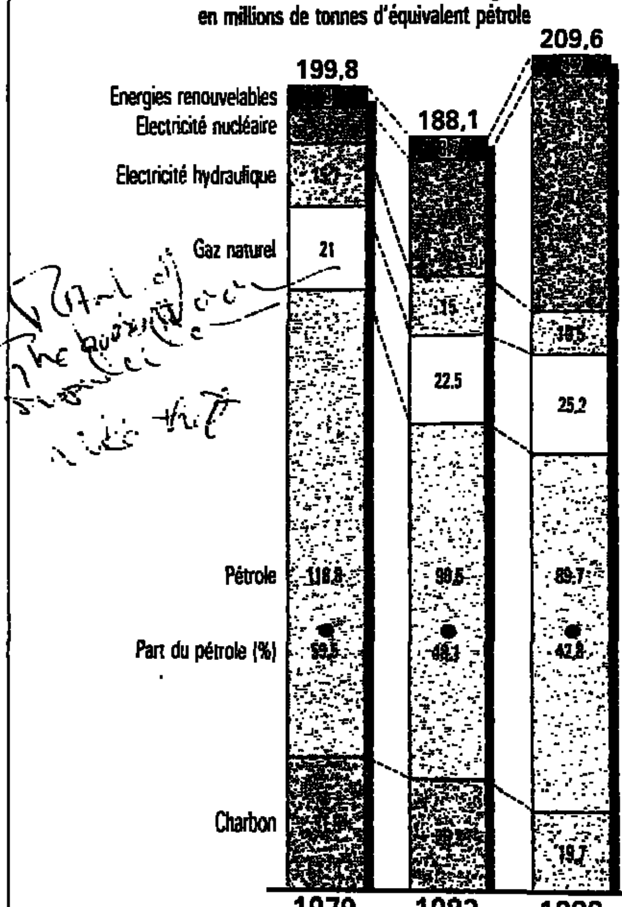
De même a-t-il été décidé de relancer la construction d'une quatrième centrale nucléaire. Le programme d'économies d'énergie prévoit également la suspension des exportations d'acier et de ciment, deux productions grandes consommatrices d'énergie. La construction de la quatrième centrale, commencée en 1983, a été retardée par des mouvements écologiques. Actuellement, les centrales nucléaires répondent à 13 % des besoins en énergie de Taïwan, qui a réduit en vingt ans de 71 % à 56 % sa dépendance à l'égard du pétrole.

Les Philippines, qui se sont également jointes à l'embargo, dépendent du pétrole importé pour 95 % de leurs besoins en énergie (contre 55 % en 1985) en raison de la chute de la production domestique. Plus d'un quart de ses approvisionnements en pétrole proviennent d'Irak et du Koweït. Avant même la crise du Proche-Orient, les Philippines souffraient d'une insuffisance en énergie et d'un déficit commercial, qui avait atteint le seuil alarmant de 1,5 milliard de dollars.

PHILIPPE PONS

Une France moins dépendante du pétrole

Evolution de la consommation d'énergie en France
en millions de tonnes d'équivalent pétrole



(Source : Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole.)

En dix ans, la France a réduit sa dépendance vis-à-vis du pétrole, qui ne représentait plus en 1989 que 42,8 % de sa consommation d'énergie (contre 59,5 % en 1979). Ce recul, ainsi que celui du charbon (moins de 10 % de la consommation nationale) a été compensé par une montée en puissance de l'atome qui alimente désormais 28,76 % de la consommation de l'Hexagone, la part du gaz restant à peu près stable (aux alentours de 10 %).

Selon le rapport annuel de l'OCDE

L'inflation assombrit les bons résultats de la Suisse

Malgré des signes de tensions plus prononcés sur le marché du travail et un taux d'inflation en forte augmentation, le rapport de l'OCDE consacré à la Suisse publié vendredi 10 août à Paris confirme les bonnes performances économiques de la Confédération pour l'année 1989.

Avec un taux de croissance de 3,1 % l'an dernier, l'activité soutenue de l'économie helvétique engagée depuis 1982 s'est poursuivie. Pourtant, tout laisse à penser que l'économie suisse risque de s'essouffler. L'OCDE souligne, en effet, que le fort *taux d'utilisation des capacités* dans l'industrie (92 % en 1989), le plus élevé depuis deux décennies, conjugué au faible taux de chômage (0,6 % de la population active en 1989) risquent de déboucher sur un ralentissement de l'activité dès 1990. A moins, bien sûr, que la reprise des investissements de capacité et de rationalisation observée en 1989 se poursuive encore cette année.

Une décélération du taux de croissance, associé à des taux d'intérêt élevés, permettrait toutefois à la Suisse de réduire son taux d'inflation qui l'année dernière grimpait à 5 % (contre seulement 1,9 % en 1988). Mais il faudrait pour cela, affirme l'OCDE, attendre le début de l'année 1991 : les taux hypotécaires qui déterminent en grande partie l'évolution du prix des loyers (comptant pour 1/5 dans l'indice des prix à la consommation) devraient encore augmenter sous l'effet du durcissement de la politique monétaire helvétique. Au premier trimestre de 1990, le prix des loyers affichait une hausse de 7 % par rapport à la même période de 1989.

Le durcissement monétaire décidé par les autorités au second semestre de 1988 et renforcé l'an dernier n'a pas porté ses fruits. Malgré une forte augmentation des taux d'intérêt sur le marché monétaire de ceux à plus long terme, le franc suisse s'est beaucoup déprécié depuis 1988. Les spécialistes estiment que la déréglementation des marchés financiers à l'échelle mondiale a réduit l'attrait de la Suisse par rapport aux autres places financières.

Forte progression des dépenses

Les exportations portées à 84,2 milliards de francs suisses en 1989 soit 335 milliards de francs français (en hausse de 5,3 % en volume par rapport à l'année précédente) ont bénéficié de la dépréciation de la monnaie helvétique. Les importations ont suivi un rythme voisin (5,5 %) pour s'établir à 95,2 milliards de francs suisses profitant de la forte demande intérieure. Aussi, le déficit commercial s'est-il creusé de 31 % par rapport à 1988. La Confédération affiche pourtant (grâce aux rentrées du tourisme et à l'augmentation des revenus de capitaux) un excédent de 9,7 milliards de francs suisses (38,6 milliards de francs français) pour la balance des paiements courants.

L'OCDE souligne, toutefois, que *l'avantage comparatif dont disposait* la Suisse en matière de produits à haute technologie tend à diminuer au profit de produit moins sophistiqués.

Les finances publiques sont elles aussi positives avec un excédent total de 5 milliards de francs suisses (20 milliards de francs français environ) du solde des administrations publiques. Toutefois, les autorités craignent une trop forte progression des dépenses à moyen terme, tandis qu'elles ne prévoient pas d'augmentation des recettes. Enfin, le Parlement étudie actuellement un projet de modernisation du système fiscal qui comporte deux volets principaux. L'introduction d'une TVA (en remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires) devrait faciliter l'imposition des services et supprimer la taxe sur les investissements en élargissant l'assiette à d'autres services, à la construction finale et à l'énergie. Le projet prévoit, en outre, une réforme du droit de timbre. Toutefois, pour qu'il soit adopté, ce projet devra convaincre la moitié de la population (en raison du système de référendum) et des cantons. Le système de référendum a jusqu'à présent toujours empêché le remplacement de l'impôt sur le chiffre d'affaires par une taxe sur la valeur ajoutée.

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

Les Japonais vont-ils relayer les émirs aux ventes de yearlings de Deauville ?

Après quatre années médiocres d'un chiffre d'affaires en baisse constante – 188,150 millions de francs en 1985, 105 millions en 1988, – les ventes de yearlings (jeunes chevaux pur-sang d'un an) en août dernier à Deauville avaient semblé retrouver un certain tonus : 131,5 millions de francs d'enchères publiques étaient enregistrées. Les éleveurs français, qui avaient souvent vendu leurs meilleurs étalons et poulinières à l'étranger, commençaient à réinvestir. Ils espéraient que la session 1990, du 18 au 26 août, avec cinq cent soixante sujets inscrits et sélectionnés, allait consolider la reprise des affaires. Hélas ! dépendant à 90 % des acheteurs étrangers, ils risquent d'être frappés de plein fouet par la crise du golfe Arabo-Persique.

Déjà, en juillet, le résultat des ventes de Keeneland, les plus importantes aux Etats-Unis, avait paru de mauvais augure aux observateurs : moins 11 % sur 1989. Les trois frères Al Maktoum (émirat de Dubaï) s'étaient montrés moins entreprenants que d'habitude. Or, ils représentent près de la moitié du total des enchères outre-Atlantique.

En moins d'une décennie, ils se sont constitué la plus impressionnante écurie du monde. Ils entretiennent plus de mille cinq cents chevaux à l'entraînement (il en naît à peine le double chaque année en France). Leur ambition avouée : remporter toutes les courses classiques sur tous les continents. Pour y parvenir, ils achètent les meilleurs poulains sur tous les rings. Le chef de famille, le cheikh Al Maktoum, occupe le poste de ministre des armées. C'est lui qui représentait au sommet arabe du Caire, vendredi 10 août. Ses frères occupent également des positions officielles gouvernementales.

Pour l'instant, ils n'ont pas pris de décision publique concernant le maintien ou la diminution de leur activité hippique. Ils continuent de faire courir de très nombreux chevaux, à Deauville notamment, mais il est certain qu'ils n'investiront plus publiquement ni nommément. Déjà des consignes de discrétion ont été données à Saratoga, la semaine dernière, pour d'autres ventes américaines assez importantes : aucun acheteur arabe ne s'est manifesté.

Cette éventuelle absence n'inquiète pourtant pas outre mesure M. Philippe Ogier, PDG de l'Agence française, organisme vendeur : « *Contrairement à ce que l'on croit parfois, nous sommes moins dépendants que les Américains des frères Maktoum. L'été dernier, ils n'ont représenté que 10 % environ de notre chiffre. En revanche, la baisse du cours du dollar – moins 30 % depuis un an – est pour nous beaucoup plus préoccupante. Cela dit, nous avons sur le plan technique des arguments positifs susceptibles de soutenir le marché. Un catalogue très homogène. La réussite des chevaux vendus l'an dernier. L'apport financier des courses d'or Piaget réservées à nos yearlings, qui peuvent ensuite gagner un prix d'un million. L'effort aussi de jeunes éleveurs qui, pour compenser l'exportation de nos juments, s'approvisionnent en Angleterre ou en Amérique en poulains « foals » de quelques mois de très bonne origine, payés moins cher à la naissance. Ils les « engraissent » ensuite en Normandie et les présentent en vente publique avec beaucoup de succès et un coquet bénéfice.* »

La fin du protectionnisme

M. Philippe Ogier poursuit sa démonstration : « *Malgré les événements, nous misons beaucoup aussi sur la présence maintenue des Britanniques, des Américains et surtout des Japonais. Après une période de protectionnisme, les courses et l'élevage redémarrent très fort sur l'archipel nippon, où nous avons d'ailleurs installé une antenne cette année et lancé une campagne de presse et de promotion au printemps dernier.* »

Mais les Japonais ne seront-ils pas eux aussi affectés par la nouvelle conjoncture mondiale ? Le courtier Patrick Barbe, l'un des premiers à avoir prospecté délibérément dans ce pays, ne le croit pas. Il assure ; « *Mes clients seront présents. J'en attends une bonne vingtaine. Ils viendront même accompagnés d'un jockey vedette de vingt ans qu'ils veulent faire connaître en France pour bien montrer la qualité de leurs compétiteurs. Chez eux, les sociétés réalisent d'énormes bénéfices et ont tout intérêt à les réinvestir pour obtenir ensuite des dégrèvements fiscaux. Contrairement à ce qui se passe en France, ils peuvent engager ces disponibilités de trésorerie dans le circuit hippique et faire courir leurs chevaux sous le nom de leur marque commerciale ou industrielle. Cette démarche est assimilée à de la publicité* ».

Ainsi, interviennent-ils en nom collectif ou particulier à des niveaux d'achat extrêmement élevés. On dit même qu'à Keeneland l'industriel Tomonori Tsurumaki, acquéreur des *Noces de Pierrette*, avait souhaité de la même façon s'offrir le cheval le plus cher du monde. Il avait donné à son mandataire des ordres illimités exécutés scrupuleusement. Il a été le seul à pouvoir contrecarrer les Arabes.

Egalement courtier, mais agissant surtout pour le compte d'Italiens, d'Anglais ou de Français, Robert Nataf (Agence Horse France) est, lui, très souriant. Résolument confiant alors que tous les professionnels font grise mine, il justifie ainsi son attitude : « *Evidemment, on peut envisager une certaine baisse des cours les plus élevés, mais elle peut donner l'occasion d'intéresser à nouveau des propriétaires d'effectifs moyens à de beaux et bons yearlings qui leur étaient devenus inaccessibles précédemment. Ils étaient complètement surcotés par la surenchère arabe ou américaine. Nous trouverons de la qualité à des tarifs raisonnables.* »

Des conséquences perverses

En effet, si la domination des courses européennes par la famille Al Maktoum et son grand rival, le prince saoudien Khalid Abdullah, a eu quelques effets bénéfiques, insufflant de l'argent frais dans le circuit français, enrichissant deux ou trois entraîneurs et éleveurs, pour la majorité elle a surtout eu des conséquences perverses. Elle a raréfié les partants. Elle a fait monter les prix d'achat, les coûts d'entretien et des pensions alors que les allocations stagnaient. Elle a découragé complètement les propriétaires français, réduits à la portion congrue, perdant chaque année plus de 50 % de leurs investissements.

A partir de samedi, le choc pétrolier sera certainement vivement ressenti à Deauville. Il ne faut plus s'attendre à des acquisitions de prestige spectaculaires, souvent injustifiées ensuite lorsque les poulains sont à l'entraînement. La potion sera peut-être amère, mais elle peut déboucher sur un nivellement du marché par le milieu. Plus sain. Plus transparent. Plus honnête.

GUY DE LA BROSSE

□ **Hausse de 76 % des bénéfices de WPP, premier groupe publicitaire mondial.** – Le premier groupe publicitaire mondial, le britannique Wyre and Plastic Products (WPP), a annoncé le 7 août qu'il avait réalisé 46,03 millions de livres de bénéfice (461 millions de francs) pendant le second semestre 1989, soit 76 % de plus que pendant la première partie de l'année. Les résultats prennent en compte, pour la première fois, l'activité du groupe américain Ogilvy and Mather, racheté par WPP en juin 1989. La croissance de WPP, qui a ravi à la fin de l'an dernier la première place mondiale à un autre groupe publicitaire britannique, Saatchi and Saatchi, s'explique par la croissance de ses activités en recherches, relations publiques, son expansion en Europe continentale et dans le Sud-Est asiatique, ainsi que par les bons résultats des groupes qu'il contrôle, comme Ogilvy (qui a accru son chiffre d'affaires de 11 %) et J. Walter Thompson (10 % de plus).

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

SOCIAL

Grâce aux gains de productivité

Le coût salarial unitaire a diminué de 1,5 % entre 1984 et 1988

Le coût salarial de la main-d'œuvre a progressé, en francs constants, de 1,6 % en moyenne par an entre 1984 et 1988, soit 0,3 point de plus que durant la période 1981-1984, selon une enquête de l'INSEE diffusée lundi 13 août. La durée moyenne du travail effectif (à l'exclusion des congés et des absences, mais y compris les heures supplémentaires)s'est allongée de 0,3 % ; l'augmentation du coût horaire du travail se ramène donc à 1,3 % par an, en francs constants.

Mais compte tenu de l'augmentation des gains de productivité (+ 2,8 % par an en moyenne) réalisés dans tous les secteurs à l'exception de celui des assurances, ce coût horaire de la main-d'œuvre a, en fait, diminué de 1,5 % par an.

Un salarié d'une entreprise de plus de dix personnes travaillant dans le secteur de l'industrie, du bâtiment, du commerce, des banques ou des assurances, coûtait, en moyenne par mois en 1988, 15 200 francs à son employeur, contre 12 050 francs en 1984.

En représentant 67,5 % du coût salarial global, le « coût direct », composé du salaire brut de base, de l'ensemble des indemnités versées directement aux salariés et des compléments salariaux (parmi lesquels, l'intéressement aux bénéfices), est resté pratiquement stable entre 1984 et 1988. Cette tendance marque un pallier par rapport aux années antérieures.

Ainsi, entre 1978 et 1984, le « coût direct » a régressé de plus de 2 points au profit des charges patronales qu'elles soient ou non obligatoires. Tandis que les charges obligatoires (27 % du coût salarial global) se sont stabilisées, le « coût indirect » a légèrement progressé, représentant 32,5 % du coût salarial global en 1988 (au lieu de 32,2 % quatre ans plus tôt).

Si le salaire brut de base constitue toujours, en 1988, près des trois quarts du « coût direct », son importance continue de s'effriter au profit, non seulement, des indemnités perçues par le salarié, mais surtout des compléments salariaux. Ces derniers se sont notamment gonflés avec le développement des formules d'intéressement et de participation aux bénéfices, jugées plus attractives, pour les employeurs, tant sur le plan fiscal que sur celui des exonérations de charges sociales.

Alors que le nombre d'accords d'intéressement recensés par le ministère du travail a quadruplé entre 1984 et 1988, les avantages en nature (également considérés comme des compléments salariaux) ont sensiblement régressé.

Les charges patronales obligatoires sont, pour leur part, demeurées stables représentant encore, en 1988, plus de 83 % du « coût indirect » de la main-d'œuvre. Toutefois, l'assiette des charges de sécurité sociale qui n'a subi aucun déplafonnement ni hausse de cotisations, s'effrite quelque peu (–0,6 % du coût global de la main-d'œuvre) au profit des autres charges obligatoires : chômage, retraite complémentaire, formation professionnelle.

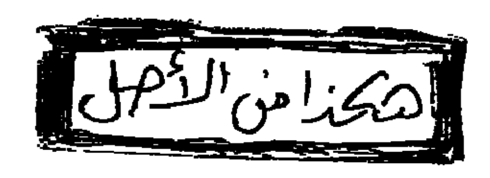
Parallèlement la part réservée aux charges patronales non obligatoires progressent de près de 3 % en quatre ans grâce, notamment, au gonflement des montants versés aux mutuelles et au titre de la formation professionnelle complémentaire.

Structure du coût de la main-d'œuvre de 1978 à 1988

En %

	1978	1981	1984	1988
Coût direct	69,9	69,3	67,8	67,5
– Salaire brut de base	55,8	55,0	51,9	50,6
– Compléments salariaux	8,4	8,5	9,3	10,1
– Ensemble des indemnités et part légale des congés payés	5,7	5,8	6,6	6,8
Coût indirect	30,1	30,7	32,2	32,5
– Ensemble des charges patronales obligatoires	25,2	25,9	26,9	27,0
– Ensemble des charges patronales non obligatoires	4,9	4,8	5,3	5,5
Coût global	100,0	100,0	100,0	100,0

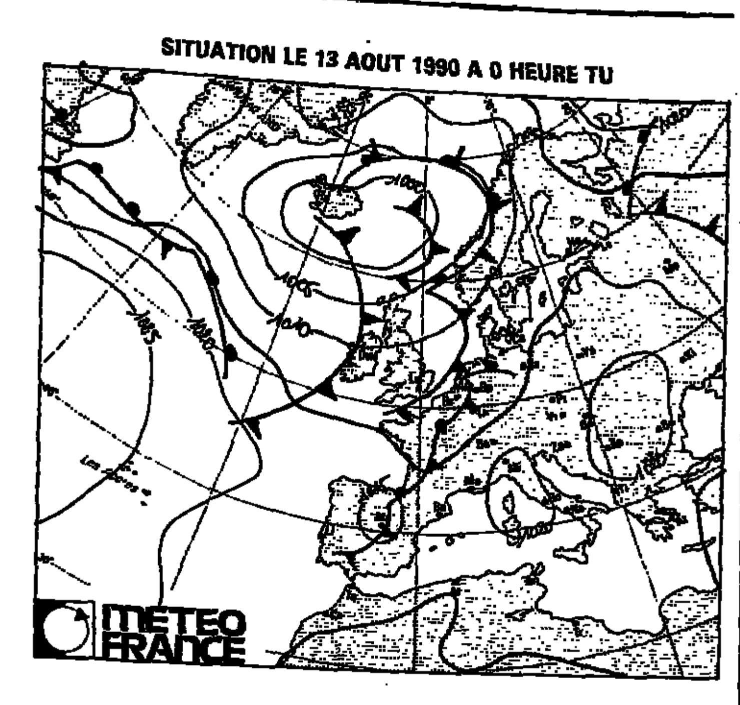
Champ constant : industrie, bâtiment, commerce, banques et assurances.
Source : Enquête INSEE-OSCE sur les coûts de la main-d'œuvre en 1988.



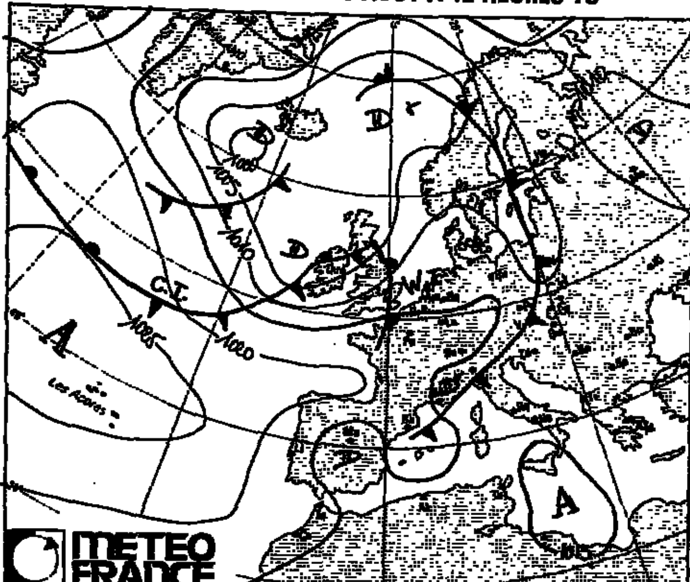
هكذا من الإمل،

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 AOUT 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 août à 0 heure et le mardi 14 août à 24 heures.

Le temps orageux persistera sur l'est de la France. Sur le nord-ouest du pays, le temps se dégradera avec l'approche d'un front froid. Les températures seront en baisse sur l'ouest du pays.

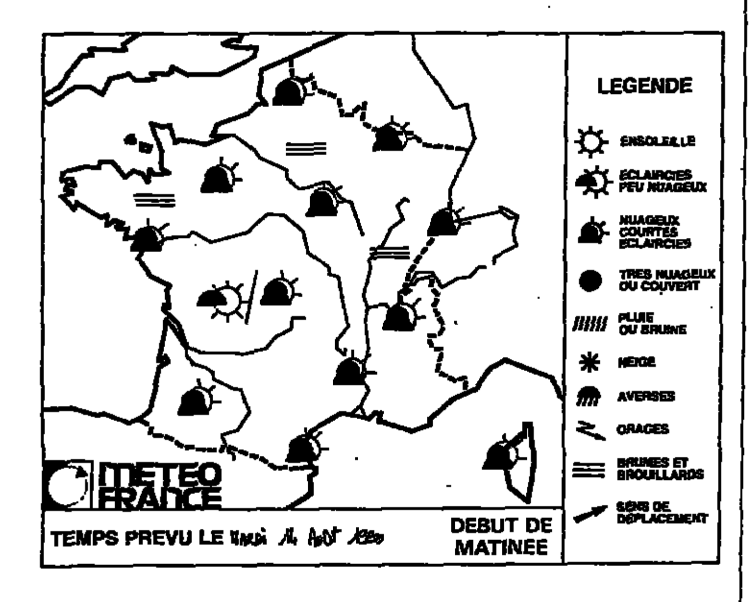
MARDI : couvert dans le Nord-Ouest, orageux sur l'Est.

Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel sera couvert avec de faibles pluies qui s'atténueront en fin de journée. Sur la Haute-Normandie et le Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera très nuageux le matin et de faibles pluies se produiront l'après-midi. Des Pays de la Loire au Poitou-Charentes et à la Picardie, le ciel sera très nuageux le matin, mais des éclaircies se feront plus belles l'après-midi. Des Pyrénées à l'Alsace, aux Alpes et au Sud-Est, le temps sera le plus souvent très nuageux et des orages pourront éclater par endroits. Sur la Corse le temps sera bien ensoleillé.

Les températures seront en baisse

Les minimales seront comprises entre 16 et 19 degrés sur le Nord et le Nord-Est, entre 13 et 16 degrés sur le reste de la moitié nord, et entre 17 et 21 degrés sur la moitié sud. Les maximales ne dépasseront pas 23 degrés sur le littoral de la Manche ; elles seront voisines de 23 à 27 degrés sur le Nord et la Bretagne et comprises entre 27 et 29 degrés sur le reste de la moitié nord ; sur la moitié sud, elles seront comprises entre 26 et 30 degrés.

Le vent sera faible d'ouest dominant sur la majeure partie du pays.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 13-8-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 12-8-90 à 6 heures TU et le 13-8-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	29	16	N
BIARRITZ	33	20	B
BORDEAUX	32	20	C
BOURGES	36	21	C
BREST	34	12	B
CAEN	27	12	B
CHERBOURG	22	14	B
CLERMONT-FER.	35	21	-
DIJON	33	18	P
GRENOBLE St-M-H	34	16	N
LILLE	32	16	N
LIMOGES	30	19	C
LYON	33	21	N
MARSEILLE-MAR.	28	20	-
NANCY	34	20	C
NANTES	31	14	N
NICE	27	20	N
PARIS-MONTS	35	20	N
PAU	34	18	N
PERPIGNAN	28	23	C
RENNES	31	14	B
ST-ETIENNE	33	17	N
STRASBOURG	34	18	O
TOURS	33	18	C
TOULOUSE	32	23	C
POINTE-A-PITRE	32	24	A

ÉTRANGER			
ALGER	33	20	D
AMSTERDAM	27	17	N
ATHÈNES	30	22	D
BANGKOK	33	25	C
BARCELONE	29	23	C
BELGRADE	27	13	D
BERLIN	30	16	D
BRUXELLES	31	18	N
LE CAIRE	31	21	D
COPENHAGUE	25	14	B
DAKAR	30	26	D
DELHI	35	27	C
DJERBA	29	22	D
GENÈVE	33	16	N
HONGKONG	29	28	D
ISTANBUL	26	21	D
JÉRUSALEM	29	18	C
LISBONNE	30	17	D
LONDRES	29	14	D
LOS ANGELES	23	18	D
LUXEMBOURG	33	19	O
MADRID	37	19	N
MARRAKECH	40	25	D
MEXICO	-	-	-
MILAN	31	18	C
MONTRÉAL	26	18	C
MOSCOU	22	14	C
NAIROBI	20	14	C
NEW-YORK	31	22	D
OSLO	22	15	P
PALMA-DE-MAL.	32	17	D
PÉKIN	31	22	P
RIO-DE-JANEIRO	22	18	D
ROME	29	18	D
SINGAPOUR	32	27	C
STOCKHOLM	22	13	C
SYDNEY	21	9	N
TOKYO	31	27	N
TUNIS	34	21	D
VARSOVIE	24	15	O
VENISE	27	18	N
VIENNE	30	15	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Japon (100 yens)	3 575	3 519	3 660	3 660	Pièce 10 florins	411	430

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

MARCHÉS FINANCIERS

Forte percée des ventes du Maroc, de la Tunisie et de l'Inde

Dégradation de la balance commerciale française de l'habillement au premier semestre

La balance commerciale des industries françaises de l'habillement affiche pour le premier semestre un déficit supérieur de un milliard de francs à celui des six premiers mois de 1989 (3,8 milliards de francs). La dégradation est due à une forte poussée des importations (+ 23 % à 12 milliards) que ne compense pas la bonne tenue des importations (+ 18 % à 8,32 milliards de francs).

L'Italie reste le premier fournisseur de la France, qui subit un déficit de 1,1 milliard de francs dans ses échanges avec la péninsule. Mais elle est talonnée par le Maroc, deuxième vendeur, dont les exportations vers la France ont progressé de 44 %, et la Tunisie, qui affiche une poussée encore plus spectaculaire (+ 55 %) et ravit au Portugal la place de troisième fournisseur. A noter également les succès des importations en provenance d'Inde (+ 32 %) et de Chine (+ 28 %), preuve que l'émotion soulevée par la répression dans ce pays résiste mal à l'attrait du commerce.

Les produits vendus par les deux pays du Maghreb sont essentiellement des pantalons de coton (genre jean), des chemises et des chemisiers. Les prix bas, et la délocalisation qui se développe depuis quelques années à l'initiative d'industriels étrangers profitant d'une main-d'œuvre bon marché, expliquent largement ces phénomènes. A l'Est, seule la Pologne a fortement accru ses ventes en France (+ 47 %) mais elle part de loin.

En revanche, les échanges avec les autres pays industrialisés sont loin d'être alarmants : les importations en provenance d'Allemagne ne sont en hausse que de 3 %, soit nettement moins que l'accroissement des ventes françaises à ce pays (+ 20 %). *« L'Allemagne n'occupe plus que 4,2 % du marché, ce qui devrait mettre un terme définitif au mythe de la percée germanique en France ! »* s'exclame-t-on à l'Union des industries de l'habillement en commentant ces chiffres. De même, les exportations vers le Japon progressent de 11 % à 551,6 millions de francs, et l'Italie, avec une croissance de 25 %, est le troisième acheteur dans l'Hexagone. Bien que les échanges soient largement positifs avec les Etats-Unis, ils se ressentent des phénomènes monétaires : les ventes françaises outre-Atlantique ne progressent que de 3 % (à 551,5 millions), alors que les achats sont multipliés par 2,5 (à 220, 8 millions de francs). A l'inverse, les ventes françaises à l'Espagne ont doublé.

Même gênée par les importations à bas prix, l'Union des industries de l'habillement est loin de sombrer dans le pessimisme et assure que l'excédent des échanges avec les pays industriels ayant des conditions économiques comparables à celles de la France, atteindra 3 milliards de francs au total en 1990. Une preuve, selon elle, que *« la mode française se vend bien »*.

F. V.

PRESSE

Avec le concours de Canal Plus, des Editions mondiales et du « Point »

Lancement de « l'Instant » second hebdomadaire belge d'information

Il y a deux ans, *l'Express* raflait l'hebdomadaire belge *Pourquoi pas ?* à la barbe de son concurrent *le Point* (*le Monde* du 1er décembre 1988). Mais le journal de M. Nicolas Seydoux n'a pas abandonné son projet de pénétrer sur le marché belge francophone. Il vient de décider de participer pour 10 % au lancement d'un nouvel hebdomadaire d'informations belge, *l'Instant*.

Mis en vente jeudi 6 septembre à 55 000 exemplaires, ce nouveau titre veut créer son propre lectorat et se défend de vouloir entamer la clientèle de son rival, *le Vif-l'Express-Pourquoi Pas ?*, résultat de l'opération de fusion intervenue entre l'édition belge de *l'Express* et *Pourquoi pas ?*. Pourtant, selon différentes études de marketing, les deux titres regroupés n'ont réussi à séduire que 30 % des fidèles de l'ancien *Pourquoi pas ?*, crédité d'une diffusion de plus de 50 000 exemplaires en 1988.

Pour son lancement, la société éditrice de *l'Instant*, la Newsxo SA, bénéficie d'un capital de 100 millions de francs belges (1,6 million de francs). Le premier actionnaire (50 %) est la holding belge spécialisée dans les médias, Investcom SA, dirigée par M. Michel Henrion, un proche du leader du Parti socialiste belge, M. Guy Spitaels. Investcom SA regroupe la Société régionale d'investissement wallonne, Canal Plus et Déficom SA, une société belge actionnaire minoritaire de Canal Plus Belgique. La filiale belge des Editions mondiales, les Editions francophones de Belgique (*Télé-Moustique, Gaël, Chances*, etc.), représente le second actionnaire de *l'Instant*, avec 40 %. Or les Editions mondiales sont elles-mêmes actionnaires du *Point* à hauteur de 10 %. Après avoir accepté de prendre 10 % du futur hebdomadaire belge, *le Point* a confié à M. Jacques Duquesne, son ancien PDG, la formation de la quinzaine de journalistes du nouveau *news magazine* et la coordination entre celui-ci et *le Point*.

Y.- M. L.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	2 août 1990
Total actif	669 670
dont	
Or	168 966
Disponibilités à vue à l'étranger	95 436
Ecus	48 681
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 498
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	51 083
Concours au Trésor public	38 520
Titres d'Etat (bons et obligations)	34 836
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	465
Effets privés	166 307
Effets en cours de recouvrement	25 757
Total passif	669 670
dont	
Billets en circulation	255 976
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	97 081
Compte courant du Trésor public	24 039
Reprises de liquidités	14 702
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 020
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	49 027
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	191 340

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,25 %
– Taux des avances sur titres	12 %

Hausse de l'encours des SICAV en juillet

L'encours des SICAV a augmenté de 0,37 % en juillet par rapport à juin, pour s'élever à 1 408,7 milliards de francs à la fin du mois, cette progression résultant une fois de plus de l'engouement dont bénéficient les SICAV monétaires.

Selon les statistiques d'Europerformance, l'encours des SICAV monétaires a progressé de 7,7 milliards de francs par rapport à fin juin, pour atteindre 719,3 milliards à la fin du mois de juillet.

L'actif des SICAV régulières (composé de titres de créances négociables et d'obligations) a gagné 1,9 milliard de francs pour atteindre 151,5 milliards. Les SICAV sensibles (principalement investies en obligations) ont progressé de 300 millions pour s'établir à 27,8 milliards.

L'encours des SICAV obligataires (françaises et étrangères) a augmenté de 1,5 milliard de francs, pour s'établir à 247,4 milliards de francs.

L'encours des SICAV actions (françaises et étrangères) a diminué de 6,2 milliards de francs en juillet, à 262,7 milliards, dont 3,5 milliards pour les seules SICAV actions françaises, dont l'actif représentait 139,2 milliards de francs à la fin juillet.

PARIS, 13 août ⬇

Nouvelle dégringolade

La montée des périls au Moyen-Orient après les déclarations successives du président irakien Saddam Hussein a plongé lundi les places financières dans un désarroi croissant.

A Paris l'indice CAC 40 a, dès l'ouverture, abandonné 2,39 %. La baisse n'a fait que s'accentuer au fil des cotations pour atteindre, vers 14 heures, près de 4 %.

Avec cette nouvelle chute, le recul dépasse les 14 % pour les trois premières séances du terme boursier.

Cette baisse s'est manifestée dans le « vide », les opérateurs s'abstenant de faire le moindre achat. Traditionnellement, la semaine du 15 août est la plus creuse de l'année.

Les milieux financiers craignent à présent que le conflit du Golfe *« ne traîne en longueur »*. Une situation que détestent les marchés.

La baisse du dollar, monnaie qui ne parvient pas à jouer son rôle de valeur refuge, préoccupe également les opérateurs. La situation économique aux Etats-Unis est responsable de cette faiblesse de la devise américaine.

Le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a déclaré que la crise du Golfe entraînerait une diminution de moitié du taux de croissance aux Etats-Unis, un taux déjà très faible depuis plusieurs semaines. Cette déclaration, avant la publication cette semaine de statistiques, dont celle concernant le commerce extérieur, trouble encore un peu plus les esprits.

Sur les marchés obligataires, les taux d'intérêt continuent à progresser.

A 14 heures, on relevait sur le marché RM moins de six hausses, toutes symboliques. Les écarts à la baisse se situaient pour les plus importants entre 5 et 10 %.

TOKYO, 13 août ⬇

Nouveau plongeon

La Bourse de Tokyo a effectué un nouveau plongeon lundi en raison de l'escalade des tensions au Proche-Orient. La chute *a été* sévère, l'indice Nikkei abandonnant 1 153,12 yens à 26 176,43 yens en clôture

Cette baisse s'est faite dans le vide, le volume des échanges étant faible avec 250 millions de titres négociés.

En cours de séance, l'indice Nikkei avait même pour la première fois depuis deux ans enfoncé le niveau des 26 000 points

La décision des Etats-Unis d'intercepter les chargements de pétrole irakien préoccupe les opérateurs qui redoutent l'incident.

Le marché obligataire était également orienté à la baisse, provoquant une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans a repassé la barre des 8 %.

VALEURS	Cours du 10 août	Cours du 13 août
Akai	835	770
Bridgestone	1 300	1 250
Canon	1 580	1 540
Fuji Bank	2 320	2 330
Honda Motors	1 520	1 520
Matsushita Electric	1 810	1 770
Mitsubishi Heavy	835	813
Sony Corp.	7 810	7 730
Toyota Motors	1 990	1 900

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Galeries Lafayette : négociation d'un bloc de titres à la Bourse.** – Un bloc de 119 970 titres, soit 10,2 % du capital des Galeries Lafayette a été négocié vendredi 10 août juste avant la clôture de la Bourse de Paris. Cette opération a été réalisée au cours de 2 010 francs. L'homme d'affaires néo-zélandais Ron Brierley, qui détient déjà 12,8 % du grand magasin parisien, avait déclaré, en mai dernier, qu'il pourrait renforcer sa participation dans ce groupe si les résultats de la société étaient bons. Or, certains analystes s'attendent à un bénéfice de 140 millions de francs en 1990 contre 117 millions l'an dernier.

□ **1450 emplois supprimés aux chantiers de Devonport.** – 1 450 nouvelles suppressions d'emplois seront nécessaires d'ici à 1991 aux chantiers navals de Devonport, près de Plymouth, (sud-ouest de l'Angleterre), a annoncé vendredi 10 août un porte-parole de l'entreprise. La société qui gère le Devonport Royal Dockhyard, privatisé en 1987, les plus importants chantiers navals travaillant pour la marine de guerre de Grande-Bretagne, a justifié la mesure par la baisse des commandes de la Royal Navy. Selon le nouveau plan, le nombre de salariés s'élèvera à 5 000 d'ici à 1991 au lieu de 6 450 comme prévu dans un précédent accord avec les syndicats et 13 000 en 1982.

□ **BPB Industries rachète la SAMC.** – La société britannique BPB Industries vient de racheter au groupe français Poliet, la SAMC et les plâtres Lambert pour 1,28 milliard de francs.

Cette acquisition, la plus importante jamais réalisée par BPB, ne comprend pas les activités liées au silicium de la société Bervialle.

Les deux sociétés produisent du plâtre et des blocs de gypse, utilisés pour l'industrie et la construction. BPB possédera ainsi le plus grand site de production de gypse d'Europe, situé dans la banlieue de Paris avec des droits d'extraction de plus de 140 millions de tonnes de gypse.

□ **TI Group réalise une acquisition de 240 millions de dollars aux Etats-Unis.** – TI Group, l'une des principales entreprises britanniques de construction mécanique, va acquérir pour un montant total de 240 millions de dollars (1,28 milliard de francs) le Groupe de technologie des composants fluides (FCTG), société américaine appartenant au groupe EG and G spécialisé dans les composants destinés à l'aéronautique, aux automatismes et à la pétrochimie. Pour sa part, FCTG qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 45,3 millions de dollars (235 millions de francs environ) produit principalement des systèmes de joints, valves et freins destinés au secteur aéronautique. Cette opération, qui reste soumise à l'approbation des autorités américaines, devrait encore renforcer les activités de TI Group aux Etats-Unis. Celles-ci représentent actuellement 40 % de son chiffre d'affaires.

□ **M. Robert Maxwell prend 10 % de *The Sunday Correspondent*.** – L'hebdomadaire britannique indépendant *The Sunday Correspondent*, qui prépare sa relance sur format tabloïd pour septembre, vient de recevoir le soutien financier de M. Robert Maxwell. Le Mirror Group prend en effet 10 % du capital de l'hebdomadaire et rejoint ainsi un club d'investisseurs où se côtoient déjà *The Guardian* (13 %) et *The Chicago Tribune* (17 %). M. Maxwell peut espérer aussi imprimer la nouvelle formule du journal sur ses rotatives. *The Sunday Correspondent*, dont la diffusion reste largement au-dessous des objectifs, avait négocié, sans succès, une association avec *The Independent*, dont le supplément dominical est, lui aussi, en difficulté.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	410	410	M2	280	
Asystel	105	...	I.P.B.M.	133	130
B.A.C.	189 20	194 80	Loca Investis.	336 20	335 10
Bque Tarneaud	168 80	...	Locamic	120	120
B.I.C.M.	840	840	Mann Comm.	161	167
Boiron (Ly)	361	361	Mitali Minière	218	201 10
Boisset (Lyon)	231 60	...	Molex	202	180
Câbles de Lyon	3120	3027	Navale-Delmas	1020	980
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1134	1132	Olivetti Logabax	580	555
Calberson	442	441	Ora Gest. Fin.	600	585
Cardif	580	563	Presbourg	90	90
C.E.E.	348	345	Présence Assur.	566	404
C.E.G.E.P.	265	255	Publ. Filipacchi	582	581
C.F.P.I.	272 50	270	Razel	632	610
Ciments d'Origny	620	606	Rhone-Alp. Ecu (Ly)	320	320
C.N.I.M.	1068	1026	St-H. Matignon	245	242 60
Codetour	276	275	S.C.G.P.M.	401	397
Comarug	321	315	Segin (Ly)	272	300
Conforama	1015	985	Select Invest (Ly)	108	108
Creeks	349	336	Serbo	404	400
Dafsa	210 50	...	S.M.T. Goupil	181 50	180 50
Dauphin	625	610	Sopra	286	204 50
Demachy Worms Cie	576	576	Supra	180	...
Desquenne et Giral	285	280	TF1	208	204
Devanlay	884	955	Thermador H. (Ly)	275	...
Deville	445	...	Unilog	184	184
Dollsson	170	164 80 d	Union Fin. de Fr	481	447 20
Editions Belfond	242 10	...	Viel et Cie	176	...
Elysée Invest.	14 50	14 05	Y. St-Laurent Groupe	956	930
Europ. Propulsion	385	378			
Finacor	197	...			
Gerosor	885	...			
GFF (group.fon.f.)	400	388			
Grand Livre	440	435			
Gravograph	220	215			
Guintoli	1105	1007 o			
I.C.C.	252	250			
IDIA	330	322			
Idianova	150 10	144 10			
I.M.S.	1157	1130			

Marché des options négociables le 10 août 1990

Nombre de contrats : 18 731

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	–	–	8,25	–
CGE	640	5	16	65	–
Elf-Aquitaine	760	6,10	22	–	–
Eurotunnel SA-PLC	50	4	7,60	2,30	3,60
Euro Disneyland SC	90	6	–	3,50	5
Havas	600	–	–	30	–
Lafarge-Coppée	400	–	35	20	20
Michelin	90	2,30	5,40	8	9
Midi	1 200	6	–	160	–
Paribas	640	2,10	10	90	–
Pernod-Ricard	1 500	8,50	–	–	–
Peugeot SA	640	28	55	33	–
Rhône-Poulenc CI	360	5	–	40	–
Saint-Gobain	400	5,50	16	39,10	37
Source Perrier	1 200	–	–	4	6
Société générale	520	10	–	10	–
Suez Financière	400	4,30	12	30	–
Thomson-CSF	110	3	7	11	13

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 10 août 1990

Nombre de contrats : 72405.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	100,06	100,16	100,12
Précédent	99,96	100,08	99,92

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
101	0,29	1,13	1,28	1,96

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,29 F ⬇

Le dollar était en net repli sur les places européennes lundi 13 août, s'échangeant à 5,29 F à Paris contre 5,3675 F à la cotation officielle vendredi 10 août. A Francfort, le billet vert perdait plus d'un pfennig à 1,5766. En revanche, le dollar gagnait près d'un yen à Tokyo à 150,65 yens dans un climat pessimiste marqué par la forte chute des cours en Bourse.

FRANCFORT	10 août	13 août
Dollar (en DM)	1,5975	1,5766
TOKYO	10 août	13 août
Dollar (en yens)	149,75	150,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (13 août)	9 3/8 - 1/2 %
New-York (10 août)	8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

	9 août	10 août
Valeurs françaises	85,50	85,50
Valeurs étrangères	89,70	90

(SBF, *base 100 : 31-12-81*)

Indice général CAC	481,94	485,00

(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)

Indice CAC 40	1 779,86	1 775,83

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	9 août	10 août
Industrielles	2 758,91	2 716,58

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	9 août	10 août
Industrielles	1 752,80	1 743
Mines d'or	203,70	207,40
Fonds d'Etat	77,98	78,29

TOKYO

	10 août	13 août
Nikkei Dow Jones	27 329,55	26 176,43
Indice général	2 056,88	1 993,84

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2935	5,2955	+ 75	+ 85	+ 160	+ 180	+ 570	+ 610
$ can.	4,6131	4,6188	– 163	– 123	– 292	– 236	– 595	– 465
Yen (100)	3,5124	3,5153	+ 61	+ 75	+ 118	+ 141	+ 300	+ 429
DM	3,3541	3,3569	+ 37	+ 52	+ 76	+ 97	+ 220	+ 260
Florin	2,9766	2,9794	+ 29	+ 41	+ 60	+ 79	+ 203	+ 240
FB (100)	16,3178	16,3341	+ 30	+ 161	+ 91	+ 303	+ 396	+ 969
FS	3,9876	3,9921	+ 14	+ 37	+ 39	+ 72	+ 167	+ 233
L (1 000)	4,5752	4,5809	– 71	– 41	– 134	– 93	– 393	– 320
£	9,9449	9,9540	– 485	– 408	– 841	– 783	– 2188	– 2051

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 15/16	8 3/16	7 7/8	8	7 7/8	8	7 7/8	8
Yen	7 3/8	7 5/8	7 1/2	7 5/8	7 3/4	7 7/8	7 7/8	8
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 15/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
Florin	8	8 1/2	8 5/16	8 7/16	8 3/8	8 1/2	8 9/16	8 11/16
F.B. (100)			9 1/16	9 5/16	9 3/16	9 7/16	9 3/8	9 5/8
F.S.	8 1/4	8 1/2	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9	9 1/8
L (1000)	8	9	10 3/4	11 1/4	11	11 1/2	11 3/8	11 7/8
£	14 7/8	15 1/8	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 13/16	14 15/16
F franç.	9 3/8	9 5/8	9 11/16	9 13/16	9 7/8	10	10 1/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 AOUT

Cours relevés à 14 h 26

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3670	C.N.E 3%	3730	3740	3735	+ 0 13
1103	B.N.P. T.P	985	1000	985	....
1190	C.C.F. T.P	1180	1180	1180	....
1122	Cr.Lyon. T.P	1120	1120	1120	....
1920	Renault T.P	1823	1839	1821	- 0 11
2030	Rhone Poul. T.P	1970	1970	1970	....
1135	Saint Gobain T.P.	1120	1120	1120	....
1230	Thomson T.P	1100	....	....	....
995	ACCOR	898	880	866	- 3 56
785	Air Liquide	702	687	681	- 2 99
1700	Als.Superm.	1630	1605	1601	- 1 78
520	A L S P I.	434 90	430	431 50	- 0 78
2340	Arjom. Prioux	1955	1865	1819	- 6 96
1060	AGF Sté Centrale	945	940	940	- 0 53
1060	Aux. Entrepr.	1001	980	986	- 1 50
365	Avenir H. Média	304	295	294	- 3 29
245	Axa Midi Ass.	215 50	215 50	209	- 3 02
280	Bafip	249	242 50	243 50	- 2 21
265	Bail-Equipem.	230 10	230	220 10	- 4 35
930	Bail Investiss.	886	889	890	+ 0 45
585	Bancaire	461 50	440	428	- 7 28
790	Bazar H.-V.	686	690	675	- 1 60
900	Beghin-Say	740	745	740	....
1260	Berger (M)	1280	1240	1235	- 3 52
650	Bic	598	600	589	- 1 51
890	B.I.P.	839	821	821	- 2 15
580	BIS	485	479 50	469 10	- 3 28
430	B N P (CI)	367	362	355 10	- 3 24
1080	Bollore Tech.	1000	981	975	- 2 50
3340	Bongrain	2990	2990	2940	- 1 67
1050	Bon-Marché	897	861	845	- 5 80
615	Bouygues	557	531	530	- 4 85
140	BP France	125	125	120	- 4 00
890	B S N	809	786	785	- 2 97
960	Canal Plus	922	900	890	- 3 47
485	Cap Gem.S.	423	402	409 70	- 3 14
3700	Carrefour	3300	3270	3220	- 2 42
146	Casino	128 50	120 50	121 60	- 5 37
110	Casino ADP	100 10	100	101 90	+ 1 80
1120	Castorama D.I.	960	960	945	- 1 56
230	C.C.F.	200	195	191	- 4 50
117	CCMC Ly.	111	115 90	110	- 0 90
490	C.D.M.E.	418	409	400	- 4 31
530	C.E.G.I.D.	406	400	405	- 0 25
265	Cerabati (Ny)	251	251	251	....
670	C.E.P. Comm.	605	590	580	- 4 13
350	Cerus	300	298	285 20	- 4 93
550	Cetelem	465	460	440 10	- 5 36
510	C F A O.	450 10	446 10	444	- 1 36
470	CF Int.	430	420	410	- 4 65
645	C G E	573	560	551	- 3 84
400	CGI Info.	339	333	326 80	- 3 60
1260	C G I P.	1016	1000	1013	- 0 20
570	CGP	565	556	550	- 2 65
970	Chargeurs S A	835	812	806	- 3 47
735	C I C A (M)	700	687	661	- 5 57
1740	Ciments franc.	1554	1525	1505	- 3 15
620	Club Méditer.	513	505	505	- 1 56
186	CMB Packa.	159	155	149	- 6 29
119	Codetel	120	118 10	118	- 1 67
335	Cofimag	325 20	303	310	- 4 67

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
755	Colas	612	605	620	+ 1 31
345	Cpt. Entrep.	270	267	255	- 5 56
1130	Compt Mod.	1026	1028	1006	- 1 95
290	Concept S.A.	286	278 80	275	- 3 85
420	CPR (Paris Rés.)	390	388	381	- 2 31
1280	Créd. Foncier	1109	1089	1070	- 3 52
805	Cr Lyon.(CI)	708	690	692	- 2 26
1490	Credit Nat.	1223	1180	1136	- 7 11
295	CSEE	285 10	279 90	269	- 5 65
3010	Damart	2900	2890	2860	- 1 38
510	Dassault Aviation	492	470	475	- 3 46
270	Dassault Electr.	262	268 90	268 10	+ 1 56
1850	De Dietrich	1510	1500	1450	- 3 97
210	Dév.P.d.C.(Li)	204 50	204 50	204 50	....
285	Dév.R.Sud-Est	289	261	287	- 0 74
515	D M C.	442	431	431	- 2 49
3790	Docks France	3260	3102	3160	- 3 07
755	Dumez	677	651	652	- 3 69
2640	Eaux (Gle)	2384	2340	2330	- 2 27
520	Ecco	456	455	435	- 4 61
1040	Electro-Finan.	979	956	978	- 0 10
700	Elf Aquitaine	699	685	685	- 2 00
500	- (Certific.)	499	491	489	- 2 00
1180	Epeda B.-F.	1010	999	961	- 4 85
2880	Essilor	486	487 90	481	- 1 03
1230	Essil.Int.(DP)	196	198	195	- 0 51
725	Esso	667	650	640	- 4 05
2030	Eurafrance	1565	1540	1540	- 1 60
2000	Eurocom	1812	1780	1760	- 2 87
97	Eurodisneyland	92 60	91 10	90	- 2 81
4150	Euromarché	3790	3700	3640	- 3 96
1260	Europe 1	1200	1170	1129	- 5 92
53	Eurotunnel	51 10	49 50	48 70	- 4 70
1700	Exor	1561	1561	1520	- 2 63
1680	Facom	1466	1466	1452	- 0 95
176	Finextel	175 10	175	175 60	+ 0 29
380	Fives Lille	296	285	281 50	- 4 90
2290	Fromager. Bel	1990	1985	1985	- 0 25
2000	Gal.Lafayette	1950	1900	1850	- 5 13
2180	G.A.N.	1965	1920	1913	- 2 65
495	Gascogne (B)	380	380	362	- 4 74
1540	Gaz et Eaux	1457	1400	1400	- 3 91
1240	Géophysique	1290	1275	1245	- 3 49
590	Gerland Ly.	530	526	520	- 1 89
850	Groupe Cité	770	750	750	- 2 60
1740	GTM-Entrep.	1580	1550	1545	- 2 22
1020	Guyenne-Gas.	925	890	886	- 4 22
310	Hachette	239	229 90	230 50	- 3 56
615	Havas	559	551	546	- 2 33
630	Hénin (La)	570	569	541	- 5 09
1120	Hutchinson	980	975	965	- 1 53
355	Imétal	307 50	303 50	300 50	- 2 28
116	Immob. Phénix	108 90	107 90	100	- 8 17
128	Ingénico	107	105 10	101 60	- 5 05
3710	Inst. Mérieux	3695	3695	3600	- 2 57
480	Interbail	456	456	454 80	- 0 26
1400	Intertechnique	1120	1110	1058	- 5 54
1040	J. Lefebvre	872	870	855	- 1 95

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1080	Labinal	1015	940	921	- 9 26
2800	Lab. Bellon	2530	2450	2400	- 5 14
485	Lafarge	398	390	386 50	- 2 89
1380	Lebon	1190	1185	1165	- 2 10
4500	Legrand	4070	4028	4000	- 1 72
2600	Legrand (DP)	2100	2052	2015	- 4 05
765	Legris Industries	653	630	621	- 4 90
800	Locabail Imm.	780	789	765	- 1 92
480	Locafrance	450	431	430 20	- 4 40
790	Locindus	780	774	773	- 0 90
445	Luchaire	443 10	456	437	- 1 38
4630	L.V.M.H.	3996	3905	3820	- 4 40
620	Lyonn. Eaux	542	534	517	- 4 61
335	Majorette Ly.	300	292	287	- 4 33
400	Mar. Wendel	363	363	361	- 0 55
350	Matra	297	298	290 50	- 2 19
6250	Merlin-Gerin	5450	5420	5400	- 0 92
148	Metaleurop	125 10	123	120 20	- 3 92
197	Métrologie In.	165	161 10	158	- 4 24
96	Michelin	82 20	79 90	81	- 1 46
1230	Midi (Cie)	1043	1024	1001	- 4 03
130	Midl. Bk Sa *	113	110	112	- 0 88
355	Min. Salsig (Ns)	388	386	392	+ 1 03
160	MMB	137	135	135	- 1 46
103	Moulinex	88	85 90	83	- 5 68
1580	Navig. Mixte	1450	1449	1401	- 3 38
187	Nord-Est	158	160	155	- 1 90
540	Nordon (Ny)	446 90	439	440	- 1 54
695	Nouv Galeries	645	630	625	- 3 10
750	Occid. (Gle)	665	660	649	- 2 41
1840	Omn. f. Paris	1650	1585	1580	- 4 24
360	Olipar	339	333 10	329	- 2 95
545	Oréal	518	505	485	- 6 37
635	Paribas	541	527	513	- 5 18
1580	Pechelbronn	1535	1510	1485	- 3 26
158	Pechiney Int.	130	126	122	- 6 15
320	Pechiney (CIP)	278	261 20	259	- 6 83
600	Penhoet	541	541	540	- 0 18
1130	Pernod Ricard	1061	1045	1048	- 1 23
730	Peugeot	631	608	607	- 3 80
505	Pinault	485	485	452	- 6 80
420	Plastic-Omn.	340	340	340	....
810	Poliet	520	501	498	- 4 23
1100	Prétabail-Sic.	1060	1070	1065	+ 0 47
725	Primagaz	650	642	640	- 1 54
660	Printemps	572	565	552	- 3 50
2100	Promodès	1890	1830	1836	- 2 86
595	Radiotechn.	514	508	496	- 3 50
220	Raff. D.Total	210	208	206 10	- 1 86
3020	Redoute (La)	2750	2741	2670	- 2 91
385	Rémy et Associés	359	349	341	- 5 01
485	R. Poulenc CIP	317	318	312	- 1 58
350	Rober Financ.	325	321	320	- 1 54
68	Rochette(La)	56 10	55	54 20	- 3 39
2310	Roussel Uclaf	2150	2120	2051	- 4 60
4450	R. Impé.Ly *	3850	3850	3780	- 1 82
198	Sade (Ny)	202	201	199 80	- 1 09
1700	Sagem	1556	1550	1500	- 3 60

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
555	Saint Gobain	441	432	419	- 4 99
1500	Saint Louis	1217	1205	1196	- 1 73
1560	Salomon Ly	1450	1435	1432	- 1 24
495	Salvepar (Ny)	479	478	475	- 0 84
1000	Sanofi	880	865	857	- 2 61
1770	S A T.	1858	1763	1750	- 5 81
335	Saul. Chât.	290	289 90	280	- 3 45
1630	Saupiquet (Ns)	1300	1275	1255	- 3 46
1020	Schneider	897	855	869	- 3 16
23	SCOA	19 90	19 70	19 45	- 2 26
1300	S.E.B.	1060	1080	1070	+ 0 94
480	Sefimeg	460	441 50	440	- 4 35
715	Sextant A.	595	580	574	- 3 53
1550	S F I M.	1365	1301	1305	- 4 40
285	S.G.E.	221 50	221	222	+ 0 23
550	Simco	563	560	550	- 2 31
960	St. Rossignol	990	990	972	- 1 82
1040	Sligos	930	925	915	- 1 61
565	Société Génér.	491	480 10	470	- 4 28
126	Sodexco(B)	126	123	123	- 2 38
161	Sodero(Ns)	152 10	153	159 20	+ 4 67
600	Sodexho	548	548	535	- 2 37
100	Sogenal(Ny)	96	96	93	- 3 13
495	Sogerap	470	460	445	- 5 32
1700	Som.-Allib.	1567	1550	1505	- 3 96
1470	Source Perrier	1430	1409	1410	- 1 40
685	Sovac	645	636	620	- 3 88
660	SPEP	570	580	524	- 8 07
755	Spie-Batignol.	588	559	545	- 7 31
1320	Strafor	1160	1141	1142	- 1 55
430	Suez	356 50	344	338 60	- 5 02
610	Synthelabo	548	531	530	- 3 28
104	Thomson	100	98	98 50	- 1 50
715	Total	629	610	605	- 3 82
118	- (certif.)	113	111	105	- 7 08
400	Trefimétaux	375	365	360	- 4 00
605	U.A.P.	505	490	480	- 4 95
405	U F B Locab.	356	351	350 10	- 1 66
1200	U I C.	1080	1085	1011	- 6 39
635	U I F.	579	580	580	+ 0 17
900	U I S.	835	836	835	....
850	Unibail	771	770	771	....
255	U.C.B.	220	219	219	- 0 45
560	Valéo	458	450	439 20	- 4 10
320	Vallourec	275	268 40	262 30	- 4 62
420	Via Banque	400	398	390 10	- 2 48
1450	Zodiac	1258	1230	1210	- 3 82
1230	Elf Gabon	1535	1560	1600	+ 4 23
143	Amax	134	131 10	131 10	- 1 47
167	Amer. Express	142 50	143	143	+ 0 35
205	A.T.T.	188	184 20	184 20	- 2 02
160	Anglo Amer.C.	165	169 90	170	+ 3 03
420	Amgold	478 50	505	505	+ 5 54
295	Banco Santander	250	241	241	- 3 60
940	B.A.S.F.	875	857	857	- 2 06
985	Bayer	873	855	855	- 2 06
83	Buffelsfont.	90	98	98	+ 8 89
111	Chase Manh.	104	99 20	99 20	- 4 62

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
127	De Beers	120 10	119	119	- 0 92
2750	Deutsche Bank	2519	2431	2427	- 3 65
1560	Dresdner Bank	1300	1340	1340	+ 3 08
83	Driefontein	70 20	74 80	75 60	+ 7 55
220	Du Pont-Nem.	208 60	197 50	197 50	- 5 32
215	Eastman Kodak	223 20	214 50	214 50	- 3 90
15	East Rand	24 50	26 40	28	+ 14 2
68	Echo Bay	72 95	75 60	75 60	+ 3 63
240	Electrolux	209	200	200	- 4 31
1220	Ericsson	1167	1120	1120	- 4 03
265	Exxon Corp.	280 50	275	275	- 1 96
240	Ford Motor	208	200 10	200 10	- 3 80
46	Freegold	58 30	62 90	63 40	+ 8 75
15	Gencor	15 50	15 70	16	+ 3 23
405	Gén. Elect.	362	350 10	350 10	- 3 29
270	Gén. Motors	220	210	210	- 4 55
545	Gén. Belgique	489	479	479	- 2 04
67	Gd. Métropol.	60 20	60 20	60 20	....
81	Guinness	74 10	73 50	73 50	- 0 81
24	Hanson PLC	21 10	20 95	20 95	- 0 71
37	Harmony Gold	47	60	60	+ 27 6
245	Hewlett Packard	198	196 50	196 50	- 0 76
53	Hitachi	44 85	43 10	43 10	- 3 90
930	Hoechst	850	838	838	- 1 41
99	Homestake	113 70	119	119 60	+ 5 19
114	Imp. Chemical	99	95 10	95 10	- 3 94
645	I.B.M.	559	541	545	- 2 50
315	I.T.T.	297 20	289	289	- 2 76
148	Ito Yokado	124 60	118 70	118 70	- 4 74
77	Matsushita	65	61 05	61 05	- 6 08
18 50	Maxwell	17 95	17 65	17 65	- 1 67
185	Mc Donald's	161 90	158	158	- 2 41
490	Merck	458	445	445 50	- 2 73
490	Minnesota M.	445	439	439	- 1 35
365	Mobil corp.	359	352	352	- 1 95
200	Morgan J.P.	193 50	188 30	188 30	- 2 69
33700	Nestlé	31950	31650	31650	- 0 94
1080	Nixdorf	1020	1000	1000	- 1 96
173	Norsk Hydro	191	194 90	194 90	+ 2 04
105	OFSI	129 80	143	144	+ 10 9
1930	Pétrofina	1911	1874	1874	- 1 94
275	Philip Morris	247	241	241	- 2 43
85	Philips	76 80	74 80	74 80	- 2 60
90	Placer Dome	93 50	97 70	97 70	+ 4 49
290	Quilmès	270	262	262	- 2 96
25	Randfontein	29 50	34 10	34 30	+ 16 2
440	Royal Dutch	439 30	435	435 20	- 0 93
56	R T Z.	52 50	53 90	53 90	+ 2 67
8	Saat.& Saatchi	6 90	6 50	6 55	- 5 07
45	St Helena	56 90	61 10	61 10	+ 7 38
350	Schlumberger	354	350	350	- 1 13
48	Shell transp.	48	48	48	....
2580	Siemens	2302	2231	2231	- 3 08
320	Sony	277	268 50	268	- 3 25
87	Sumitomo Bank	71	68 30	68 30	- 3 80
285	T.D.K.	231 50	218	218	- 5 83
52	Telefonica	45 60	45	45 10	- 0 88
38	Toshiba	32	31	31	- 3 13
480	Unilever	441	431 50	431 50	- 2 15
330	Unit.Techn.	283 50	270	270	- 4 76
385	Vaal Reefs	450	489 90	489 90	+ 8 87
330	Volvo	295	289	289	- 2 03
178	West. Deep	200 10	223 50	223 50	+ 11 6
255	Xerox Corp.	239 90	232	232	- 3 29
109	Yamanouchi	93 90	90	90	- 4 15
1 82	Zambia Cop.	1 82	1 85	1 85	+ 1 65

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	118	1 97
Emp.Etat 9,8%78	100	0 86
10,80% 79/94	101 75	10 14
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83	102 06	6 92
Emp.Etat 13,4%83	108 60	8 62
Emp.Etat 12,2% 84	104 05	10 32
Emp.Etat 11% 85	104 20	5 21
10,26% mars 88	100 30	4 32
OAT 10% 5/2000	99 63	2 13
OAT 8,9% 12/1997	99 90	6 59
OAT 9,8% 1/1996	99	5 23
PTT 11,2% 85	102 40	7 20
CFF 10,30% 86	97 95	5 20
CNB Bques 5000F	99 90	1 14
CNB Paribas 5000F	100 15	1 14
CNB Suez 5000F	100 15	1 14
CNE 11,5% 85	101 95	2 01
CNI 1/82 5000F	99 90	1 14
CNT 9 % 86	....	2 84
CRH 10,90% déc.85	101 60	6 07
CHARB FCE 3% 100	150	....
CNCA	1130 50	....
Cams	2001	....
CGE 6 janv. 89/98	543	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1316	1320
Applications Hydr.	1465	1450
Arbel	890	894
Astorg	310	320 80
Bains C.Monaco	1051	....
B.Hypoth.Europ.	350	350
B.N.P. Intercont.	259	260
Beghin-Say (C I)	580	....
Bénédictine	3960	3800 o
Blanzy Ouest	3407	3106 o
B T P.	95	91 20
Cambodge	797	....
Carbone Lorraine	980	985
Case Poclain	22 05	22 05
C.E.G.F (Frigor.)	422	406
Centenaire Blanzy	594	595
Cerabati	108	101
Champex Ny	137	....
CIC (CIP)	198	195
C.I.M.	822	822
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	610	581
Cofradel	1220	....
Cogifi	357	365

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comiphos	635	620
Cie Industrielle	6960	6760
Cpt Lyon Alemand	600	596
Concorde	380	850
Constr.Méc.Prov.	40	40
Crédit Gén.Ind.	400	400
Cr Universel (Cie)	649	623
Créditel	128	126
Darblay	750	737
Degremont	1475	1461
Delalande	2360	....
Delmas Vieljeux	4360	4360
Didot Bottin	1267	1260
Drouot Assu.	260	250
Eaux Bassin Vichy	2720	2639
Eaux Vittel	8240	988
Ecia	253	247 30
Electro-Banque	349	344
Elf Antargaz	1900	....
E.L.M. Leblanc	715	728
Eneli Bretagne	501	502
Ent.Mag. Paris	4006	4000
Etex (ex. Eternit)	2100	....
Europ Soutres Ind.	38	....
Finalens	310	310
F.I.P.P.	179	....
F.N.A.C.	2000	1920
Foncière (Cie)	740	762
Fonc.Lyonnaise	988	983
Foncina	584	550
Fougerolle	780	757
France I.A.R.D.	980	979
France SA (La)	1744	1692
From. Paul-Renard	2548	....
Gaumont	950	950
Genefim	316 20	312
Gévelot	599	576
G.F.C.	469 90	450
G.F.I.I.	317	315
Grds Moulins Paris	1540	1530
Groupe Victoire	1600	1615
G.T.I (Transport)	560	560
Immobail	380 50	380
Immobanque	786	765
Im.Marseillaise	6740	6700
Imm. Plaine-Monceau	500	500
Immofice	490 10	490 60
Invest.(Sté Cle.)	3280	3320
Jaeger	88	....
Lambert Frères	425	....
Lille Bonnières	1572	1600
Loca-Expansion	339	338
Localinancière	495	500
Locatel	264	264
Louis Vuitton	885	....
Louvre	4751	4700
Lucia	1931	1931
Machines Bull	53 40	54
Mag.Uniprix	182	....
Magnant	1170	940 o
Métal Déployé	595	550

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mors	159	159
Navigation (Nle)	273	271
Nozal	155	158
Optorg	365	354 10
Oréal (CI)	232	230
Origny-Desvroise	1400	1380
Palais Nouveauté	1150	1106
Paluel Marmont	670	659
Parfinance	202 80	208
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	226	221 30
Paris Orléans	265 50	272
Parthena Invest.	459	450
Paterelle (R)	1269	1148 o
Pathé Cinéma	1112	1112
Piper Heidsieck	2150	2180
PLM	350	....
Porcher	700	....
Promodès (CI)	900	....
Publicis	816	792
Rochefortaise	165	160
Rosario	290	280
Rougier	480	....
S.A.C.E.R.	598	580
S.A.F.A.A.	487	....
S.A.F.I.C Alcan	480	....
SAFT	1800	1810
Saga	220	212
Salins du Midi	628	614
Sanam	116 30	116 50
Savoisienne M.	167 10	....
S.C.A.C.	780	757
Senelle Maubeuge	455	440
S.Eaud.Part. (M)	171	....
Siac	810	786
Sinvim	424	....
S.I.P.H.	430	420
Sofal	767	750
Soffo	613	558 o
Sofical	1110	1085
Soficomi	635	630
S O F I P (M)	500	....
Sofragi	1600	....
Sophie-Bail	460	451
Sopagri	180	180
Soudure Autogène	915	900
Sovabail	514	520
Steeni	721	....
Suez (CIP)	333	325
Taittinger	4810	4800
Télémécanique Elect.	4700	4650
Testut-Aequitas	1042	....
Tour Eiffel	275 60	....
Uliner	1150	1048 o
U.T.A.	2222	2203
Vicat	410	400
Virgiprix	1669	1610
Vizex	177	176 70
Waterman	1500	1500
Maroc Sté Brasserie	250	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	954	860 o
Akzo Nv Sion	337	....
Alcan Aluminium	122	121 50
Algemene B.Ned.	100	100
American Brands	320	351 50
Arbed	759	730
Asturienne Mines	177 60	....
Banco Popular Espa.	473 50	473
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	35100	35100
Can.Pacifique	89 30	89
Chrysler Corp.	71	....
C I R.	19	20
Commerzbank	920	940
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	246 30	239
GBL (Brux Lamb.)	590	572
Gevaert	1225	....
Glaxo Holdings Ltd	66 80	73 50
Goodyear Tire	139	135
Grace and Co (WR)	143	138
GTE Corp.	155	....
Honeywell Inc.	530	515
Johannesburg	1445	....
Kubota	29 10	29 10
Latonia	310	310
Midland Bank	26	26
Noranda Mines	90	90
Olivetti priv.	17	17
pakhoed hold.	590	521
Pfizer Inc.	385	....
Procter Gamble	404	424
Ricoh	32	....
Robeco	277	273
Rodamco NV	222	222 50
Rolinco	271	265 50
Saipem	8	8
Sema Group	52 10	52
SKF Aktiebolaget	139	125 50
Tenneco Inc.	355	....
Thorn Electrical	67 20	67 70
Toray Ind.	22 60	22
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1650	1760
West Rand Cons.	17	17 20
Whitman Corp.	127	125

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	....
Buzzoni	815	....
Calciphos	210	210
C G H Cogedhor	100	....
C. Occid. Forestière	180	....
Chaufourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	610	....
Europ. Accum.	64 10	....
Gachot S.A.	96	....
Guy Degrenne	430	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	322 10	320
Métin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Particip. Percier	378 50	....
Rorento N.V.	174 20	173 50
St-Gobain-Emballage	2580	2373 o
Sema Metra	315	....
S.E.P.R.	1820	1522
Sidi	410	....
S.P.R. act. B	382 90	....
Uliner	380	....
Wonder	968	755 o

SICAV (sélection) 10/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1057 47	1031 68	Fructi-Association	30 31	30 31	Placement J.	6128 95	6114 72
Actions	223 51	217 53	Fructi-Capi	34 98	34 46	Placement Premier	5611 37	5600 17
Agepargne	790 59	756 55	Fructi Court	120506 34	120506 34	Pléiade	118 85	115 67
Agéplacement	6907 13	6907 13	Fructidor	230 92	227 21	Poste Gestion	55544 58	55544 58
[illegible]								

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 367	5 280	5 100	5 550
Ecu	6 971	6 965	....	....
Allemagne (100 dm)	335 760	335 540	324	344
Belgique (100 F)	16 310	16 309	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	298 180	297 850	287	307
Italie (1000 lires)	4 576	4 575	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	87 900	87 950	84	92
Gde.Bretagne (1 L)	10 017	9 973	9 500	10 300
Grèce (100 drachmes)	3 420	3 409	4 050	4 050
Suisse (100 f)	398 600	400 280	388	408
Suède (100 krs)	91 680	91 280	87	95
Norvège (100 k)	87 030	86 640	82	90
Autriche (100 sch)	47 722	47 692	46 200	48 500
Espagne (100 pes)	5 470	5 468	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 815	3 804	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 670	4 612	4 400	4 800
Japon (100 yens)	3 575	3 519	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/8
Or fin (kilo en barre)	67350	68900
Or fin (en lingot)	67850	68950
Napoléon (20f)	426	439
Pièce Fr (10 f)	375	.....
Pièce Suisse (20 f)	452	476
Pièce Latine (20 f)	427	423
Souverain	503	511
Pièce 20 dollars	2580	2560
Pièce 10 dollars	1320	1300
Pièce 5 dollars	850	.....
Pièce 50 pesos	2590	2645
Pièce 10 florins	411	430

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

La position de la France et la crise du Golfe

Des émissaires de la majorité et de l'opposition sont envoyés dans vingt-quatre pays « non alignés »

M. Michel Rocard avait émis, au conseil interministériel restreint réuni le 9 août, le souhait que la politique française face à la crise du Golfe fût expliquée dans diverses capitales, notamment arabes. M. François Mitterrand avait indiqué, qu'il avait *« eu au téléphone aussi bien le roi Fahd que le président du Yémen et le président Moubarak »* et que *« le ministre des affaires étrangères, le premier ministre par intérim* [M. Pierre Bérégovoy] *et, aujourd'hui, le premier ministre, M. Michel Rocard, sont, eux-mêmes, très occupés à entretenir ces relations avec les dirigeants arabes »*.

Lundi 13 août, l'Elysée a fait savoir que plusieurs membres du gouvernement et d'autres responsables politiques de la majorité, mais aussi de l'opposition, sont chargés d'aller exposer la position de la France à ses interlocuteurs « non alignés ». Mme Edwige Avice, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se rendra en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela ; M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, à Bahreïn, dans les Emirats arabes unis, à Oman et au Qatar ; M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, en Arabie saoudite et en Egypte ; M. Claude Cheysson, député européen, à Djibouti et auprès de l'OLP à Tunis ; M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, au Yémen. M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, au Pakistan.

M. Jean Lecanuet, président (UDF) de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, se rendra en Inde et en Turquie ; M. Jean de Lipkowski, député (RPR) de la Charente-Maritime, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande ; M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, en Algérie, au Maroc et en Tunisie ; M. Jean François-Poncet, sénateur (Gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, en Jordanie ; M. François Scheer, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, en Syrie ; M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, en Yougoslavie.

PÉROU

Des émeutes auraient fait cinq morts

Lima. – Le programme de réformes économiques draconien annoncé mercredi 8 août par le président Fujimori à une population déjà accablée par les hausses quotidiennes de prix et la pénurie de denrées alimentaires a suscité des émeutes qui ont fait cinq morts en vingt-quatre heures. Et seul l'état d'urgence, décrété sur presque tout le territoire, peut expliquer comment ces actes de violence, qui ont éclaté dans les bidonvilles de la capitale et certaines villes de province, ont été facilement contrôlés. Le « jeudi noir » qui a suivi l'exposé des mesures économiques, l'inflation enregistrée dans la journée a été de 136,5 %. A titre de protestation, les employés de banque devaient débrayer le 13 août, les employés de l'entreprise publique le 14. – *(Corresp.)*

Dans les Landes

Un incendie a détruit 2 000 hectares de pins

Un nouvel incendie dû à la sécheresse a éclaté le dimanche 12 août dans la forêt des Landes, à la jonction des départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne. Il a pu être maîtrisé au début de la matinée du lundi 13 août, mais cinq des cinq cents pompiers venus de tout le Sud-Ouest pour lutter contre le feu ont été blessés. L'un d'entre eux, assez sérieusement brûlé, a dû être hospitalisé. Deux mille hectares de pins sont partis en fumée, malgré l'emploi de plusieurs hélicoptères et avions bombardiers d'eau. Cet incendie a été vraisemblablement allumé par la foudre. De nouveaux orages secs étant annoncés sur la région, les pompiers craignaient, pour la journée du 13 août, d'autres départs de feux et les moyens aériens de lutte sont restés en alerte. Par ailleurs, en Dordogne et en Charente-Maritime, d'autres incendies de forêts, dont l'un allumé par un agriculteur de Jumilhac-le-Grand (Dordogne) qui faisait flamber des chaumes, ont détruit quelques hectares de bois.

COLOMBIE

La police a tué Gustavo Gaviria un des chefs présumés du cartel de Medellin

La police colombienne a abattu samedi 10 août Gustavo Gaviria, numéro trois du cartel de Medellin et cousin de Pablo Escobar, l'homme le plus recherché du pays, a rapporté dimanche l'agence de presse Colprensa. Plus de cent policiers d'élite ont donné l'assaut de la maison où se cachait Gaviria, non loin de Medellin, à 250 kilomètres au nord-ouest de Bogota. Une fusillade de quinze minutes a éclaté au cours de laquelle Gaviria a été tué, précise l'agence.

La mort de Gaviria est le coup le plus sérieux porté au cartel de Medellin depuis la mort d'un autre de ses dirigeants, Jose Gonzalo Rodriguez Gacha, abattu par la police en décembre dernier. C'est également un important succès pour le nouveau président, qui porte ironiquement le même nom de famille, Cesar Gaviria, et qui s'est engagé à renforcer la lutte contre la drogue en prenant ses fonctions, le 7 août.

Gustavo Gaviria, cousin et proche allié d'Escobar, le patron en fuite du cartel de Medellin, était considéré par la police comme le numéro trois du cartel derrière Escobar et son frère, Roberto. Sa mort pourrait provoquer un regain de violence en dépit de la trêve déclarée par les trafiquants. – *Reuter.*

□ **Les difficultés du groupe de presse australien Fairfax.** – Le groupe de presse australien Fairfax, éditeur de l'*Australian Financial Review* et de l'*Age*, ne parvient pas à se relever des conséquences du crack boursier de 1987 et d'un endettement de 1,7 milliard de dollars australiens. M. Warwick Fairfax qui avait pris le contrôle du groupe, il y a trois ans à la suite d'un conflit familial, doit aujourd'hui faire appel à divers investisseurs institutionnels pour renflouer la société. A l'issue de cette recapitalisation, la famille Fairfax devrait perdre le contrôle du groupe de presse.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 12-13 août 1990 a été tiré à 545 319 exemplaires.

Reprise de la hausse des cours du pétrole

Après un repli à la veille du week-end, les prix du pétrole brut ont repris leur progression, lundi 13 août, à l'ouverture des marchés. A Tokyo, les cours ont vivement augmenté, progressant d'un dollar à 26,60 dollars par baril. A Londres, la hausse est restée plus modérée : les cours du brent, le pétrole brut de référence de la mer du Nord, ont progressé de quelques cents, et cotaient 25,70 dollars par baril en fin de matinée, contre 25,47 dollars vendredi en clôture.

Après deux semaines d'affolement, l'inquiétude vis-à-vis de la situation militaire du Golfe, semble se tempérer et l'incertitude l'emporte. *« Le marché est dans l'expectative »*, notait un opérateur lundi. Les opérateurs guettent la mise en place concrète de l'embargo sur le pétrole irakien et attendent de voir si les producteurs de remplacement, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, vont ou non accroître rapidement leur rythme d'extraction.

Lundi, un pétrolier irakien attendait de charger à un terminal situé sur la mer Rouge en Arabie saoudite, au sud de Yambu. Le marché considérait cette initiative comme un test de la volonté des Saoudiens d'appliquer fermement l'embargo.

Lire nos autres informations page 15

CARTES POSTALES

Entre chien et loup

La journée qui s'achève a été belle à donner des regrets. Si le mont Lozère était un peu paresseux, le truc du Midi semblait tout proche, avec son chapeau plat de volcan auvergnat. Ni un pic, ni un mont. Un truc, c'est exactement cela.

La journée qui s'achève a été calme, au parc à loups. Des morceaux de viande que les gardiens balancent à la fourche au-dessus du grillage, aucun n'est tombé sur les pensionnaires. Ils ont appris à se méfier, il est vrai, de ce bombardement aveugle et à apprécier la trajectoire de l'os avant de se lancer.

Dans l'après-midi, il y a eu cependant un moment de tension, au quartier des Canadiens, quand un chien s'est promené le long des deux rangées de grillage. Le chien, semble-t-il, avait soif et il s'est approché d'un robinet mal fermé. Sur son rocher, le loup blanc prenait l'ombre des pins et il n'a pas bougé. Mais le chien s'est dirigé vers le grillage. Une bête assez ordinaire, sans hargne particulière, juste un peu excitée par ces odeurs étrangères.

Cela a été plus fort que lui, le loup, d'un seul coup, a bondi. Dans leur enclos, les Européens n'ont pas été surpris, ils auraient fait comme lui. Avant même de se heurter au grillage, le loup avait déjà compris. Il s'est ravisé, presque excusé. Et il est retourné sur son rocher, méditer sur l'acquis, l'inné et l'inutilité.

Mais le chien était suivi d'un homme. Un homme qui trouvait l'animal trop raisonnable pour un loup. Trop peu Gévaudan, trop peu mère-grand aux grandes dents. Et trop indifférent sans doute, car le loup, il faut bien l'avouer, ne l'avait même pas remarqué. Un homme qui a eu une idée d'homme. Utiliser le chien pour provoquer le loup.

Encouragé par l'homme, le chien s'est pavané. C'était l'envers de la fable. Le loup était enfermé et le chien sans collier. Le prisonnier avait beau connaître l'histoire par cœur, savoir que le chien, au premier tournant, serait de nouveau enchaîné, il a cédé. Il s'est rué vers le grillage, où seul le chien, bien-sûr, aboyait, puisque les loups n'aboient jamais. Vite, l'homme s'est lassé du spectacle, du grillage et de la voix de son chien, qui d'ailleurs avait soif. Les deux compagnons se sont éloignés. Le loup, longtemps, les a suivis de son regard oblique. Jusqu'au premier tournant.

La journée s'achève et c'est l'heure maintenant où les ombres s'accusent sur le causse de Sauveterre, l'heure où l'on frissonne toujours, bien que les rochers soient chauds, où l'on tait sa vie de chien, de loup, d'homme présumé debout. La journée a été belle, mais c'est l'heure maintenant où le soleil s'enfuit, l'heure où les loups hurlent de ne pas pouvoir le suivre jusqu'au truc du Midi.

Du parc à loups du Gévaudan (Lozère)
CORINE LESNES

Maire de Limoges depuis 1956

Louis Longequeue est mort

Louis Longequeue, sénateur (PS) de la Haute-Vienne, maire de Limoges, est mort d'un cancer, samedi 11 août, au centre hospitalier universitaire régional de Limoges. Il était âgé de soixante-quinze ans. Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, mais un hommage public et solennel devrait être rendu en milieu de semaine à l'homme qui, pendant trente-quatre ans, a géré sa ville en paternel autocrate.

LIMOGES
de notre correspondant

Louis Longequeue avait disparu de la vie municipale en mars dernier. La mairie était d'un mutisme absolu sur les raisons et la durée de cette absence, ce qui attisait, dans la ville et dans la région, les rumeurs les plus diverses. L'intérim était assuré par le premier adjoint au maire, M. Alain Rodet, député, qui, fin juin, avait apporté une première précision publique : la santé du maire, avait-il dit, était *« préoccupante »* (*le Monde* daté 1er-2 juillet).

Après un aussi long silence, le PS souhaite trancher très vite le problème de la succession. Tout devrait être réglé dans la semaine, avec la réunion du secrétariat fédéral, puis, mardi, une concertation avec la Rue de Solférino, suivie d'une assemblée générale des militants pour entériner la décision. Il semble acquis que la guerre de succession, qui alimentait la chronique politique régionale depuis plusieurs mois et opposait M. Rodet, jospiniste, au président du conseil régional, M. Robert Savy, lui aussi député, fabiusien, est aujourd'hui terminée à l'avantage du premier adjoint. Sur cinquante-cinq sièges au conseil municipal, la gauche en détient trente-neuf (trente socialistes et apparentés et neuf communistes), la droite onze et les verts cinq ; il n'y a donc aucune conjonction possible de démissions qui puisse entraîner un retour devant l'électorat, puisqu'il y faudrait le tiers des élus.

Louis Longequeue entre dans l'histoire d'une ville et d'une région qu'il incarnait assez exactement. Ce socialiste de toujours, auquel MM. Pierre Mauroy et François Mitterrand ont rendu hommage dans des messages rendus publics dimanche, était plus un « autonomiste » qu'un politique. Présenté plusieurs fois comme un possible ministre, il ne l'est jamais devenu. Il ne se voyait pas de destinée politique extra-régionale. Son ambition était de marquer l'histoire de la ville. Il fut souvent critiqué pour la modestie – certains disaient l'étroitesse – de ses perspectives municipales. Premier magistrat d'une ville pauvre, il était volontiers accusé de préférer une gestion sociale, *« de type troisième âge »* selon ses adversaires, à un dynamisme économique, et de refuser une industrialisation qui aurait pu conforter un électorat communiste susceptible de faire basculer la ville.

En 1978, la Haute-Vienne avait élu trois députés communistes sur trois, et le maire de Limoges y avait vu une sorte d'effet « cheval de Troie » des accords nationaux PS-PCF, qui l'avaient obligé, l'année précédente, à ouvrir son conseil municipal à des élus communistes.

Une gestion modeste

Au sein même du PS, Louis Longequeue avait toujours contré, en douceur mais avec efficacité, les décisions parisiennes qui ne lui convenaient pas, notamment les tentations de « parachutage » que faisait périodiquement naître la solidité du vote à gauche du Limousin. M. Georges Sarre, arbre généalogique sous le bras pour prouver ses origines régionales, avait envisagé l'aventure législative en 1978, mais il en avait été dissuadé par la déclaration de candidature d'un centriste, vieil ami de Louis Longequeue, susceptible de lui enlever les quelques centaines de voix qui auraient pu lui permettre de battre la candidate communiste, Mme Hélène Constans. On avait parlé, plus récemment, de la venue de M. Roland Dumas, puis de celle de M. Jack Lang. Rumeurs rapidement classées sans suite.

Louis Longequeue, pour critiqué qu'il fût, avait toujours, plébiscité dans sa ville, qu'il a aussi, quoi qu'on puisse en dire, fait avancer. Tout le monde, à Limoges, reconnaît, par exemple, au maire décédé un rôle déterminant dans la création, en 1968, de l'université limousine, la benjamine des universités de la France continentale, dont la vitalité est communément saluée. En 1982, il avait pressé M. Mitterrand, dont la première visite de président de la République avait été pour le Limousin, d'admettre la nécessité d'une liaison autoroutière Paris-Limoges. La réponse avait, alors, été « non », mais l'autoroute est, aujourd'hui, en cours de réalisation.

GEORGES CHATAIN

[Né le 30 septembre 1914 à Saint-Léonard-de-Noblat (Haute-Vienne), à 20 kilomètres de Limoges, d'une famille d'instituteurs, benjamin de trois fils, il fit ses études secondaires au lycée Gay-Lussac de Limoges, puis ses études de pharmacie à l'école de médecine de la ville.

Il adhéra, en 1932, aux Jeunesses socialistes, puis à la SFIO ; jamais il ne devait quitter cette famille politique. Parti au service militaire en 1937, il y resta, du fait de la mobilisation d'avant Munich, puis de la guerre, près de quatre ans. Démobilisé en juillet 1940, il s'installa pharmacien à Limoges et milita très vite dans la Résistance. Il fut secrétaire du comité local et membre du comité départemental de libération. En 1944, il fut membre de la municipalité provisoire mise en place par Georges Guingoin, le « préfet du maquis », lors de la Libération de la ville. Il ne quitta dès lors plus la mairie ; d'abord conseiller municipal puis, à partir de 1947, maire adjoint chargé de l'instruction publique ; enfin (le 10 décembre 1956 après la mort du sénateur Léon Bétoule, premier magistrat de la ville) maire. Il fut réélu à ce poste en 1959, 1965, 1971, 1977, 1983 et 1989.

Il fut aussi conseiller général du canton de Limoges-Ouest de 1951 à 1982, date à laquelle il décida de ne pas se représenter à cette fonction. Député de 1957 à 1977, puis sénateur. Il fut enfin président du conseil régional. Jamais il ne connut dans sa carrière de revers électoral.

Cette longévité municipale – trente-quatre ans de mandat de maire – n'a pas égalé celle de son prédécesseur et maître à penser politique, Léon Bétoule, qui avait occupé le même bureau durant quarante-quatre ans, de 1912 à 1956 (moins l'intermède de sa révocation par Vichy de 1940 à 1944, puis quelques remous nés de la Résistance et de la Libération).

Limoges n'a donc eu que deux maires en soixante-dix-huit ans. C'est une preuve de solidarité politique au socialisme, et aussi personnelle. C'est peut-être aussi une explication à la routine et aux pesanteurs dont on a fait parfois grief à la vie municipale limougeaude.]

□ **M. Carignon répond à M. Soisson.** – Dans un entretien publié par *le Journal du dimanche* du 12 août, M. Alain Carignon, maire de Grenoble, mis en congé du RPR, répond à M. Jean-Pierre Soisson : *« Nous ne sommes pas sur la même piste, même si je respecte son choix personnel. »* M. Soisson, animateur du mouvement France unie, avait déclaré la semaine dernière à propos de M. Carignon : *« On peut rester en l'air quelque temps, puis vient le moment où il faut atterrir. »*

